



**"ZÉRO COVID"
PÉKIN PLIE MAIS
NE RENONCE PAS**

**IRAN — DES COMPROMIS EN
TROMPE-L'ŒIL FRANCE — EN ISÈRE,
LA DÉTRESSE DES AGRICULTEURS**



**Courrier
international**

N° 1675 du 8 au 14 décembre 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,90 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,
Italie 5,40 €, Japon 8,50 ¥,
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,
Portugal cont. 5,40 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,
TOM 850 XPF, Tunisie 7,70 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

FAUT-IL LÉGALISER LA COCAÏNE ?

*Contre les ravages du trafic et face
à l'échec de la guerre contre la drogue,
le président colombien Gustavo Petro
propose une tout autre approche.
La presse étrangère s'interroge.*





PRÉSERVER L'AVENIR DU CAFÉ CE N'EST PAS UN DÉTAIL

Le café est particulièrement sensible aux effets du changement climatique. Nespresso agit aux côtés de partenaires pour améliorer les conditions de vie des caféiculteurs, préserver les écosystèmes et la qualité des récoltes. Depuis 2019, Nespresso va encore plus loin avec sa gamme de cafés REVIVING ORIGINS notamment au Congo où la culture du café avait quasiment disparu. En accompagnant les caféiculteurs sur le terrain afin d'améliorer la qualité et la productivité des récoltes, Nespresso propose aujourd'hui un café venu du Congo certifié biologique. Préserver l'avenir du café, c'est tout sauf un détail.

En savoir plus :





LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Faut-il légaliser la cocaïne ?

C'est arrivé près de chez vous, ou presque. "Il y a quarante ans, en raison de la surproduction de lait, l'Europe croulait sous une montagne de beurre. Désormais, c'est à Anvers que l'on croule sous une montagne de cocaïne." Le constat, grinçant, est signé de la **Gazet van Antwerpen**, le quotidien d'Anvers. La Belgique ne sait plus comment se défaire des tonnes de cocaïne saisies (près de 90 tonnes en 2021, un record), rapportait récemment **De Standaard**. Et envisage même, pour les détruire, de construire de nouvelles incinérateurs. Une urgence, car en attendant la drogue est stockée, et les autorités redoutent que des groupes criminels ne cherchent à s'en emparer.

L'histoire pourrait paraître anecdotique. Elle ne l'est pas et traduit au contraire très bien la problématique de notre dossier : compte tenu du développement du trafic et des violences qui l'accompagnent, il est temps de changer de paradigme. La Belgique et les Pays-Bas plus encore semblent dépassés par l'ampleur du phénomène. Au point qu'à Amsterdam la bourgmestre a demandé la "dépénalisation de la cocaïne" et une "régulation du marché". Elle n'est pas la seule. Depuis quelques mois, Gustavo Petro, le tout nouveau président colombien (de gauche, une première), demande au monde une tout autre approche. Et il est bien placé pour savoir de quoi il parle, écrit **El País América**. "Si un pays doit débattre [de la légalisation], c'est bien la Colombie. Aucun autre ne va le faire!", assure au journal une experte en politique des drogues. La Colombie est le premier producteur mondial de cocaïne. Et, en matière de violences, elle a eu sa part.

C'est ce que Gustavo Petro a répété le 20 septembre dans un discours qui fera date à la tribune de l'ONU : "La guerre contre la drogue [lancée par le président américain Richard Nixon il y a cinquante ans, en 1971] a échoué. Il y a eu une augmentation de la consommation de drogues mortelles; des drogues douces on est passé aux drogues dures; il y a eu un génocide sur mon continent." Le jeune chef de l'État espère lancer une vaste réforme agraire pour dissuader les agriculteurs de participer au trafic. "La légalisation pourrait affaiblir les cartels, lesquels perdraient leur principale source de revenus", explique encore **El País América**. Un argument repris dans un éditorial remarqué de **The Economist** publié en octobre et que nous avons traduit dans ce dossier. "La prohibition ne fonctionne pas – et c'est particulièrement vrai en ce qui concerne la cocaïne", assène l'hebdomadaire britannique (et libéral)

qui prend clairement position : "La vraie solution passe par une légalisation totale, permettant aux non-criminels de fournir un produit strictement réglementé et lourdement taxé, comme le font les producteurs de whisky et de cigarettes." Cela pourrait permettre, estime le journal, de financer par exemple des études (peu nombreuses sur le sujet) sur la dépendance, mal connue, à cette drogue. À lire l'enquête glaçante du site péruvien **Ojo Público** sur l'Équateur, en passe de devenir un narco-État, ou la tribune d'un journaliste mexicain qui dénonce dans le quotidien **El Universal** la défaillance des institutions depuis vingt ans dans son pays, on comprend mieux l'urgence d'amorcer un tel débat. Cela peut paraître étrange, voire lointain en France, où le débat sur la dépénalisation du cannabis n'est même pas ouvert. Mais la question se pose au niveau mondial. Et il faudra bien trouver des réponses. **El País América** encore : "Les pays producteurs et les États

consommateurs perçoivent le problème sous un angle différent. Les États-Unis comptent leurs overdoses, l'Amérique latine compte ses morts liés à la violence et voit ses démocraties déstabilisées." Ce n'est pas rien. En réalisant ce numéro, nous avons hésité sur le titre de une. Fallait-il insister sur "le pays – et le président – qui veut légaliser la cocaïne"? Ou bien surprendre davantage, rendre le sujet plus concernant? Nous avons choisi, comme **The Economist**, de poser clairement le débat. Cela n'est pas une provocation ni une incitation à banaliser la consommation de cocaïne. Mais depuis cinquante ans, la guerre contre la drogue a fait des dizaines de milliers de morts dans le monde. Il est peut-être temps de chercher une autre voie.

En couverture :
Cocaïne : dessin de **Patrick Faricy** paru dans **Miami Times**, États-Unis. © Shannon Associates. Chine : dessin de **Gianluca Costantini**, Italie.



Sommaire

CHINE p.10

"Zéro Covid" atténué, pas enterré

Alors que la population ne supporte plus le confinement, Pékin a assoupli les restrictions et tente d'accélérer la vaccination... Sans envisager la fin totale de la politique "zéro Covid".

FRANCE p.24

Agriculteurs en détresse

L'Hexagone est le premier producteur agricole de l'Union européenne. Mais la situation des exploitants est désastreuse, constate le quotidien belge **De Morgen**.

IRAN p.14

Des compromis en trompe-l'œil?

La dissolution annoncée de la police des mœurs montre une inflexion du régime. Mais ce n'est la fin ni du contrôle des femmes ni de la répression. "Ça peut prendre du temps, mais c'est fini pour les mollahs", affirme la dessinatrice **Marjane Satrapi** à **Courrier international**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de **Courrier international** sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Bumingbai (bumingbai.net) Hong Kong, en ligne. **The Christian Science Monitor** Boston, hebdomadaire. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Gatopardo** Mexico, mensuel. **De Morgen** Bruxelles, quotidien. **The New Humanitarian** (thenewhumanitarian.org) Genève, en ligne. **New Scientist** Londres, hebdomadaire. **New Statesman** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **Ojo Público** (ojo-publico.com) Lima, en ligne. **El País** Madrid, quotidien. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **El País México** (elpais.com/mexico) Mexico, en ligne. **Respekt** Prague, hebdomadaire. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **TSN.ua** (tsn.ua) Kiev, en ligne. **El Universal** Mexico, quotidien. **Die Welt** Berlin, quotidien. **Xinwen Ziyou** (startpage.freebrowser.org), en ligne.



SCIENCES p.42

Traiter les symptômes de la ménopause, une affaire de choix

Des données éclairent d'un nouveau jour les traitements hormonaux de substitution pour la ménopause. De quoi peut-être mieux évaluer le ratio bénéfice-risque.

DESSIN MARIA CORTE PARU DANS "NATURE", LONDRES



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Pétrole russe. Le "savant équilibré" de l'Occident

D'un continent à l'autre

10. Chine. "Zéro Covid" atténué, pas enterré

14. Iran. Des compromis en trompe-l'œil

18. Diplomatie. L'Europe de l'Est prend le pouvoir

22. Ukraine. Bakhmout, un trophée pour Poutine

24. France. Agriculteurs en détresse

28. RDC. Dans le vortex des groupes armés

À la une

32. Faut-il légaliser la cocaïne ?

Transversales

42. Sciences. Traiter les symptômes de la ménopause, une affaire de choix

46. Économie. La déconfiture de la fausse viande

360°

54. Reportage. À la recherche de la "petite Corée" du Mexique

58. Documentaire. Scènes de la vie tchécoslovaque

60. Gastronomie. La sauce de poisson a tout bon

62. Histoire. La première révolution du XX^e siècle



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Frappes croisées

Moscou poursuit sa campagne de destruction des infrastructures ukrainiennes, mais Kiev semble riposter, avec de nouveaux drones capables de frapper le territoire russe. Quelles seront les manœuvres suivantes et, surtout, les conséquences pour les populations civiles? Suivez les reportages et les analyses de la presse étrangère sur notre site.

Vu des États-Unis. Le phénomène Mbappé

Le joueur français de 23 ans, qui était déjà considéré comme une icône du ballon rond, parvient à impressionner de manière inattendue pendant cette Coupe du monde, constate le **Wall Street Journal**.

Long format. La face cachée de la dépénalisation du cannabis

Violence, ouvriers exploités, prolifération d'immenses plantations illégales... Six ans après la légalisation de l'usage récréatif du cannabis en Californie, le **Los Angeles Times** en révèle la part d'ombre dans une enquête exceptionnelle, traduite en exclusivité pour *Courrier international*, à retrouver sur notre site dès le 10 décembre.

L'horoscope de Rob Breznsy Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

**NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE**

*Les articles
de la presse étrangère
qui ont marqué
l'année*



Avec 11 pages de jeux conçus par le magazine

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour : RCO22BAO004

1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80 €*~~

1 AN (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80 €*~~

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP [] [] [] [] VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : [boutique.courrierinternational.com/leg-co](https://www.courrierinternational.com/leg-co). Vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles communiquées à l'occasion de la souscription de votre abonnement pour les besoins de votre commande et de la relation client. Sauf opposition de votre part, votre adresse postale pourra être utilisée pour des actions marketing de la part de *Courrier international* ou de ses partenaires.

Je m'oppose à l'utilisation de mon adresse postale à des fins marketing. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles>, ou écrivez à notre délégué à la protection des données, 67-69 avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil.


Courrier international

Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directeur, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Décembre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101. ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (16 12) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daouda (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) **AMÉRIQUES** Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiki (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef de service, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signal, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Béliou (chef de service, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONOGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (collaboration) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Murielle Bachelier, Jean-Baptiste Bor, Emma Bougerol, Emmanuelle Bour, Anne-Françoise Cochet, Frédéric Dalléas, Sandrine Decroix, Elisabetta Di Matteo, Paquita Francés, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Florent Normand, Maéllys Sour, Isabelle Taudière, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ Mpublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Directrice générale** Elisabetta Cialdella (elisabetta.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** *Courrier international* Steve Dablin (01 57 28 38 84) **Directeur délégué Activités Programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellana (16 06) **Lucie Madalena (gestion) Droits** Blandine Mosnat (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Christiane Monthet **MARKETING ET PRODUITS** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saumendont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Yang, Anthony Pittavino **Responsable du numérique** Kévin Jolivet, Louise Dugeai (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 **Service clients Abonnements** *Courrier international*, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 03 21 13 04 31** Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by *Courrier international* SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to *Courrier international* c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
10-31-1282
pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. **Émissions de CO₂** : 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart "Philosophie Magazine" posé sur certains abonnés de France métropolitaine.

**VOUS VOUS ÊTES MIS AU VÉLO.
VOUS MANGEZ MOINS DE STEAKS.
VOUS CHOISISSEZ DES VÊTEMENTS
FAITS EN EUROPE. VOUS VOUS RÉVEILLEZ
LA NUIT POUR DÉBRANCHER LA BOX.
ET SI VOTRE NOUVEL ÉCO-GESTE*,
C'ÉTAIT DE CHOISIR
LA POSTE
POUR VOS LIVRAISONS ?**

 colissimo

 chronopost

 dpd

ECOLOGIC
Priorité neutralité carbone


LA POSTE
GROUPE

Ecologic est un marquage qui identifie la démarche de réduction des émissions de CO₂ et de compensation carbone du groupe La Poste.
Retrouvez tous nos engagements sur laposte.fr/neutralitecarbone

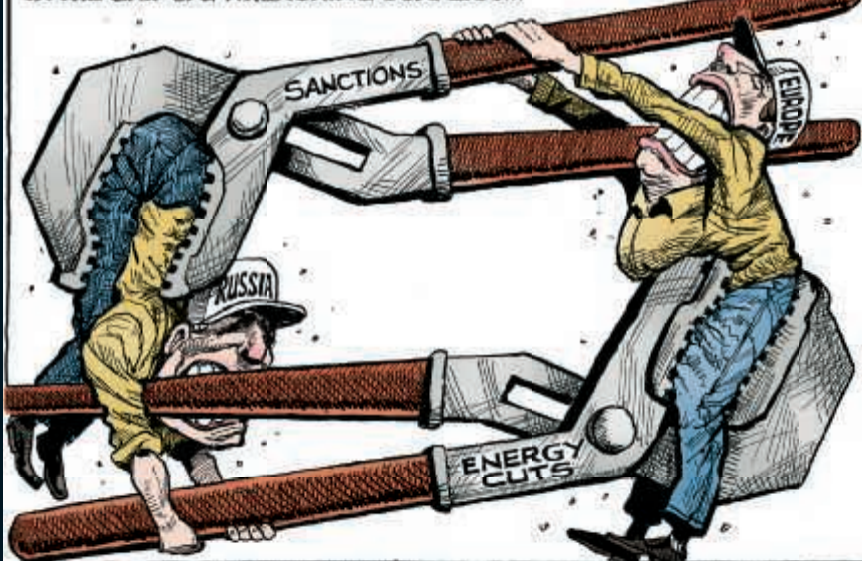
* Sources : le groupe La Poste, Document d'Enregistrement Universel et Rapport RSE 2021.



Pétrole russe. Le “savant équilibre” de l’Occident

En décidant de plafonner le prix du baril russe, l’UE, le G7 et l’Australie portent un coup à la principale source de devises de Moscou. Mais ils doivent rester prudents : le risque d’une flambée des prix plane, analyse le quotidien espagnol.

IN THE GRIP of a WRENCHING CONFLICT...



—El País (extraits) Madrid

Le 2 décembre, l’Union européenne (UE) a franchi une nouvelle étape dans ses efforts pour rogner la rente pétrolière avec laquelle la Russie finance sa guerre contre l’Ukraine. Alors que les sanctions mises en œuvre depuis des mois contre des secteurs stratégiques de l’économie russe ont été largement amorties par les cours très élevés des hydrocarbures, les Vingt-Sept se sont accordés pour plafonner à 60 dollars le baril venu des vastes réserves pétrolières de Moscou. C’est un coup de plus porté à la principale source de devises du régime de Poutine – mais ce ne sera certainement pas le coup fatal.

La mesure ne concerne pas directement les pays de l’UE eux-mêmes, qui sont par ailleurs convenus d’un embargo sur le pétrole russe entré en vigueur le 5 décembre. Il s’agit surtout de réduire les revenus que tire Moscou de ses ventes à d’autres pays, comme la Chine et l’Inde, qui ces derniers mois profitent de la manne créée par l’anathème occidental contre le pétrole russe. Pour les Occidentaux soucieux d’éviter que les cours de l’or noir subissent un nouveau

séisme mondial, les flux pétroliers doivent impérativement se maintenir – si les robinets du pétrole russe étaient totalement coupés, le reste de la production mondiale ne pourrait satisfaire toute la demande.

Bien que ni la Chine ni l’Inde ne se soient ralliées au plafonnement des Européens (rejoints en revanche par le G7 et l’Australie), la mesure aura bien des conséquences sur les exportations de pétrole russe vers ces deux pays. En effet, nombre des armateurs et des compagnies d’assurances intervenant dans le transport sont situés dans des États appliquant le plafonnement. Certains observateurs cependant, dont la banque américaine JP Morgan, estiment que Moscou pourra à l’avenir utiliser ses propres navires pour acheminer son brut vers l’Asie, déjouant ainsi la mesure des Occidentaux. Pour autant, on ne construit pas des supertankers du jour au lendemain, et ceux actuellement en circulation sont pour la plupart soumis au droit occidental, ou à la législation de pays satellites de l’UE et des États-Unis. [Le *Financial Times* a toutefois révélé que la Russie avait acquis ces derniers mois une centaine de vieux tankers.]



Vu de Russie

Un “embargo pétrolier inversé”

● À Moscou, l’heure est à la contre-attaque. Le Kremlin avait annoncé à plusieurs reprises que la Russie cesserait de livrer du pétrole aux pays tentés d’appliquer un prix plafonné. Cité par la *Nezavissimaïa Gazeta*, le vice-Premier ministre, Alexandre Novak, est allé plus loin, expliquant que la Russie réfléchissait à un “mécanisme permettant d’interdire l’instauration d’un plafond” et était “même prête à réduire sa production de pétrole”. Parallèlement, les autorités avaient, semble-t-il, pris les devants en faisant l’acquisition ces derniers mois d’une centaine de vieux tankers, rapporte la *Nezavissimaïa Gazeta* en citant le *Financial Times*. Une telle flotte leur permettrait de ne plus avoir à transporter leur pétrole sous pavillon étranger, ni à recourir aux services des compagnies d’assurances européennes. Avec cette “flotte parallèle”, explique le journal moscovite, la Russie pourrait réussir à “atténuer les effets des sanctions occidentales” et à “réorienter ses flux” vers, notamment, les marchés asiatiques, plus éloignés.

Plus globalement, en intervenant dans le mécanisme de formation des prix du marché, “ce contre quoi il a toujours mis en garde les autres pays”, l’Occident crée un précédent dangereux, critique *Vzgliad*. Et, ajoute le site proche des positions du Kremlin, il pourrait aussi se mettre à dos d’autres producteurs de pétrole qui “redoutent à juste titre que, la prochaine fois, l’Occident adopte de telles limitations à l’encontre des membres de l’Opep”. La Russie, pour sa part, a été claire. “Elle ne veut travailler que dans les conditions du marché”, précise *Vzgliad*. Une économie de marché qui permettra à la Russie de “faire face à toutes les sanctions de l’Occident”, estime le politologue Timofeï Bordatchev, toujours dans *Vzgliad*, dans un billet intitulé “Embargo pétrolier inversé” (quand la pression est exercée non par les producteurs de pétrole, comme en 1973, mais par les acheteurs). “À ce titre, le monde est assez grand pour qu’une rupture partielle avec l’Occident n’entraîne pas son isolement automatique”, conclut-il.

L’Occident oscille entre la volonté de frapper fort pour porter le coup le plus rude possible au Kremlin et le souci de garder une certaine mesure pour ne pas se tirer une balle dans le pied. L’accord conclu le 2 décembre se trouve là, à mi-chemin entre les propositions faites par les plus intransigeants (emmenés par la Pologne, qui a obtenu que le plafonnement soit régulièrement révisé afin de se situer toujours au moins 5% au-dessous des cours du marché) et le pragmatisme des grandes capitales (qui, derrière Berlin, tenaient à préserver autant que possible les équilibres ô combien délicats des marchés mondiaux de l’énergie).

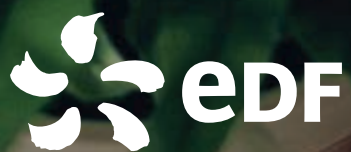
Le principe général est clair : le pétrole russe qui auparavant était acheminé vers l’Europe doit aller désormais vers les économies émergentes, mais à un prix réduit pour entamer la rente pétrolière de Moscou. Un savant équilibre qui est dans l’intérêt de l’UE : plus le pétrole russe se raréfie sur le marché mondial, plus grandit le risque de voir flamber les cours de l’hydrocarbure essentiel aux économies européennes.

Les milliards de l’or noir. La Russie, qui avec 10% des exportations mondiales de brut se classe deuxième derrière l’Arabie saoudite, vend depuis des mois son pétrole au-dessous des prix du marché afin d’attirer de nouveaux acheteurs, à commencer par la Chine et l’Inde. Le “brut de l’Oural” a pu valoir moitié moins que le baril de Brent, la référence en Europe. Grâce à cette ristourne, le Kremlin a pu continuer à vendre à d’autres son or noir, devenu indésirable aux yeux des capitales occidentales – ce qui a aussi permis au marché mondial du pétrole de ne pas sombrer dans une violente spirale aux conséquences imprévisibles.

Il suffit d’observer la balance commerciale russe pour comprendre pourquoi l’UE, et l’Occident en général, a les combustibles fossiles en ligne de mire. La chute drastique des volumes de ventes depuis l’invasion a été compensée pour une bonne part par la flambée des cours – c’est particulièrement le cas pour le gaz. Selon les chiffres du Centre for Research on Energy and Clean Air [Crea, un groupe de réflexion écologiste installé en Finlande], les combustibles fossiles ont rapporté depuis le 24 février plus de 122 milliards d’euros à Moscou. Sur ces dix mois, les recettes engrangées par l’État russe trottent trois fois supérieures à celles de l’année dernière.

—Ignacio Fariza
Publié le 3 décembre

✎ Tenaillés par une guerre déchirante...
Sur la clé à molette du haut : Sanctions.
Sur la clé à molette du bas : Restrictions énergétiques. Sur la casquette de droite : Europe. Sur la casquette de gauche : Russie.
Dessin de Kal paru dans *The Economist*, Londres.



Devenons l'énergie qui change tout.

IL NE SERA PAS, MIEUX CHARGÉ SI ON LE LAISSE BRANCHE.

Éteindre vraiment ou débrancher ses appareils,
c'est jusqu'à 5%* d'économies sur sa facture.



Je baisse



J'éteins



Je décale

Découvrez les gestes utiles pour vous et pour tous.



[edf.fr/gestesutiles](https://www.edf.fr/gestesutiles)

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Source EDF : Estimation août 2022 sur la base d'une sélection d'équipements multimédia et machines, pour un client TRV option base. Selon l'ADEME - « Guide pratique : réduire sa facture d'électricité » - juillet 2022 - l'ensemble des appareils en veille peut représenter jusqu'à 15 % de la facture d'électricité (hors chauffage et eau chaude).

Le président et les cambrioleurs



AFRIQUE DU SUD — On connaissait le président sud-africain en héraut de la lutte anti-corruption, le voilà menacé

de destitution. Cyril Ramaphosa est accusé par un proche de son sulfureux prédécesseur, Jacob Zuma, d'avoir dissimulé le vol d'« au moins » 4 millions de dollars — une somme dissimulée dans un canapé dans l'une de ses fermes — puis d'avoir mandaté une équipe clandestine pour traquer les cambrioleurs. Le silence des voleurs aurait ensuite été acheté afin d'éviter au président d'avoir à divulguer la provenance des fonds. Le chef de l'État nie les accusations et conteste le montant du butin. Mais, le 30 novembre, un panel de juristes a estimé qu'il existait suffisamment de raisons de penser que le président a pu violer la Constitution pour justifier une enquête parlementaire, ouvrant la voie à une éventuelle destitution. Plusieurs médias suggèrent alors que Cyril Ramaphosa s'apprête à démissionner. « Je ne pars pas », a finalement annoncé le président par la voix de son porte-parole, repris en une du **Sunday Times** le 4 décembre. Il conteste le rapport devant la Cour constitutionnelle, mais la crise inquiète les Sud-Africains qui craignent de voir revenir aux affaires des responsables éclaboussés par les scandales de l'ère Zuma.

17

MILLIONS DE PERSONNES VIVRAIENT EN PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE, soit près du double des estimations officielles. C'est le résultat d'une étude des Nations unies dont **The Australian** se fait l'écho le 4 décembre. « Si cette nouvelle estimation est confirmée, il faut diviser par deux le revenu par habitant, qui passerait donc de 3230 à 1770 dollars australiens [de 2067 à 1130 euros] par an : le plus proche voisin de l'Australie serait ainsi à un niveau de richesse équivalent à celui du Soudan ou du Sénégal », note le quotidien de Sydney. Ces chiffres ont visiblement plongé dans l'embarras les autorités de Port Moresby, qui en ont interdit la publication.

Vent de colère

SYRIE — À Soueïda, ville du sud du pays en proie à une situation économique catastrophique, le 4 décembre, des manifestants « ont pris d'assaut le bâtiment du gouvernorat, détruit ses bureaux et incendié des véhicules de sécurité à proximité du bâtiment », rapporte le média local **Suwayda24**. Les forces de sécurité ont riposté par des tirs nourris. Bilan : un manifestant et un policier tués, et 18 personnes blessées. Sous l'influence des chefs religieux, cette région à majorité druze est restée neutre dans la guerre qui fait rage en Syrie depuis plus de dix ans. Mais, désormais, certains rassemblements « se transforment en manifestations appelant à la chute du régime » de Bachar El-Assad, écrit le site d'opposition **Enab Baladi**.

“Opération extraction”



SALVADOR — « Le gouvernement s'attaque aux gangs de Soyapango », titre **Diarío El Salvador**, quotidien pro-gouvernemental,

évoquant une « opération extraction » du 3 décembre, qui a permis l'arrestation de 140 membres de *maras*. Dans sa guerre contre ces bandes armées qui ont longtemps fait régner la terreur dans le pays d'Amérique centrale, le président Nayib Bukele a franchi un nouveau pas. Pour cette opération, 10 000 militaires et policiers ont encerclé la ville de Soyapango, la troisième du pays, située dans la grande banlieue de la capitale, San Salvador. Près de 60 000 personnes ont été arrêtées depuis l'état d'urgence décrété en mars.

↳ Dessin de Côté paru dans **Le Soleil**, Québec.

DIPLOMATIE

Macron rentre bredouille des États-Unis

Le président français a été reçu avec tous les honneurs à Washington. Sur la question des subventions industrielles, en revanche, le bilan de sa visite est incertain.

Que valent les déclarations d'intention d'Emmanuel Macron et de Joe Biden du 1^{er} décembre à Washington ? Si les présidents français et américain « ont levé leurs flûtes en cristal à l'amitié transatlantique, et célébré des valeurs et des objectifs communs », écrit **The Washington Post**, la concorde ambiante masquait le litige qui couve au sujet de milliards de dollars de subventions pour la transition écologique.

À l'origine de l'incertitude transatlantique se trouve la loi américaine sur la « réduction de l'inflation » (IRA) et ses généreuses subventions pour la production aux États-Unis de véhicules électriques, de batteries et les projets liés aux énergies renouvelables. Des mesures jugées protectionnistes en Europe. Les deux chefs d'État s'étaient toutefois targués d'avoir fait des progrès sur son application, qui permettrait de rééquilibrer les relations commerciales entre les continents. La presse n'est pas aussi optimiste.

Le véritable cœur du problème est que « Biden et Macron veulent la même chose, mais différemment », assène le média économique **Bloomberg**. À savoir, l'indépendance énergétique et une industrie propre et dynamique à la maison. Et de fait, renchérit l'édition européenne du magazine américain **Politico**, « on voit mal ce que peut faire Biden pour éviter que ses subventions Buy American [« Achetez américain »] portent tort aux constructeurs automobiles européens ». Le texte de l'IRA étant le produit d'un bras de fer mémorable au Congrès américain, et donc quasi intouchable, **Bloomberg** croit, lui aussi, que Joe Biden n'aura guère de latitude pour atténuer son effet pour l'industrie européenne.

Plus généralement, avance **Bloomberg**, « ces divisions sont structurelles et par conséquent difficiles à surmonter. Les peurs de l'Europe, qui redoute une désindustrialisation provoquée par la question énergétique, s'expliquent, de ce côté-là de l'Atlantique, par

la présence du voisin russe, riche en ressources mais plein de griefs, et par la dépendance historique des Européens vis-à-vis de ce voisin. »

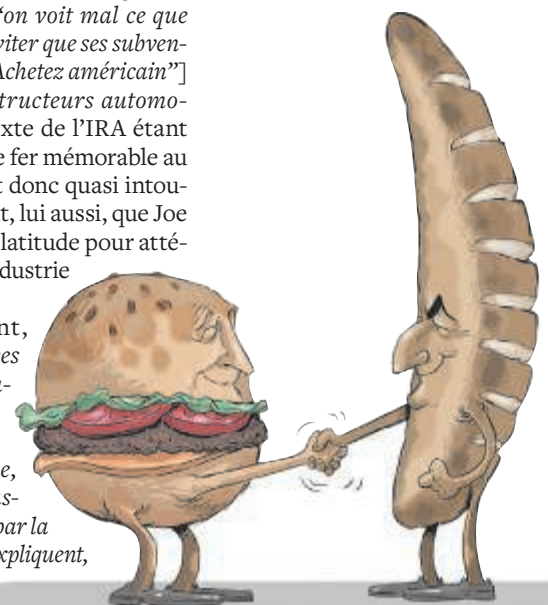
À Londres, le quotidien conservateur **The Daily Telegraph** va jusqu'à qualifier le président français d'« hypocrite » quand il reproche leur protectionnisme aux Américains. Même si, « pour être honnête, Macron n'a pas tort, à un niveau du moins. Si elles veulent l'emporter dans ce qui est dans les faits une guerre économique contre la Chine, les grandes puissances occidentales doivent travailler ensemble et non les unes contre les autres. »

Plus pessimiste encore, le quotidien économique allemand **Handelsblatt** ne voit « rien de substantiel, mais des platitudes » qui cachent mal un rapport de force peu favorable à l'Europe. « Les Américains sont au fait de la précarité de la situation des Européens — c'est pourquoï ils ne sont guère disposés à faire des concessions importantes sur le litige autour des subventions. » L'équation ne fait pas de doute pour le journal de Düsseldorf : « Les priorités de Biden sont claires : d'abord la politique intérieure, puis la Chine — et après, loin derrière, vient l'Europe. »

— **Courrier international**



Revue de presse



iPhone 14 et iPhone 14 Plus avec 5G. Noël en grand. Et en plus grand.



Avec Orange reprise
économisez jusqu'à

180€*


en revendant
votre ancien téléphone.

iPhone 14

iPhone 14
DAS tête : 0,98 W/kg
DAS tronc : 0,98 W/kg
DAS membres : 2,98 W/kg

iPhone 14 Plus
DAS tête : 0,99 W/kg
DAS tronc : 0,98 W/kg
DAS membres : 2,99 W/kg

*Soit pour l'achat d'un iPhone 14 ou iPhone 14 Plus, 80€ de remise immédiate et – 100€ de bonus reprise avec un forfait mobile engagement 24 mois⁽¹⁾ ou – 50€ de bonus reprise sans forfait mobile⁽²⁾.

 Kit mains-libres recommandé. Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine du 08/12/2022 au 28/12/2022 avec ou sans forfait mobile engagement 24 mois, réservée aux particuliers.

5G : avec offre et terminal compatibles, uniquement dans les zones déployées (réseau 5G en cours de déploiement). Débit maximum en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5 GHz avec agrégation des 4 bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615 Mbits/s pour les zones couvertes en 2,1 GHz utilisée pour la 4G. Couverture détaillée et différenciée sur reseaux.orange.fr

(1) Pour l'achat de l'un de ces deux mobiles avec la souscription d'un forfait mobile engagement 24 mois, Orange rachète votre ancien mobile 100€ de plus que sa valeur estimée. (2) Pour l'achat de l'un de ces deux mobiles, Orange rachète votre ancien mobile 50€ de plus que sa valeur estimée. Conditions détaillées en boutique.

orange™

d'un
continent
à l'autre.

asie

Moyen-Orient... 14
Europe 18
France 24
Afrique 28



Chine. “Zéro Covid”: atténué, pas enterré

La population ne supporte plus le confinement très strict imposé par Pékin. Les autorités ont accepté quelques assouplissements et tentent d'accélérer la vaccination. Sans pour autant envisager la fin de la politique “zéro Covid”, qui écornerait leur image.

—Nikkei Asia Tokyo

Après le déchaînement de réactions suscitées en Chine par la stratégie très stricte du “zéro Covid”, la question qui se pose désormais à Pékin est de savoir comment faire machine arrière sans risquer de décrédibiliser le président, Xi Jinping, ni de déclencher une grande vague épidémique avec son lot de décès.

Le gouvernement semble s'orienter vers un repli progressif, forcé qu'il est de reconsidérer son approche du fait de la série de manifestations dans tout le pays à la fin du mois de novembre – les manifestants [réunis pour rendre hommage aux victimes de l'incendie d'un immeuble à Urumqi, au Xinjiang] sont allés jusqu'à demander la démission de Xi Jinping.

Le 1^{er} décembre, lors d'une rencontre avec le président du Conseil européen, Charles Michel, Xi Jinping a attribué les manifestations aux trois années de stress lié à la pandémie auxquelles les étudiants ont fait face, selon un haut fonctionnaire de l'Union européenne. Ce dernier a estimé que le dirigeant chinois semblait disposé à quelques assouplissements, sans évoquer une transformation de la politique face au Covid.

La veille, la vice-Première ministre, Sun Chunlan, qui préside la lutte contre le coronavirus dans le pays, avait affirmé que “la Chine est confrontée à une nouvelle donne et à de nouvelles tâches”, sans parler de la “politique dynamique du zéro Covid”, l'expression habituelle pour désigner la campagne chinoise visant à éradiquer le virus.

Certaines localités ont sauté le pas. Le jeudi 1^{er} décembre, Canton a levé l'interdiction de se restaurer en intérieur dans la majeure partie de la ville, et on a assisté à une nette reprise du trafic routier. L'obligation de présenter un test

Au 5 décembre 2022, 530 millions de Chinois étaient ou avaient été soumis à des mesures de confinement.

PCR négatif pour entrer dans de nombreux bâtiments a été supprimée, et la plupart des tentes de dépistage ont été démontées.

Ce même jeudi, à Pékin, de nombreux centres commerciaux ont annoncé leur réouverture. Le

lendemain, la ville de Chongqing, dans l'intérieur du pays, a autorisé les personnes se trouvant en dehors des zones classées à haut risque à aller faire des achats dans les supermarchés sans test.

L'abandon total de la politique “zéro Covid” ferait courir des risques importants. Le groupe britannique d'analyse de données sur la santé Airfinity estime, dans un rapport publié le 5 décembre, que “la vie de 1,3 à 2,1 millions de personnes pourrait être en danger si la Chine levait les restrictions liées à sa politique ‘zéro Covid’”. En avril, le gouvernement chinois avait déclaré qu'un assouplissement de la politique “zéro Covid” pourrait faire 2 millions de victimes.

La mauvaise couverture vaccinale et la faible efficacité relative des vaccins produits sur place

sont à prendre en compte. D'après une étude hongkongaise publiée en juillet, deux doses de vaccin de Sinovac ne sont efficaces que dans environ 70 % des cas pour prévenir les formes graves de la maladie ou les décès chez les plus de 60 ans, contre 86 % pour le vaccin de Pfizer-BioNTech. De plus, selon la Commission nationale de la santé, le vaccin de Sinovac présenterait un taux de protection de 86 % chez les plus de 60 ans, et de 66 % pour les plus de 80 ans, des chiffres inférieurs à ceux des autres vaccins sur le marché.

Le gouvernement a adopté le principe du “zéro Covid” en se fondant sur son expérience de la première phase de la pandémie, lorsque le nombre de morts avait été limité par des mesures de quarantaine drastiques.

A4



Revolte
No

Des victimes ouïgoures

●●● La plupart des victimes – au moins 10, peut-être beaucoup plus – de l’incendie d’Urumqi étaient des Ouïgours, une information qui ressortait dans les messages diffusés en temps réel sur les réseaux sociaux, et rapidement effacés par la censure, écrit une Chinoise han de l’étranger sur le site **Duanchuanmei**. Des témoignages de familles concernées vivant à l’étranger confirment cette information, ainsi que **Radio Free Asia**. Aucune liste n’a été publiée par les autorités, mais des Han vivant à Urumqi – ville où ils sont majoritaires – ont participé aux côtés de Ouïgours à des protestations contre l’obstruction des accès aux immeubles, dans une ville confinée depuis plus de trois mois, ajoute le site.

← Dessin de Gianluca Costantini, Italie.

Les vagues de contamination par le virus Omicron ont chamboulé leurs calculs. Au printemps, les pouvoirs publics ont confiné la capitale économique, Shanghai, pendant près de deux mois. Selon Nomura International (à Hong Kong), au 5 décembre, 530 millions de personnes dans 68 villes différentes étaient ou avaient été soumises à des mesures de confinement ou de contrôle des déplacements [en 2022].

À propos de la stratégie de sortie de cette crise, Mitsubishi UFJ Morgan Stanley Securities table sur un assouplissement en deux temps de la politique “zéro Covid”, à la fin décembre, puis à la fin mars. Selon ce scénario, les autorités intensifieraient la campagne de vaccination des personnes âgées [un objectif confirmé : passer

de 66 à 90 % de vaccination des plus de 80 ans d’ici janvier]. La durée de l’isolement exigé pour les voyageurs arrivant d’un pays étranger serait raccourcie en deux fois, avant la suppression de tout placement en quarantaine au début du printemps.

Cependant, il ne faut pas s’attendre à des changements spectaculaires à court terme, car les mesures d’ajustements écornent le prestige des dirigeants politiques, fait remarquer SMBC Nikko Securities. La société de courtage japonaise s’attend donc à ce que les responsables chinois cherchent peu à peu à arrondir les angles, mais en continuant de brandir la bannière du “zéro Covid”.

— **Shin Watanabe**
et **Tsukasa Hadano**
Publié le 3 décembre

La “feuille blanche” va plus loin que Tian’anmen

Le mouvement étudiant de 1989 n’était pas mûr dans ses revendications démocratiques, écrit sur ce site dissident un éditorialiste anonyme. À la différence de la révolte actuelle, qui révèle que les notions de liberté et de démocratie ont germé dans les esprits.

— **Xinwen Ziyou** (extraits)

Différant du mouvement étudiant de 1989, les caractéristiques de la “révolution de la feuille blanche” devraient mener à une tout autre issue. [La feuille blanche représente une volonté de s’exprimer entravée par la censure.]

En 1989, le mouvement visait la démocratie, mais on ne pouvait pas parler de “révolution”, il s’agissait d’un mouvement réformiste. Les étudiants et les intellectuels de l’époque défendaient de l’intérieur le Parti communiste et le camp réformiste au sein de celui-ci, dont ils soutenaient les efforts pour parvenir à la réforme politique.

Rien de tel avec cette “révolution de la feuille blanche” : dans les discours prononcés dans les rues de Shanghai et de Chongqing, dans les slogans de protestation scandés sur les campus, des voix n’ont pas hésité à s’élever pour demander la liberté, la démocratie, et s’opposer au régime communiste et à la dictature de Xi Jinping. La “révolution de la feuille blanche”, prolongeant l’héritage du mouvement étudiant et en ayant tiré les leçons, a fait un “saut qualitatif” par rapport à 1989.

Le mouvement étudiant de 1989 était arrivé dans une période où le Parti communiste chinois (PCC) avait lancé des réformes [à partir de 1979] pour panser les plaies de la Révolution culturelle (1966-1976). Les étudiants souhaitaient que le PCC aille plus loin, en élargissant les changements du domaine économique à la sphère politique. La Chine était entrée dans une période cruciale de la réforme,

néanmoins la plus libérale de toute l’histoire du PCC. Les étudiants, inspirés par le courant d’éveil des consciences des années 1980, croyaient, optimistes et aveugles, à la possibilité d’une réforme du régime communiste. Cette erreur de jugement fut l’une des principales raisons de la fin tragique du mouvement étudiant.

Après deux décennies de développement économique relativement ouvert, l’arrivée au pouvoir de Xi Jinping a déréglé cette impulsion – ce qui était déjà apparent sous le gouvernement de Hu Jintao (2002-

Cette révolte a tout d’une lutte de gens acculés au désespoir. Chacun est prêt à jouer son va-tout.

2012), mais a été aggravé sous le règne de Xi – jusqu’à la politique “zéro Covid” menée depuis trois ans. La société chinoise vit de sombres moments avec le retour du totalitarisme.

Depuis le 20^e Congrès du PCC, l’armée de Xi Jinping a pris le contrôle total du régime communiste, et les restrictions liées à la politique “zéro Covid”, loin de diminuer, n’ont fait que se multiplier, balayant les dernières lueurs d’espoir des Chinois. Le courant de révolte actuel a tout d’une lutte de personnes acculées au désespoir, où chacun est prêt à jouer son va-tout, comme le montre l’appel à “mourir ensemble” lancé lors des manifestations au Xinjiang.

Les slogans “Xi Jinping, démission!” ou “La Chine ne veut pas

d’empereur!” ciblaient clairement Xi Jinping comme le principal fautif. Ce phénomène signifie que les contradictions entre la dictature totalitaire et la population sont aujourd’hui exacerbées et difficiles à résoudre, et qu’elles peuvent favoriser une division au sein de la classe dirigeante.

On a reproché aux étudiants du mouvement de 1989 d’avoir été trop ambitieux dans leurs demandes et d’avoir imaginé tout pouvoir faire d’un coup. Leur objectif démocratique était trop illusoire, trop abstrait; ils n’avaient pas compris qu’ils devaient donner du temps au camp réformiste, entre autres. Il y avait de nombreuses choses à revoir dans ce mouvement, mais à l’époque la compréhension de l’importance et de la valeur de la démocratie, ou de son rapport avec la vie quotidienne et la propriété individuelle, était loin d’être un fait majoritaire dans la société chinoise.

En revanche, le mouvement d’aujourd’hui témoigne d’une adhésion encourageante des citoyens aux notions de démocratie, de liberté, de droits de l’homme et d’état de droit, qui ont pris racine dans les esprits.

Un habitant de Chongqing, qui haranguait la foule dans une rue de la ville, a lancé avec un courage héroïque : “Il n’y a qu’une seule vraie maladie en ce monde : c’est l’absence de liberté et la pauvreté. Aujourd’hui, nous avons tous ces maux!”

Il a bien exprimé la relation entre la liberté et la richesse. Sans liberté, la seule chose que l’on puisse récolter, c’est la pauvreté ! La démocratie n’est plus un fantasme, la liberté est une valeur commune. L’élan provoqué par l’éveil des consciences des années 1980 ne s’est pas brisé. Depuis, malgré le massacre du 4 juin [au moins un millier de morts et des milliers d’arrestations], malgré les lavages de cerveau et le blocage de l’information, les dirigeants ne sont pas parvenus à leurs fins. Par leurs actions, les Chinois ont montré au reste du monde qu’ils étaient du côté des valeurs universelles [honnies par Pékin] ! L’éveil de la nation que reflète cette “révolution de la feuille blanche” constitue un message véritablement porteur d’espoir pour l’avenir de la Chine. —

Publié le 25 novembre

✎ Dessin de Gianluca Costantini, Italie.



Paroles de manifestants

Yuan Li, journaliste à Hong Kong, tient un podcast sur la Chine appelé "Bumingbai". Le 27 novembre à Shanghai, elle a interrogé six manifestants. Voici des extraits de ces témoignages.

SERENA, étudiante inscrite dans une université étrangère, en année sabbatique :

"Au bout d'un moment, tout le monde criait 'À bas le parti!'"

Quand j'ai vu l'info sur le réseau social Weibo, il était question d'un hommage aux victimes de l'incendie [un immeuble confiné a brûlé le 24 novembre]. Une simple veillée. J'ai tout de suite eu envie d'y aller. Je suis allée rue d'Ururmqi à vélo. J'ai mis mon portable en mode avion, afin d'échapper à la surveillance numérique. J'ai vu qu'une femme faisait la même chose. Mais toutes les autres personnes présentes discutaient sur WeChat en toute insouciance.

À mon arrivée, les gens disposaient des bâtons d'encens et des fleurs sur un autel improvisé.

Certains pleuraient doucement. C'était un acte de résistance, oui, mais minimaliste, extrêmement silencieux, très calme.

Au début, les gens criaient : "Les tests, on n'en veut plus! Le QR code sanitaire, ça suffit!" Et aussi "Démocratie, liberté!" Ça s'est terminé par "Le Parti communiste, on n'en veut plus!" – mais ça, les gens ont commencé par le dire tout bas. Quand certains ont commencé à lancer des "Untel démission!", ça a galvanisé tout le monde. On s'est tous mis à crier plus fort. C'est plus tard, quand j'ai vu des vidéos de ce qui s'était passé, que je me suis rendu compte que tout le monde criait "À bas le parti!", "Xi Jinping, dégage!", ou encore "Non au parti unique!", "À bas l'empereur!", "Non au mandat à vie!" Les gens ont fait preuve d'une grande créativité.

Je n'étais plus là quand la police a arrêté les manifestants. Quand je suis partie, on ne se sentait pas particulièrement menacés. [Cette colère est montée car] les noms

des victimes, leurs photos ont circulé massivement. Je ne les ai pas vues, car quand je les ai cherchées, elles avaient déjà été censurées. Il y a aussi eu des vidéos, où l'on pouvait entendre les cris stridents des personnes appelant au secours. La détresse et la souffrance étaient on ne peut plus palpables. Cela a suscité une immense empathie chez les gens.

M. ZHANG, salarié de l'industrie du jeu en ligne :

"Je n'ai pas cru un instant que ce confinement ne durerait que trois jours."

J'ai enlevé mon masque [au rassemblement] parce qu'à partir du moment où on a tous accepté de porter le masque, on nous a progressivement imposé des restrictions de plus en plus sévères, qui n'ont jamais été allégées ensuite. D'une politique de prévention et de contrôle de l'épidémie, on a dérivé vers la mise en place d'un nouveau système de surveillance Baojia [système communautaire de maintien de l'ordre et de contrôle de la population, imaginé au XI^e siècle].

À l'origine, ce confinement ne devait durer que trois jours. Je n'y ai pas cru un instant. Je suis tout de suite allé au supermarché. J'ai fait des courses pour deux semaines environ. Finalement, le confinement a duré plusieurs mois. Les premiers à se trouver en difficulté ont été les personnes âgées. Un vieil homme du district de Putuo est tombé malade. Il souffrait beaucoup et s'est adressé [sur les réseaux sociaux] à son comité de quartier pour obtenir des médicaments. Personne ne lui a répondu. Dans son dernier message, il disait : "Comment notre pays a pu en arriver là?" Ça m'a bouleversé. Comment est-il possible que personne n'ait répondu à son appel? Au fil du temps, les gens ont commencé à manifester leur mécontentement plus bruyamment, et pas seulement à Shanghai. On se souvient de l'exaspération liée à l'accident du bus dans le Guizhou, qui conduisait des cas contacts vers un lieu de confinement, où 27 personnes ont trouvé la mort [le 18 septembre].

[Le confinement à Shanghai a été très dur.] Il y a eu beaucoup de suicides par défenestration. Deux ou trois par jour, parfois plus. En général, cela arrivait le soir, vers 22 heures. Plus le confinement s'est prolongé, plus il y en a eu. J'étais bloqué chez moi. Comme je vis à côté d'une caserne de pompiers, je les entends partir en intervention. Leurs départs sont devenus de plus en plus fréquents, toute la nuit, parfois jusqu'au petit matin. Et puis ils ont coupé leur haut-parleur. Mais je sais que ça a continué, car on entendait les sirènes des

camions quittant la caserne en trombe. Ça ne s'est calmé qu'en juin, à la fin du confinement. [...]

Bien sûr, en octobre, tout le monde savait déjà que Xi Jinping parviendrait à ses fins et serait reconduit pour un troisième mandat. Mais c'est autre chose de le voir advenir. Et puis, on a vu aussi ce qui est arrivé à Hu Jintao [l'ancien président a été évacué de la salle en plein congrès]. Certains disent qu'il était malade. Quoi qu'il en soit, on a compris en le voyant sortir que tous les progrès accomplis touchaient brutalement à leur fin. Ce congrès nous a marqués : nous devons renoncer à nos rêves.

ÉCHO, au chômage :

"La colère couvait."

Je suis allée manifester parce que hier, vers 1h30 du matin, j'ai vu des captures d'écran postées par un ami sur WeChat. Il y avait aussi un lien vers Weibo où étaient diffusées des images en direct du rassemblement. Quand j'ai vu la foule et entendu les chansons ouïgoures qui passaient, ça m'a donné envie de pleurer.

La situation dure depuis vraiment trop longtemps. Au début, les gens de la génération de mon père soutenaient à fond la politique "zéro Covid". Mais au bout de trois ans, eux aussi en ont assez. Cela pour dire que la colère couvait. Hier, dans ce rassemblement, il y avait beaucoup de personnes âgées, des hommes comme des femmes. Une dame d'un certain âge criait des slogans aussi fort qu'elle pouvait. Je me suis dit que les Shanghaiens n'avaient vraiment pas froid aux yeux.



DOCUMENT

Tout le monde n'était pas nécessairement d'accord avec ceux qui criaient : "À bas Untel!", "À bas le parti!" Certains l'ont fait savoir. Mais d'autres ont tout de suite réagi et revendiqué le droit d'exprimer leur colère. Ils se sont mis à crier "Restez en colère!", et tout le monde a repris en chœur ce nouveau slogan. C'était très inventif. Nous savons tous que ce genre de

manifestation n'a aucune chance de faire bouger les choses sur le plan économique ou politique. Je fais juste ce que j'estime devoir être fait. Mon seul espoir, c'est que les

gens se réveillent, qu'ils soient de plus en plus nombreux à pouvoir faire des choix en toute lucidité.

Certes, nous sommes juste des gens ordinaires et nous ne pouvons pas faire obstacle à ce qui est décidé au sommet du pouvoir. C'est le pot de terre contre le pot de fer. En revanche, plus les gens seront lucides, plus ils seront conscients de leurs droits. Je crois que c'est cette mécanique que je cherche à enclencher en allant manifester. Pour ma part, cela passe aussi par certains choix : je ne souhaite pas avoir d'enfants, je refuse aussi de consacrer ma vie à gagner assez d'argent pour m'acheter un appartement dans une grande ville. Je définis cela comme une attitude non violente de non-coopération. Je ne suis pas en mesure de changer le cours des choses sur le plan national, mais je peux changer ma façon de vivre et ça, ça peut avoir de l'impact.

—Yuan Li

Publié le 29 novembre

Le podcast

"BUMINGBAI"

Yuan Li est une journaliste installée à Hong Kong. Elle tient un podcast consacré à la Chine intitulé **Bumingbai** (littéralement "Je ne comprends pas"). Nous reprenez ici quelques extraits des témoignages qu'elle a recueillis au lendemain de la grande manifestation du 27 novembre, à Shanghai. Le nom des manifestants a été changé, et nous n'avons pas repris les questions de la journaliste, afin de laisser toute la place aux témoignages.

Ensemble collectons mieux

Bouchons attachés
Collecte facilitée
pour le recyclage



**SCANNEZ
POUR PLUS
D'INFORMATIONS**

Coca-Cola EN FRANCE



Iran. Des compromis en trompe-l'œil

La dissolution annoncée de la police des mœurs montre une inflexion du régime. Mais ce n'est la fin ni du contrôle des femmes ni de la répression.



CARTOON MOVEMENT

La fin de la police des mœurs”, a titré, le 5 décembre, le journal réformateur **Saazandegi**, sous la photo d'une jeune femme sans voile, inquiète, dans un véhicule de cette police instaurée il y a dix-sept ans par la République islamique pour faire respecter le port du voile, obligatoire en Iran. “Après quatre-vingts jours de manifestations provoquées par la police des mœurs, le procureur général du pays en a annoncé la fermeture”, précise le quotidien.

Le démantèlement de cette entité policière, responsable en septembre de la mort de la jeune kurde Mahsa Amini – ce qui a

constitué l'étincelle du mouvement de contestation –, est perçu comme une concession d'un régime de plus en plus contesté et le prélude à une réforme de la loi sur le port du voile obligatoire, voire à d'autres réformes, selon certains médias.

L'annonce a été faite le 4 décembre par le procureur général du pays, Jafar Montazeri. “La police des mœurs a été fermée par ceux qui l'ont fondée”, a déclaré, laconique, le responsable judiciaire, relayé par le journal ultraconservateur **Javan**. “La justice continue néanmoins de surveiller les actions et les comportements des habitants dans la société”, a-t-il ajouté.

↳ Dessin de Heidari, Iran.

Avant cette annonce, le procureur général avait évoqué une réforme sur le port obligatoire du hijab, rapporte le site **Middle East Eye**. Dans un discours du 3 décembre dans la ville religieuse de Qom, il a indiqué que le Parlement et le Conseil suprême de la révolution culturelle rendraient un rapport sous deux semaines sur la question.

Ces annonces se sont répandues rapidement dans les médias occidentaux, comme dans la presse arabe et iranienne d'opposition. “Déconcerté par près de trois mois de protestations, le régime théocratique iranien serait en train de battre en retraite”, a commenté le journal britannique **The Economist**. “Les autorités cherchent probablement des moyens de désamorcer les manifestations qui secouent le pays”, a affirmé de son côté **Middle East Eye**.

Le démantèlement de la police des mœurs est aussi perçu comme le prélude possible à une réforme sur le voile.

En Iran, l'annonce de l'abolition de la police des mœurs a été applaudie, y compris dans certains milieux acquis au régime. Le parlementaire Jalal Rashidi Kouchi a ainsi salué la décision, mais il l'a jugée “tardive”, rapporte le quotidien conservateur **Shahrvand**. “Nous aurions dû mener cette réforme plus tôt, avant que ces événements [la contestation] ne se produisent.” Selon le réformateur Abbas Abdi, la suppression de cette unité de la police est “nécessaire”, mais le “vrai changement” passe par la “modification des lois sur la tenue féminine”.

Mais quelques heures plus tard, à la surprise générale, la télévision d'État a démenti la déclaration de l'autorité judiciaire. “Aucune autorité de la République islamique d'Iran n'a confirmé la fermeture de la police des mœurs”, a ainsi affirmé la télévision, citée par le journal **Etemaad**. Certains médias étrangers ont tenté de présenter cette déclaration du procureur comme la concession de la République islamique sur la question du hijab.”

De son côté, le journal réformateur **Ham-mihan** a noté que la police des mœurs avait multiplié ses interventions ces derniers jours, notamment dans les → 16



Portraits et histoires de ceux qui portent la contestation en Iran.

Toomaj Salehi, la voix du peuple

Arrêté fin octobre, le rappeur de 32 ans risque la mort pour son soutien au soulèvement et avoir dénoncé la “mafia” au pouvoir.

Cela fait longtemps que Toomaj Salehi est dans le viseur du régime des mollahs. Arrêté fin octobre, ce rappeur engagé risque désormais sa vie, accusé par l'autorité judiciaire de la province d'Ispahan (Centre) de “moharaba” (“guerre contre Dieu”, en persan) et de “fesad fel arz” (“corruption sur terre”), deux crimes passibles de la peine de mort en Iran.

Le 30 octobre, le musicien a été arrêté pour avoir ouvertement soutenu le mouvement de contestation et qualifié le régime des mollahs de “mafia” dans une interview avec un média canadien. Sa famille et ses soutiens s'inquiètent pour sa vie, alors qu'au moins six personnes ont déjà été condamnées à mort pour leur implication lors des manifestations.

Toomaj Salehi, 32 ans, aborde depuis longtemps des thèmes politiques dans ses morceaux, généralement à charge contre le régime. Sa popularité a grandi depuis le début de la contestation, explique **IranWire**, un site iranien d'opposition installé à Londres, car il a composé “des chansons en soutien au soulèvement et publié des photos et des vidéos de lui lors des manifestations”.

L'acte d'accusation a suscité une levée de boucliers parmi ses proches et ses fans mais aussi parmi d'autres artistes et de simples internautes. Sa famille affirme que “sa vie [était] désormais en danger”. Sur le compte Instagram de Toomaj Salehi, géré depuis son arrestation par un proche, on dénonce une accusation “sans fondement” portée par un pouvoir corrompu et “criminel” : “Accuser d'inimitié envers Dieu un artiste qui n'a rien fait d'autre que de refléter

la voix du peuple montre à quel point le gang corrompu qui est au pouvoir est criminel.” Lancée en ligne et partagée sur les réseaux sociaux, une pétition appelant à sa libération a déjà récolté plus de 350 000 signatures.

C'est une interview accordée à la Canadian Broadcasting Corporation (CBC) qui a déclenché son arrestation, rappelle le quotidien panarabe **Asharq Al-Awsat**. Le rappeur avait lancé : “Vous avez affaire à une mafia qui est prête à tuer toute la nation [...] afin de conserver son pouvoir, son argent et ses armes.”

Bien avant le déclenchement de la révolte actuelle, Toomaj Salehi était déjà dans le collimateur des autorités à cause de ses chansons condamnant la répression et l'injustice dans le pays. Dans l'un de ses tubes de 2021, *Rat Hole* (“Trou à rat”, en français), il évoque la pauvreté, la corruption des autorités et l'impunité. En septembre 2021, il avait déjà été arrêté et emprisonné pour “propagande contre le régime” et “insulte aux dirigeants”.

— **Courrier international**



PHOTO: HOSSEINRONAGHI/WIKIMEDIA

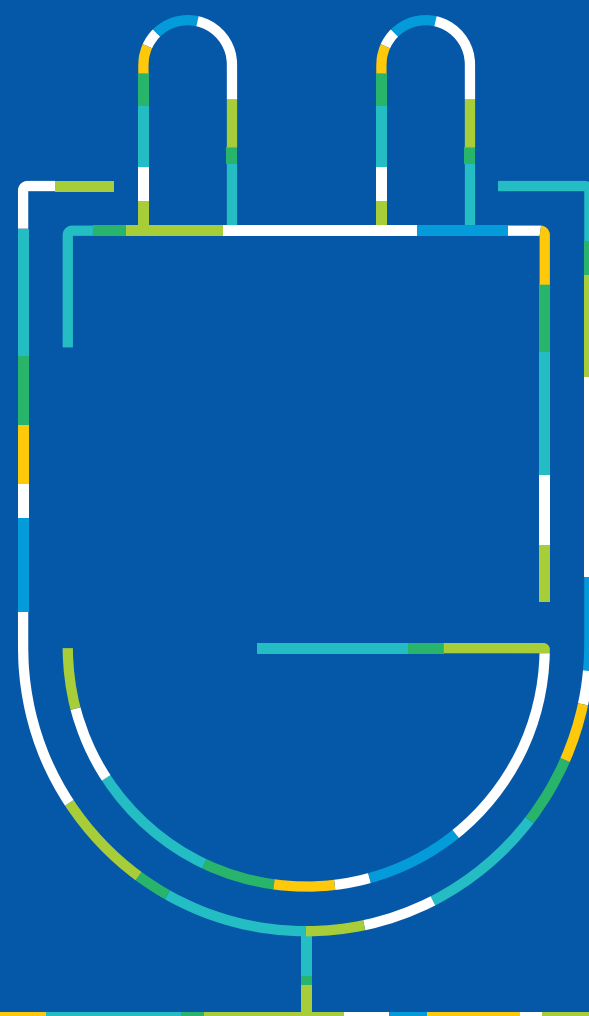
ENEDIS

Avant, vous consommiez à l'aveugle. Maintenant, vous consommez éclairés.

Avec Linky et votre appli Enedis à mes côtés,
repérez les moments de la journée
où vous utilisez le plus d'électricité pour
réduire votre consommation.
Déjà utilisée par 2,5 millions* de Français.



**Bienvenue dans
la nouvelle France électrique**



**Chaque
geste compte**
ÉCONOMISONS L'ÉNERGIE

* Nombre de téléchargements de l'application.

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

14 ← villes saintes d'Iran. Le quotidien évoque notamment une femme de 25 ans habitant la ville chiite de Qom, arrêtée dans un parc et forcée de se couvrir les cheveux.

Si elle doit encore être confirmée officiellement, la fin de la police des mœurs ne signifie pas pour autant la fin du contrôle de la tenue des femmes, a argué le journal réformateur **Shargh**.

Le jour de l'annonce du procureur général, les autorités ont convoqué l'actrice Shaghayegh Dehghan après qu'elle a publié une photo d'elle sans voile sur Instagram. Une autre actrice,

“L'objectif est de calmer et tromper les révolutionnaires.”

Atena Daemi, MILITANTE

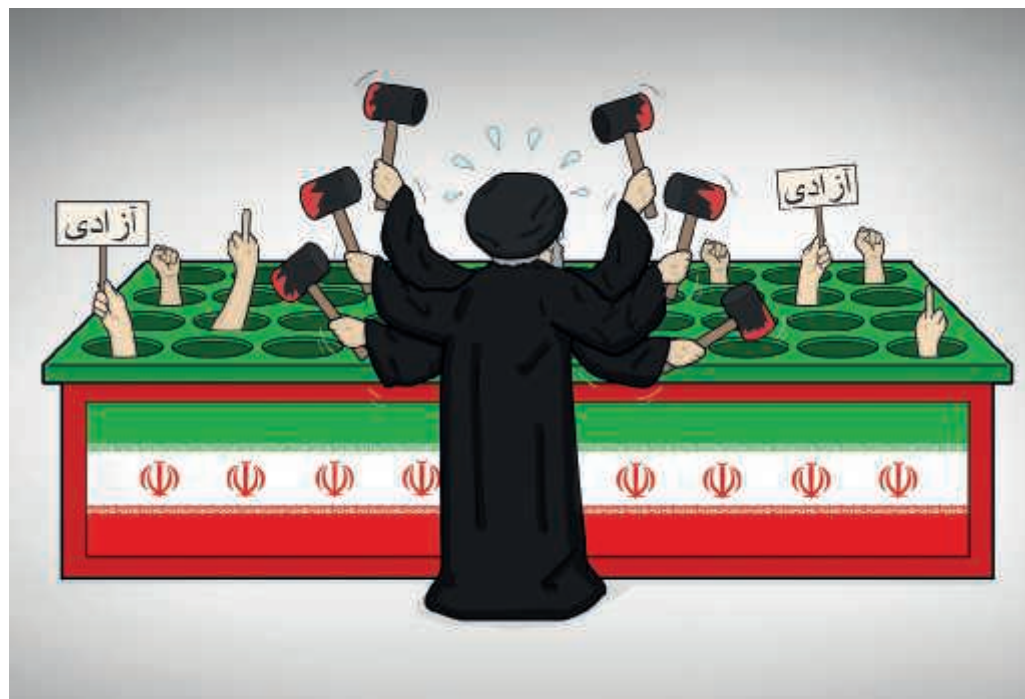
Elnaz Shakerdoost, a annoncé sa convocation, sans plus de détails.

Pour la militante Atena Daemi, la déclaration sur la police des mœurs n'avait d'autre objectif que de “calmer et tromper les révolutionnaires” à l'approche d'une nouvelle vague de manifestations et d'une grève générale de trois jours, annoncée la semaine dernière et qui a débuté le 5 décembre dans plusieurs villes du pays.

Dans les milieux conservateurs, cet appel à la mobilisation et à la fermeture des commerces – largement suivi à Téhéran, à Chiraz (Sud), à Machhad (Nord-Est) et dans d'autres villes – a été qualifié d'énième complot de l'Occident. Le journal conservateur **Farhikhtegan** a dénoncé un “appel à de violentes émeutes” lancé “après la déclaration commune de Joe Biden et d'Emmanuel Macron” en soutien aux manifestants. “Les présidents des États-Unis et de la France ont soutenu officiellement les troubles dans la rue, envoyant le signal [aux manifestants] de commencer une guerre civile en Iran”, écrit le journal.

Pour le média d'opposition **Iran International**, si le pouvoir est disposé à faire quelques concessions, il ne renonce pas à réprimer les voix contestataires. La République islamique aurait demandé à la Russie “des équipements antiémeute pour réprimer le soulèvement”. “Le régime iranien a demandé à Moscou de dépêcher des conseillers, car il se prépare à une confrontation sur le long terme avec les manifestants.”

— **Courrier international**



✓ Sur les pancartes : Liberté.
Dessin de **Tjeerd Royaards**, Pays-Bas.

“Le régime islamique ? Un cadavre puant et encombrant”

Autrice de *Persepolis*, la réalisatrice franco-iranienne **Marjane Satrapi** estime qu'un “point de non-retour” a été atteint dans son pays natal. Elle revient sur la “révolution” en cours dans un entretien avec *Courrier international*.

Qu'est-ce que ce mouvement de contestation inédit depuis 1979 suscite en vous : de la colère, de l'espoir, des souvenirs d'enfance, l'envie d'être en Iran... ?

MARJANE SATRAPI. Au début des manifestations, je sentais énormément de colère. Mais ce sentiment a rapidement cédé la place à beaucoup d'espoir lorsque j'ai vu cette jeunesse brillante et héroïque ne pas reculer face à la répression et continuer à se battre et à défier le régime. Et puis de la fierté en tant qu'Iranienne. C'est la première révolution féministe dans le monde, soutenue par des hommes, contre un régime islamique. Bien sûr que j'aurais aimé être sur place, mais si j'y vais je me ferai arrêter sur le tarmac.

Est-ce que vous avez vu venir ce soulèvement ?

Oui et non. La mort de Mahsa Amini est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mais une évolution sociale, notamment parmi les femmes, était en cours depuis plus de quarante ans, et ça, je le voyais. L'Iran de 1979 comptait 40 % de gens lettrés, contre plus de 80 % aujourd'hui. Mais j'avoue que nous sommes nombreux à avoir été bluffés par la nouvelle génération et son courage. C'est une génération instruite, moderne, qui croit à la démocratie et à l'égalité entre hommes et femmes et qui n'a pas peur parce qu'elle n'a pas subi, contrairement à la nôtre, les traumas de la révolution [de 1979] et de la guerre [Iran-Irak, 1980-1988].

Ne craignez-vous pas que ce mouvement ne connaisse le même sort que les “printemps arabes”, qui ont finalement débouché sur une guerre “civile”, comme en Syrie, ou sur le remplacement d'un dictateur par un autre, comme en Égypte ?

Non, parce que dans tous ces pays le religieux et les mouvements religieux se sont greffés aux soulèvements, alors qu'en Iran les gens réclament justement la séparation de la religion et de l'État. C'est une différence essentielle. Ensuite, une guerre civile entre qui et qui ? Tous les groupes ethniques – les Persans, les Baloutches, les Kurdes, les Azéris – contribuent à cette révolution et exigent d'une même voix la chute de la République islamique.

Ne manque-t-il pas un leader à ce mouvement, une structure politique fédératrice qui puisse s'imposer comme une solution de rechange au pouvoir actuel ? Les jeunes ne veulent pas de leader politique que le pouvoir finira par corrompre. Ensuite, les choses ont évolué, elles se font davantage de nos jours sur les réseaux sociaux et de manière

“Ça peut prendre un peu de temps. Mais c'est fini pour les mollahs, et ils le savent.”

horizontale. Et puis surtout, l'élite iranienne est en prison. Il y a parmi les personnes détenues suffisamment de gens compétents pour former un nouvel Iran et un nouveau gouvernement, voire plusieurs.

Craignez-vous une répression encore plus féroce dans les semaines et mois à venir ?

Aucune révolution ne se passe sans un bain de sang. Je crains que l'Iran ne puisse échapper à cette règle et qu'il y ait encore plus de morts. Mais le changement aura lieu, tôt ou tard. C'est une question de temps. Nous avons atteint un point de non-retour.

Est-ce le début de la fin du règne des mollahs ?

Absolument. Le régime islamique est mort. C'est aujourd'hui un cadavre puant et encombrant. Les femmes ont commencé par le pousser, les hommes les ont rejointes. Ça peut prendre un peu de temps [pour qu'il soit enterré]. Mais c'est fini pour les mollahs, et ils le savent. Ça me rappelle d'ailleurs l'Union soviétique dans les années 1980. L'URSS était morte à partir de 1984, mais il a fallu attendre 1989 pour que sa fin soit officialisée...

Si le régime islamique tombe, envisagerez-vous de rentrer en Iran ?

Bien sûr. J'ai encore de la famille sur place. Et puis surtout, je rentrerai pour donner un coup de main à cette nouvelle génération qui va devoir construire un nouvel Iran et le diriger.

Après votre film *Persepolis*, pensez-vous à un projet pour raconter cette deuxième révolution, quarante-trois ans plus tard ?

Oui, mais pas dans l'immédiat. Ce serait extrêmement opportuniste et cynique. J'ai besoin de recul. Et si un projet de film devait voir le jour, j'aimerais raconter l'histoire plus longue d'un combat vieux de plus d'un siècle pour la liberté en Iran, qui a commencé en 1906 avec l'instauration d'une monarchie parlementaire, la première en Asie, jusqu'à la révolution actuelle et la chute des mollahs.

— **Propos recueillis par Courrier international**

LE BIG BANQUE N'AURA PAS LIEU SANS VOUS

URGENCES CLIMATIQUES ET SOCIALES :
la finance aussi, a sa part de responsabilité.

La Nef lance un appel : rejoignez le mouvement du BIG BANQUE* !

Le BIG BANQUE* c'est l'opportunité de participer à l'émergence, en France, d'une banque éthique indépendante. Une banque coopérative, citoyenne, transparente, sans activité spéculative et qui finance exclusivement des projets écologiques, sociaux ou culturels. Une banque dédiée à la transition écologique et sociale.



Et cela ne se fera
pas sans vous.

[JeParticipeAuBigBanque.fr](https://www.JeParticipeAuBigBanque.fr)

LA NEF
POUR LA BANQUE ÉTHIQUE

*BIG BANQUE est une référence au "Big Bang" qui, au sens figuré, définit un bouleversement provoquant un changement radical dans un secteur.

La Société financière de la Nef est une société anonyme coopérative à capital variable, à directoire et conseil de surveillance, agréée en tant qu'établissement de crédit spécialisé par la Banque de France. Crédit photo : MR.Cole-Photographer via Getty Image. RCS Lyon B 339 799 116 / NAF 6492Z / ORIAS 09050786 / Siège social : Immeuble Woopa - 8, avenue des Canuts CS 60032 - 69517 Vaulx-en-Velin Cedex.



europe

Diplomatie.

L'Europe de l'Est prend le pouvoir



FOCUS

Mal considérée, voire méprisée pendant trente ans, la partie orientale du continent monte en puissance à la faveur de la guerre en Ukraine, au point de désormais dicter l'agenda européen et de contraindre les grandes puissances à se remettre en question, salue ce journaliste britannique.

—New Statesman Londres

Dans les décennies qui ont suivi la chute du mur de Berlin, vivre en Europe centrale et orientale a souvent été synonyme de marginalisation. Le cœur du continent réunifié restait carolingien : ses institutions politiques (UE) et militaires (Otan), ainsi que ses grandes régions économiques, se partageaient entre l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. Les nouveaux membres de l'UE, les candidats à l'adhésion et ceux qui rêvaient de faire partie du club, étaient condamnés à imiter l'ouest de l'Europe et à tenter de rattraper ses normes socio-économiques, comme l'expliquent Ivan Krastev et Stephen Holmes dans leur ouvrage *The Light That Failed* (2020) [*Le Moment illibéral*, Éd. Fayard].

Souvent, le cœur du continent n'avait que mépris pour ces pays périphériques. En 2003, quelques mois avant que l'UE n'admette huit anciens États de l'ancien bloc de l'Est, Jacques Chirac, alors le président de la France, leur reprochait d'avoir "perdu une bonne occasion de se taire" dans les débats sur la guerre en Irak. Une fois à l'intérieur de l'UE, ces États se sont souvent retrouvés en marge des grands événements : la crise de la zone euro concernait avant tout les pays du Sud ; pendant la crise des migrants, ils passaient pour des autoritaires intransigeants ; la politique européenne face à l'agression de l'Ukraine par la Russie en 2014 puis vis-à-vis de la pandémie de Covid-19 a eu pour fers de lance la France et l'Allemagne. Aucun responsable né à l'est de l'Elbe n'a encore occupé ni le poste de secrétaire général de l'Otan ni celui de président de la Commission européenne.

Dans les premiers temps de l'"opération militaire spéciale" lancée par le Kremlin, les grandes puissances de l'UE et de l'Otan ne croyaient pas que Kiev soit capable d'une résistance prolongée et s'attendaient à devoir traiter rapidement avec un Poutine victorieux. "Biden, Scholz et Macron repassaient leurs chemises en vue des négociations", ironisait Eerik-Niiles Kross, ancien chef des services spéciaux d'Estonie et aujourd'hui député. Pourtant, cette guerre en a obligé plus d'un à réviser son jugement sur l'Ukraine. Et surtout, le centre de gravité de toute l'Europe s'en trouve déplacé vers l'est.

Aucune ville ne mérite mieux que Kiev de devenir la capitale spirituelle des idéaux européens. La première attaque subie par l'Ukraine, en 2014 [avec l'annexion de la

→ Dessin de Belle Mellor paru dans *The Guardian*, Londres.



Crimée], était une réaction au mouvement de Maïdan, favorable à l'UE. Le fait qu'aujourd'hui le pays repousse l'invasion de Poutine – afin notamment de garder la liberté de se choisir un destin européen – est certainement le plus grand vote de confiance depuis la naissance du projet européen. Et c'est la raison pour laquelle les dirigeants de l'UE ont accordé officiellement à l'Ukraine le statut de candidat à l'adhésion en juin. Chaque nouvelle victoire sur le terrain s'est traduite pour Kiev par une plus grande influence et lui a valu davantage de visites de dirigeants étrangers, ainsi qu'un soutien financier accru.

En ce qui concerne d'autres pays, souligne Tara Varma, du Conseil européen des relations internationales [groupe de réflexion paneuropéen ayant son siège

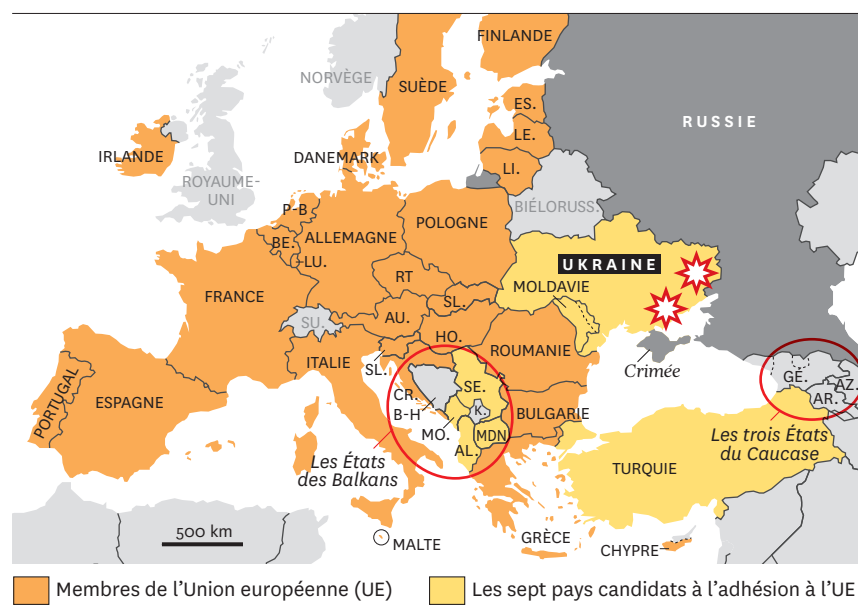
à Paris], "des sujets qui n'étaient pas au nombre des priorités de la France sont maintenant à l'ordre du jour, comme l'ouest des Balkans, la Caucase et la Moldavie". On a pu s'en convaincre en octobre, à Prague, quand Emmanuel Macron a organisé le premier sommet de la Communauté politique

Aucune ville ne mérite mieux que Kiev de devenir la capitale spirituelle des idéaux européens.

européenne (CPE), en collaboration avec le gouvernement tchèque. Cette nouvelle instance de coopération politique et stratégique regroupe les pays de l'UE, mais aussi ceux du Caucase, les États balkaniques et l'Ukraine. Le second sommet de la CPE doit avoir lieu en Moldavie au printemps.

En septembre, dans un discours, Olaf Scholz reconnaissait ouvertement que "le centre de l'Europe se [déplaçait] vers l'est", il envisageait une future UE élargie à "30 ou 36 membres", contre 27 aujourd'hui, et évoquait les réformes nécessaires pour faire fonctionner une telle union, comme le fait de devoir mettre fin à l'obligation d'unanimité en ce qui concerne la politique étrangère et la fiscalité.

Pour la première fois depuis 1989, les pays d'Europe centrale et orientale, tant au sein de l'UE que de l'Otan, non contents d'être plongés dans une grave crise, ont pris la tête de la riposte européenne. Ils ont accueilli le plus gros des quelque 8 millions de réfugiés ukrainiens qui fuyaient la guerre ; ils ont été parmi les premiers à envoyer de l'aide à Kiev ; et ils ont plaidé avec succès pour des mesures plus énergiques de Bruxelles en matière de défense européenne et de



■ Membres de l'Union européenne (UE)

■ Les sept pays candidats à l'adhésion à l'UE

sécurité énergétique. “Les Baltes boxent au-dessus de leur catégorie, observe Milan Nic, du Conseil allemand sur la politique étrangère. Les Tchèques font une bonne présidence [du Conseil de l’UE]. Les Roumains ont été forts sur les questions de défense.” Des dirigeants énergiques comme l’Estonienne Kaja Kallas et la Finlandaise Sanna Marin exercent une influence sans commune mesure avec la taille de leur pays – dans ce dernier cas, on voit que le centre de l’Europe se déplace non seulement vers l’est, mais aussi un peu vers le nord.

L’exemple le plus frappant est celui de la Pologne, qui apparaît de plus en plus comme le principal rempart sur le flanc oriental de l’Europe. L’Otan dote le pays de nouvelles ressources, les États-Unis y construisent une nouvelle base militaire, et Varsovie investit dans son armée pour en faire la plus grande de l’UE, forte de 300 000 hommes. Le fait que le pays ait les moyens de ses ambitions révèle un fait inédit, qui modifie les équilibres en Europe : les nouveaux États membres rattrapent économiquement les anciens. Le PIB par habitant de la République tchèque est d’ores et déjà plus élevé que celui de l’Espagne, et la Pologne pourrait dépasser le Royaume-Uni d’ici à 2030.

Toutefois, la Pologne elle-même montre les limites de cette tendance. Certes, ce pays est de plus en plus prospère, il constitue un pont vers l’Ukraine et acquiert le statut de puissance européenne émergente, mais – comme la Hongrie de Viktor Orban – il est aussi en désaccord avec Bruxelles, ce qui limite son influence. Les dérapages du gouvernement populiste polonais concernant l’état de droit entravent l’émergence d’un axe Paris-Berlin-Varsovie, qui devrait prendre la tête de cette nouvelle Europe. Mais peut-être est-ce sur le point de changer. L’opposition polonaise, plus libérale, sera un concurrent redoutable aux élections parlementaires de l’année prochaine. L’issue de ce scrutin sera essentielle pour l’avenir de toute l’Europe, tant à l’est qu’à l’ouest.

— **Jeremy Cliffe**

Publié le 23 novembre

SOURCE



NEW STATESMAN

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
36 591 ex. (2020)
newstatesman.com

Créée en 1913, cette revue politique, réputée pour le sérieux de ses analyses et la férocité de ses commentaires, est le forum de la gauche indépendante. Le titre ouvre cependant ses colonnes à un large éventail d’opinions.

Le règne de l’Allemagne est révolu

La guerre en Ukraine a modifié l’équilibre géopolitique du Vieux Continent, au détriment surtout de Berlin.

— **Die Welt** (extraits)
Berlin

Kaja Kallas est “l’avenir de l’Europe”. C’est du moins ce qu’affirment sur les réseaux sociaux les nombreux internautes qui partagent des clichés de la Première ministre estonienne à côté de Sanna Marin, son homologue finlandaise. En parallèle, ils publient des photos de l’ancienne chancelière allemande Angela Merkel. “Le passé de l’Europe”, indique cette fois-ci la légende.

Un constat semble s’imposer : le règne de l’Allemagne est révolu. La guerre en Ukraine a placé l’ensemble des pays d’Europe centrale et orientale (Peco) sous le feu des projecteurs. Ces pays – qui forment, selon un terme allemand archaïque, “l’Europe médiane”, c’est-à-dire une zone située entre l’Allemagne, la Russie et l’Autriche – ont longtemps joui d’un poids politique très limité à Bruxelles. Mais désormais, ce sont eux qui donnent le tempo des sanctions européennes contre Moscou. Varsovie ou Tallinn sont toujours les premiers à exiger un durcissement des mesures – avant que Berlin ne finisse par leur donner raison.

Si, pour de nombreux responsables politiques d’outre-Rhin, le “tournant historique allemand” [en matière de politique étrangère et de réarmement] provoqué par l’invasion de l’Ukraine est une véritable révolution, à l’étranger, même les commentateurs les plus indulgents ne voient là qu’une adaptation, trop longtemps repoussée, aux standards de l’Otan. Et vu son soutien timoré à l’Ukraine, Berlin ne peut tenir les rênes de l’Union pour le moment, estime-t-on à l’Est. La classe politique allemande a perdu une partie de sa crédibilité auprès de → 20

Le tempo des sanctions européennes contre Moscou est donné par Varsovie ou Tallinn. Et Berlin finit par leur donner raison.

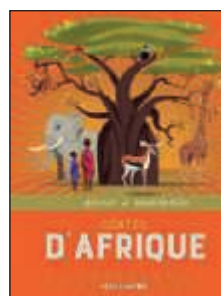
SUR LA BOUTIQUE DE COURRIER INTERNATIONAL

Coffret de 3 livres Contes d’Afrique et du Moyen-Orient

Ce coffret élégant contient trois ouvrages qui initieront les enfants dès 7 ans aux contes et légendes d’Afrique et du Moyen-Orient.



Contenu du coffret :

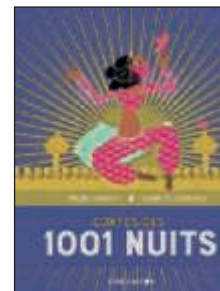


Contes d’Afrique

Qui est le plus fort de la savane ? Pourquoi le crocodile vit-il sous l’eau ? Pourquoi l’éléphant est-il furieux au point de déraciner les arbres ? À travers ces 20 contes de la culture orale, découvrez l’Afrique et ses traditions.

Contes des 1001 Nuits

Il était une fois la fille du grand vizir, Schéhérazade, qui, toutes les nuits, racontait au prince un nouveau conte...



Petits contes de sagesse au pays de Wardé

Tous les soirs, Wardé écoute son père lui raconter de merveilleuses histoires qui célèbrent la tolérance et la bienveillance. Comme celle de Salwa et Dajaja, qui, face à leur séparation à venir, échangent un serment d’amitié, ou celle de Junayna, dont la gentillesse transforme une sorcière en fée... Vingt contes remplis de sagesse.

Pour commander, scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu’au 31/12/2022. * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



19 ← ses alliés étrangers, et trop d'élus n'en ont pas encore conscience. Ce ne sera pas sans conséquence pour la position du pays.

L'Allemagne ne se débarrassera pas de sitôt de son image de partenaire peu fiable, ce qui pourrait entraîner des répercussions économiques. En effet, Berlin aurait tout intérêt à soigner sa réputation auprès de ses partenaires commerciaux d'Europe de l'Est, qui représentent un marché encore plus important que la Chine. La Pologne, par exemple, est le cinquième partenaire commercial de l'Allemagne – devant l'Italie –, avec un volume d'échanges supérieur à 147 milliards d'euros en 2021.

Une croissance à 5 %. Et les Peco pourraient poursuivre leur dynamique. Certains d'entre eux ont enregistré une croissance annuelle supérieure à 5 % ces dernières années. Et s'il est vrai que la crise énergétique et l'inflation sont sources d'incertitude, comme partout en Europe, plusieurs experts décrivent la région comme un moteur de croissance.

Supposons qu'en raison des tensions entre Pékin et Washington les investisseurs se détournent de plus en plus massivement de la Chine et que les entreprises européennes et américaines se désengagent du marché chinois dans les années à venir. Grâce à leur situation géographique et à leur nombreuse main-d'œuvre qualifiée, les Peco se retrouveraient alors sur le devant de la scène.

Ce scénario ne relègue en aucun cas Kiev sur le banc de touche. Même si l'Ukraine n'intègre pas l'UE dans l'immédiat [elle est candidate à l'adhésion depuis juin], ses liens avec les pays membres vont sans doute se renforcer, notamment pour le trafic transfrontalier, les infrastructures énergétiques et les investissements communs dans les réseaux routiers et ferroviaires – un

rapprochement déjà à l'œuvre dans certains domaines.

Et c'est surtout l'est de l'Union européenne qui en récoltera les fruits. Un espace économique de plus de 150 millions d'habitants est en train d'émerger dans cette région, que l'économiste polonais Marcin Kedzierski qualifie déjà de *“concurrent économique et politique le plus sérieux du couple franco-allemand”*. Même ceux qui ne partagent pas la vision de Kedzierski sur la concurrence entre l'est et l'ouest de l'Europe seront bien obligés de reconnaître que l'UE subit des transformations comme elle n'en avait plus connu depuis plusieurs dizaines d'années. L'Allemagne risque de perdre une partie de son influence.

Mais Berlin n'a pas seulement ébranlé la confiance de ses alliés de l'Est. Si les prix de l'énergie continuent de flamber, la puissance économique du pays vacillera à son tour. Pourquoi Tesla, Google ou

Un espace économique de plus de 150 millions d'habitants émerge à l'est de l'Union européenne.

même les entreprises nationales comme Volkswagen et Bosch continueraient-elles à embaucher en Allemagne alors que l'électricité coûte extrêmement cher et que les infrastructures numériques ne sont pas fiables? L'affaire Arne Schönbohm, ancien directeur de l'Office fédéral pour la cybersécurité (BSI) accusé d'entretenir des liens avec la Russie, a également suscité beaucoup d'intérêt à l'étranger.

Les pays de l'est de l'UE s'efforcent, depuis longtemps déjà, de se détacher de la Russie, notamment par le biais d'infrastructures comme le gazoduc Baltic Pipe, qui relie la Pologne à la

Norvège via la mer du Nord. Celui-ci a été inauguré par le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, et son homologue danoise, Mette Frederiksen, le jour exact où des fuites ont été signalées sur les conduites des deux gazoducs Nord Stream [qui relie l'Allemagne à la Russie et sont à l'arrêt en raison du contexte géopolitique]. Symbole d'une politique énergétique ratée, ce double événement illustre bien, lui aussi, la migration du pouvoir au sein de l'Union : exit l'Allemagne, cap à l'Est.

Exemplarité précaire. Les Peco sont toutefois loin de pouvoir prétendre au titre d'élèves modèles dans tous les domaines. S'ils sont devenus par la force des choses le nouveau centre stratégique de l'UE, c'est avant tout parce qu'ils jouent un rôle indispensable face aux différents événements qui agitent l'Union ces derniers temps – la guerre en Ukraine et ses conséquences, bien sûr, mais aussi le sujet crucial de l'immigration.

Les candidats à l'exil sont en effet de plus en plus nombreux à rejoindre l'Europe par la route des Balkans ou – toujours au sein de l'UE – l'Allemagne via la Slovaquie et la République tchèque. Certains, venus du Proche-Orient et d'Afrique, tentent, quant à eux, d'atteindre la Pologne en traversant la Biélorussie.

Comment se situeront le centre et la périphérie de l'Europe dans les années à venir? Tout est en train de se jouer. Et nous ne sommes peut-être pas au bout de nos surprises. La situation de l'état de droit en Pologne et en Hongrie – régulièrement accusées, depuis plusieurs années, de détricoter le système judiciaire et de s'attaquer à la liberté de la presse – montre bien qu'occuper un rôle central ne signifie pas pour autant devenir exemplaire.

— Philipp Fritz

Publié le 11 octobre

Contexte

La Pologne, nouvelle superpuissance?

●●● L'invasion de l'Ukraine par la Russie a transformé l'image de la Pologne. Les questions sur l'état de droit dans ce pays, dirigé depuis 2015 par un gouvernement ultraconservateur, ont cédé la place à des éloges sur son accueil des réfugiés ukrainiens et son soutien en matière d'armement à son voisin de l'Est. Selon **Politico.eu**, Varsovie, non content de redorer sa réputation sur la scène européenne, serait en train d'investir massivement dans ses forces militaires : *“Du fait de sa paranoïa vis-à-vis de la Russie, la Pologne n'a pas succombé à la théorie qui était dans l'air du temps dans une grande partie de l'Europe, et qui voulait que la guerre conventionnelle appartienne au passé. Au lieu de cela, elle s'est dotée de forces terrestres en passe de devenir les plus colossales de l'UE.”* Comme le rappelle l'édition européenne du très influent site américain, *“en juillet, le ministre de la Défense polonais, Mariusz Blaszczak, a promis que son pays alignerait les forces terrestres les plus puissantes d'Europe”*. **Un article à lire en intégralité sur notre site.**



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Kaja Kallas, l'intraitable Première ministre estonienne qui fait face à Poutine. La petite nation balte apporte un soutien sans faille à l'Ukraine. *The Telegraph* dresse le portrait de sa Première ministre, dont l'engagement se nourrit de son histoire personnelle et de l'histoire nationale.



Strasbourg.eu
eurométropole

FACE À LA GUERRE
S'OPPOSER
RESISTER
PROTEGER

PRIX SAKHAROV
PRIX VÁCLAV HAVEL

14 déc. 2022 - 19h30
École des avocats, 4 rue Brûlée

SOURCE



DIE WELT

Berlin, Allemagne

Quotidien, 119 000 ex.

welt.de

Porte-drapeau des éditions Springer, “Le Monde” est une sorte de *Figaro* à l'allemande. Très complet dans le domaine économique, il est aussi lu pour ses pages concernant le tourisme et l'immobilier. Notamment avec sa rubrique d'analyse, nommée Arrière-plan, le journal se revendique conservateur. Chaque jour, il est distribué dans plus de 130 pays.

umr

Union Mutualiste Retraite



Parce qu'il y a
tant de choses à vivre
avant la retraite.

umr
*vous aide à la préparer,
sans vous priver.*

Contactez-nous au 02 28 44 46 09
ou par mail : commercial@umr.fr



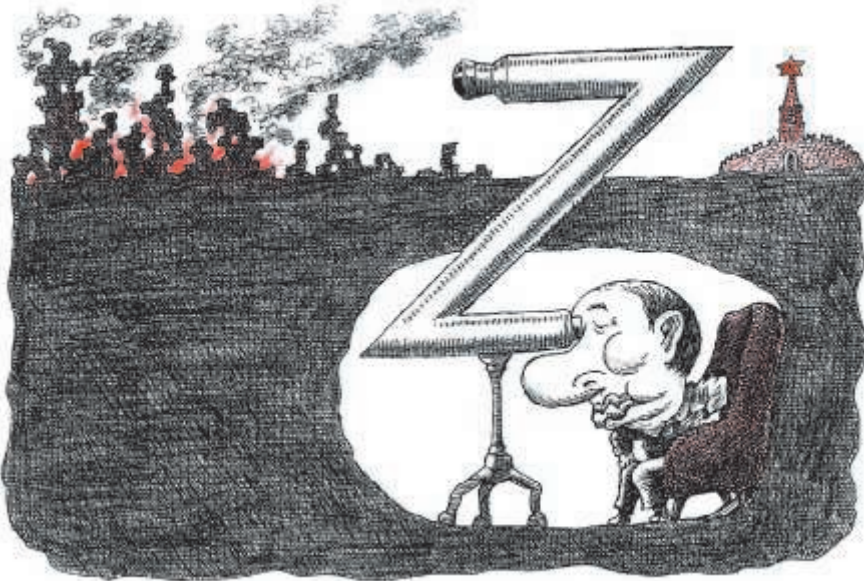
Une gamme de PER
patrimoniaux et grand public
régulièrement récompensés.

Plus d'infos sur umr.fr

UKRAINE

Bakhmout, un trophée pour Poutine

Les forces russes tentent depuis des semaines de s'emparer de Bakhmout. Cette ville sans importance stratégique mais théâtre d'un terrible carnage, est le nouveau symbole de la résistance ukrainienne, raconte ce journal de Kiev.



—TSN.ua (extraits) Kiev

Avant l'invasion russe, la ville ukrainienne de Bakhmout [qui comptait alors un peu plus de 70 000 habitants] était surtout connue pour la production de sa mine de sel et comme un nœud de communication important. Actuellement, c'est une ville sur le front, dont la possession n'aura pas d'influence sur le déroulement du conflit. Or c'est vraiment là que se déroulent les combats les plus sanglants de la guerre pour l'instant, et la ville, à cause des attaques russes, ressemble à d'autres, comme Marioupol, Sievierodonetsk, Lyssytchansk, elles aussi ravagées de la même manière, mais qui avaient, en revanche, une importance stratégique plus marquée.

Cette situation s'explique par le fait que cette bataille est nécessaire pour les Russes. Selon Serhiy Hrabyskiy, ex-combattant de l'armée ukrainienne devenu analyste militaire, du point de vue de Vladimir Poutine, c'est une question de principe, et pour l'exécutif de ses basses œuvres, Evgueni Prigojine [qui dirige la société de mercenaires Wagner], c'est une question d'argent.

«Les dirigeants russes ont décidé de prendre cette ville à n'importe quel prix, et ils ont confié cette mission à la société Wagner. Cette dernière a transformé les combats à Bakhmout

en véritable boucherie, car, du côté russe, la vie humaine ne compte pas. En envoyant vers les lignes ukrainiennes des unités de l'armée, qui se font tout de suite tuer, les Wagner identifient les positions de tir de l'armée ukrainienne, qu'ils frappent alors avec de l'artillerie. Et cela se reproduit vague après vague – on a l'impression qu'ils submergent l'armée ukrainienne de cadavres», décrit Hrabyskiy.

Du côté ukrainien, les combats pour Bakhmout pourraient jouer le même rôle que les combats pour Sievierodonetsk et Lyssytchansk [au début de l'été]. Lors de leurs tentatives pour prendre ces villes, les Russes avaient à l'époque subi des pertes



énormes, ce qui les avait contraints à dégarnir d'autres points du front – et cela avait permis aux Ukrainiens de lancer des contre-offensives avec succès.

Les militaires ukrainiens les plus expérimentés, qui servent déjà depuis des années, affirment que les combats pour Bakhmout sont parmi les plus terribles de toute la guerre. Or, ainsi que le soulignent les analystes, même si elle parvient à prendre la ville, l'armée russe n'aura plus l'élan nécessaire pour aller plus loin.

Bakhmout est devenue un piège. Les forces armées de la Fédération de Russie ne cessent de vouloir la prendre et d'épuiser leurs forces dans ce but. Comme l'indique le rapport des analystes américains de l'ISW [Institute for the Study of War] à la date du 30 novembre, le commandement militaire russe n'a pas tiré les leçons des campagnes précédentes, qui ont causé un grand nombre de victimes, et il gaspille d'énormes ressources pour un objectif d'une importance opérationnelle ou stratégique limitée. «Depuis la fin du mois de mai, les forces russes usent en permanence leurs moyens de combat pour s'emparer de petites agglomérations autour de Bakhmout, et, au cours des six derniers mois, elles n'ont progressé que de quelques kilomètres», commentent les experts.

Ce schéma rappelle clairement les actions précédentes des occupants, qui avaient abouti à la prise de Sievierodonetsk et Lyssytchansk. Les commandants de l'armée de la Fédération de Russie avaient alors concentré des forces importantes pour prendre le contrôle de deux villes d'une certaine importance stratégique. Mais, pendant des mois de violents combats, l'ennemi a significativement épuisé ses moyens en hommes et en matériel.

La région de Donetsk* reste cependant l'un des points les plus chauds, où se déroulent des opérations de combat particulièrement féroces. Vers Lyman et Bakhmout, l'ennemi continue de concentrer ses forces dans l'espoir de reprendre l'initiative. Le spécialiste des questions militaires Petro Tchernyk rapporte que les occupants tenteraient d'encercler les forces ukrainiennes qui défendent la ville en cherchant à les contourner par le sud. Le conseiller du cabinet présidentiel Oleksiy Arestovitch ajoute que les troupes russes à Bakhmout s'efforceraient de rééditer ce qui s'est passé à Sievierodonetsk afin d'obliger l'armée ukrainienne à abandonner la ville.

—Anastassia Hontcharenko
Publié le 3 décembre

* La région de Donetsk, baptisée «République populaire autoproclamée de Donetsk» en 2014 par ses habitants sécessionnistes soutenus par la Russie, est considérée par Moscou comme un nouveau «sujet» de la Fédération de Russie depuis le référendum d'intégration

Le peuple ukrainien lauréat du prix Sakharov

Le 14 décembre, ce prix pour la liberté de l'esprit, du nom du scientifique et dissident soviétique Andreï Sakharov (1921-1989), sera remis au «peuple ukrainien». Un prix, explique le journal de Kiev **Oukraïna Moloda**, «créé par le Parlement européen pour honorer les personnalités et organisations qui contribuent à la lutte pour les droits humains et les libertés fondamentales».

Kanal 24 se réjouit sur son site de cette «bonne nouvelle annoncée par Roberta Metsola, présidente du Parlement européen». Et la chaîne de télévision ukrainienne se félicite : «Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne, a déclaré que le prix saluait la bravoure, la ténacité et la détermination des Ukrainiens qui se battent pour leur liberté et pour celle de l'Europe.» À quoi le président Volodymyr Zelensky a répondu : «Chaque jour, les Ukrainiens prouvent leur attachement aux valeurs de la liberté et de la démocratie sur le champ de bataille contre un État terroriste : la Russie.» L'Ukraine avait déjà obtenu ce prix prestigieux, décerné en 2018 au «réalisateur Oleh Sentsov, alors dans les geôles russes» après avoir été arrêté en Crimée, rappelle **Oukraïna Moloda**. «Il n'avait pu venir le chercher à Strasbourg qu'en novembre 2019, après sa libération», conclut **Kanal 24**.

—Courrier international

CONFÉRENCE-DÉBAT

À l'occasion de la remise du prix Sakharov au «courageux peuple d'Ukraine» représenté par son président, ses dirigeants élus et sa société civile, la ville de Strasbourg organise, en partenariat avec le Parlement européen et **Courrier international**, le 14 décembre à 19 h 30, à l'École des avocats, 4 rue Brûlée, une conférence-débat sur le thème «Face à la guerre : s'opposer, résister, protéger».

En présence notamment d'**Oleksandra Matviitchuk**, défenseure des droits humains et présidente de l'ONG Centre pour les libertés civiles (lauréat du prix Nobel de la paix).

“DEPUIS MON SALON, JE PARTICIPE AU RAMASSAGE DE DÉCHETS SUR UNE PLAGE.”

Avec Mon Programme Pour Agir*, en réduisant votre consommation d'énergie au quotidien, vous pouvez aussi contribuer à soutenir des actions plus responsables.

J'agis
avec
ENGIE



ENGIE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Mon Programme Pour Agir est un service gratuit réservé aux clients ENGIE ayant souscrit une offre de marché qui a pour objectif de valoriser les actions des consommateurs qui s'engagent en faveur de la transition énergétique. Ils peuvent cumuler des KiloActs et les utiliser pour soutenir les projets de la Fondation de la Mer, fondationdelamer.org, qui contribuent à lutter contre la pollution sur le littoral et en mer. Voir détail et conditions sur soutiens.engie.fr et dans votre espace client.

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2435285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Charles Mamarot.



france

Société. Agriculteurs en détresse

Premier producteur agricole de l'Union européenne, la France est aussi connue à l'étranger pour le charme bucolique de ses champs et prairies. Une image qui cache une situation désastreuse : celle des exploitants agricoles, dont le taux de suicide est vertigineux.



—De Morgen Bruxelles

Un agriculteur à la peine ne pleure pas, il se pend”, dit Ève Palacios, septuagénaire, avec détermination. C’est d’ailleurs ce qu’elle a écrit il y a quelques années au ministre de l’Agriculture. L’ultime appel d’une bergère [de Noyarey, près de Grenoble] tellement empêtrée dans les dettes qu’elle ne savait plus à quel saint se vouer.

Chaque fois qu’elle aborde le sujet, ses yeux se remplissent de larmes. Assise à la table de la cuisine, elle débite son chapelet en un flot ininterrompu de paroles, évoquant la crise dont elle s’est sortie de justesse : *“J’ai une voix qui porte et un tempérament fort, je sais me faire entendre. Mais les autres ? Lorsqu’ils n’ont d’autre choix que de vendre leurs machines, de regarder leur bétail partir en silence, de voir leur exploitation mourir ?”*

L’histoire d’Ève Palacios est le symbole d’un phénomène qui fait chaque année des centaines de victimes parmi les agriculteurs français. Selon une étude de Santé publique France, tous les deux jours, un agriculteur ou une agricultrice met fin à ses jours dans le pays. Si l’élément déclencheur est souvent un incident – maladie, incendie, récolte détruite par de mauvaises conditions climatiques –, le passage à l’acte trouve son origine dans un maillage de problèmes structurels. Dettes, charge de travail, solitude, orgueil blessé, incapacité à joindre les deux bouts. La face sombre des idylliques campagnes françaises.

Pauvreté. Dans l’imaginaire collectif, la “France authentique”, c’est la douceur romantique qui se dégage des villages champêtres nichés dans des endroits reculés, coupés de l’agitation

du monde, c’est la rousseur des bœufs limousins qui paissent dans des pâturages vallonnés, ce sont les œufs frais vendus directement à la ferme. Une France où les exploitations agricoles sont une affaire de famille, gérée par le grand-père, le père, puis le fils. Des entreprises à taille humaine. Comme ce fut le cas de la bergerie d’Ève Palacios au cœur des montagnes, reprise aujourd’hui par ses deux petits-fils de 20 ans, Jimmy et Jeff.

En réalité, ce petit monde est sur le point de disparaître. En dix ans, le nombre d’exploitations agricoles en France a fondu de plus de 100 000 exploitations, pour arriver à un total de 389 000. La baisse touche principalement l’élevage bovin : le nombre d’agriculteurs spécialisés dans la production laitière et de viande bovine a chuté de 31 %.

Si la superficie totale utilisée comme terres agricoles est

restée inchangée – à peu près la moitié du territoire –, le nombre de très grosses exploitations, dont le chiffre d’affaires dépasse 250 000 euros et dont la surface agricole moyenne avoisine 136 hectares, augmente depuis des décennies, parallèlement à la production.

Après la Seconde Guerre mondiale, la politique agricole européenne s’est fixée comme objectif d’augmenter rapidement la production afin de garantir l’accès à l’alimentation pour tous. Des aides au revenu devaient rendre l’agriculture plus rentable et apporter une compensation aux agriculteurs pour des services qui n’étaient pas directement lucratifs, comme la conservation du paysage. Cette politique faisait également office de filet de sécurité pour les agriculteurs qui devaient faire face à la pression de la concurrence et aux fluctuations tarifaires résultant de la libéralisation et du commerce mondialisé.

Les aides européennes sont devenues dans l’intervalle d’une importance vitale pour nombre d’agriculteurs français – sans cet apport, beaucoup ne pourraient tout simplement pas survivre. Quelque 58 milliards d’euros du budget de l’Union européenne (environ un tiers du total) vont chaque année à la politique agricole commune, notamment sous

Sans l’apport des aides européennes, beaucoup ne pourraient pas survivre.

la forme d’aide directe au revenu. Plus grand producteur agricole de l’UE, la France en est aussi le plus grand bénéficiaire. Pourtant, pratiquement un ménage agricole sur cinq vit sous le seuil de pauvreté – et même un sur quatre en ce qui concerne les éleveurs de bétail.

“L’argent que l’on gagne grâce à la vente d’agneaux permet tout au plus d’entretenir les animaux”, m’expliquait un jour l’un d’entre eux. “Les subsides européens à l’agriculture nous permettent, à nous, éleveurs, de rester en vie”, renchérit Ève en entrant dans la bergerie. “Si absurde que la situation puisse paraître, c’est la réalité.”

Alors en quête d’un endroit

↳ Ève Palacios et ses petits-fils élèvent des moutons en Isère. Photo Aurélie Geurts/De Volkskrant

pour faire pacager son troupeau, Ève a racheté en 2008 la ferme de Paul, un agriculteur à la retraite dont le rêve le plus cher était d’assurer l’avenir de son exploitation. Elle s’est occupée de lui jusqu’à la fin de sa vie, il y a quelques années de cela. *“Le bâtiment était en ruine à l’époque, les chardons qui peuplaient la cour m’arrivaient aux aisselles, je pouvais à peine avancer !”* se souvient-elle. Ses moutons, encore une cinquantaine à l’époque, se sont chargés de nettoyer les terrains aux alentours – 35 hectares au total, dont 10 de bois. Ève a rénové la maison d’habitation, a agrandi la bergerie, dont la capacité d’accueil est passée à 200 individus, et a fait aménager quelques chambres d’hôtes pour *“nouer des liens avec les gens de la ville”*. Les marges bénéficiaires sur le lait et la viande sont marginales, la ferme ne lui rapportait que quelques centaines d’euros par mois, mais elle s’en sortait.

Descente aux enfers. Jusqu’en 2017. Cette année-là, un unique incident conduit à une réaction en chaîne : les problèmes s’accumulent, jusqu’au point où Ève se retrouve à hurler dans les bureaux de la direction départementale des territoires (DDT). Dans les bois et les montagnes où paissent ses moutons, une grande partie des terres est difficile d’accès et donc pas vraiment exploitable. Ève percevait donc une aide compensatoire de l’Europe. Mais en 2017, elle conclut un contrat avec un propriétaire terrien qui laisse le troupeau d’Ève pâturer sur ses terres en échange de l’entretien de celles-ci. Ce qu’elle n’anticipait pas, c’est que ce faisant la superficie totale considérée comme *“difficile d’accès”* qu’elle exploite pour ses moutons n’atteint plus les 80 % exigés, mais seulement 78,45 %. Elle perd du jour au lendemain la quasi-totalité de la prime à laquelle elle a droit, quelque 8 600 euros. *“Sur mon chiffre d’affaires annuel, c’était énorme.”*

Ève décide donc de réduire la superficie louée au propriétaire terrien en question et donc de renoncer à une source d’alimentation bon marché. Un malheur n’arrivant jamais seul, un an plus tard, le propriétaire résilie l’accord dans son intégralité. La situation devient alors très tendue : les milliers d’euros → 26



UNHCR
Служба ООН у справах біженців

Plus de 100 millions de personnes
déplacées de force dans le monde.

Qui aurait pu imaginer ?

La guerre en Ukraine n'est que la plus récente d'une série de situations de crises, de guerres et de conflits qui a contraint de nombreuses personnes à fuir. Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, les protège sur le terrain depuis plus de 70 ans. Dans l'urgence, nos équipes agissent pour sauver des vies, en fournissant des abris, de la nourriture, de l'eau et des soins médicaux aux personnes déracinées. Sur le long terme, elles leur donnent aussi les moyens de se construire une vie meilleure, en facilitant notamment l'accès à l'éducation et à la formation.

Face à l'inimaginable : agissons ensemble !



UNHCR
L'Agence des Nations
Unies pour les réfugiés

FAITES UN DON
sur unhcr-quiauraitpuimaginer.fr



Un membre du personnel du HCR reconforte deux garçons déplacés qui ont trouvé refuge dans un centre d'accueil à l'ouest de l'Ukraine.

↙ À la ferme et gîte du Souillet, à Noyarey (près de Grenoble), chez Ève et ses petits-fils, Jimmy et Jeff.

Photo Aurélie Geurts/De Volkskrant

24 ← supplémentaires qu'elle doit dépenser pour nourrir ses bêtes ne suffisent pas à combler les besoins, le troupeau diminue, les brebis n'ont pas assez d'agneaux pour répondre aux exigences de production, si bien qu'Ève perd aussi sa prime d'éleveuse : un bon 6 000 euros par an.

“Le début de la descente aux enfers”, soupire-t-elle. Après d'innombrables courriers envoyés à diverses instances, dont le ministre de l'Agriculture, elle décide en l'absence de réponse de débouler dans les bureaux de la DDT. “J'étais au bout du rouleau, je hurlais dans le couloir! Je ne demandais qu'une chose : être entendue, se souvient-elle les yeux de nouveau humides. C'est la première fois que j'ai reçu une réaction. La DDT a appelé les garçons en leur disant : ne la laissez pas rentrer seule ce soir.”

C'est ainsi que, peu après, Christelle Guicherd débarque pour la première fois à la ferme pour partager une tasse de café avec Ève. L'éleveuse ne croit pas du tout à la démarche, mais elle n'a pas trop le choix : pour bénéficier d'un échelonnement de ses dettes, elle a l'obligation de suivre cinq séances avec un psychologue. Et ça a été un tournant : “Pendant toutes ces années, j'avais fait tourner la ferme toute seule. J'avais tout donné, consenti des investissements énormes. J'étais vidée, psychologiquement et physiquement.”

Épuisement. Ce genre de récit, Christelle Guicherd en a, hélas, l'habitude. Elle travaille depuis plus de quinze ans avec des agriculteurs en difficulté, à la tête essentiellement de petites et moyennes exploitations spécialisées en élevage bovin. Une population qui, selon elle, “est encore très éloignée des soins psychologiques, dans le déni de sa propre souffrance et qui a honte de demander de l'aide”. Les agriculteurs qu'elle accompagne ne viennent jamais la voir spontanément, toujours par l'entremise



de l'une des instances qui gravitent autour de l'agriculture ou d'un proche. Le schéma est récurrent : charge de travail trop importante, difficultés financières, épuisement physique et psychique, syndrome dépressif, pensées suicidaires.

“On observe de nombreux facteurs concomitants : le contexte politique et économique du monde de l'agriculture se mêle à des difficultés personnelles et à des questions familiales, explique la psychologue, qui a mené une étude sur ces problèmes sous-jacents dans le cadre de sa pratique professionnelle. Le métier a connu de grandes mutations au cours des dernières décennies. Prenez toute la paperasse, la bureaucratie associée au système de subsides. C'est une charge de travail et un stress supplémentaires, de nombreux agriculteurs ne sont pas bien formés à cet aspect.” Et au vu de leur dépendance aux subsides, cette situation engendre un sentiment de perte de maîtrise, alors même que la liberté est une valeur si essentielle de la profession.

“Le stress est omniprésent”, poursuit la psychologue. Sans doute

aussi parce que tout converge vers la ferme : le travail et la vie privée, et souvent aussi une longue histoire familiale et la fierté qu'elle implique. “Cette imbrication des facteurs rend pratiquement impossible d'échapper aux problèmes. Le bon fonctionnement de la ferme est

“M. le Président, le désespoir de ma situation s'assimile à la peine de mort.”

Ève Palacios,
AGRICULTRICE

au centre de tout, puisque tous les aspects de la vie de la famille y sont associés. Il donne un sens à leur existence.” Sans oublier la question de la transmission, de la poursuite de l'activité dans des conditions financières souvent difficiles. “C'est une responsabilité qui pèse très lourd sur la psyché de nombre d'exploitants. L'un des fermiers que j'accompagne m'a dit un jour : ‘La ferme dont j'ai hérité était un cadeau empoisonné, je vais devoir vivre avec des dettes pour le restant de mes jours.’”

En France, la question du suicide parmi les agriculteurs fait l'objet d'une attention grandissante. Se fondant sur les conclusions de plusieurs rapports parlementaires, le gouvernement a lancé à la fin de l'année dernière une feuille de route visant à réduire le nombre de suicides dans la profession. Avant la fin de l'année 2022, des commissions d'experts seront constituées au niveau local pour mieux organiser la prévention. Un réseau de “sentinelles” doit notamment signaler les problèmes au plus tôt, des budgets supplémentaires sont dégagés pour le remplacement des agriculteurs sous la forme d'une “aide au répit”, et les dispositifs de prévention du suicide par téléphone seront renforcés.

Besoin de dignité. L'association Solidarité Paysans, qui soutient les agriculteurs en difficulté, s'est toutefois montrée critique vis-à-vis de ces dispositifs. Pour elle, le taux de suicide est la preuve que le système fondé sur l'agriculture industrielle et la production à outrance est défaillant, car propice à l'endettement,

à la surcharge de travail, à l'isolement. “Ce dont les paysans ont besoin aujourd'hui, c'est de pouvoir vivre dignement de leur travail, de retrouver une autonomie décisionnelle, de pouvoir retrouver la maîtrise de leur exploitation”, a écrit l'association en réponse au ministre [de l'Agriculture de l'époque], Julien Denormandie. Les agriculteurs devraient aussi être mieux formés aux aspects administratifs, avoir accès à l'assainissement de dettes et bénéficier de facilités pour renflouer leur exploitation en cas de difficultés.

Passer la main. À la table de la cuisine, Ève ouvre son ordinateur. Elle a rassemblé tous ses courriers sur une clé USB. Le dernier date de fin 2021. “Monsieur le Président de la République, commence la lettre écrite dans une alternance d'encre rouge, bleue et verte. Je vous demande la grâce. Non, Monsieur le Président, je n'ai pas été condamnée à mort par un tribunal, [...] mais le désespoir de ma situation s'assimile à la peine de mort.” À la fin de son courrier, un post-scriptum : “Pardonnez cette lettre bariolée, je n'ai plus de cartouche d'encre noire dans mon imprimante.”

Il y a deux ans, Ève a pris sa retraite, laissant ses petits-fils, Jimmy et Jeff, prendre la relève. Pour payer les dettes qui lui restaient, la septuagénaire travaille chez Chronopost. Elle est fière de ses petits-enfants, même si elle leur a bien précisé que reprendre l'exploitation n'était en rien une obligation. “Ne le faites que si vous en avez vraiment envie, leur ai-je professé. Ce n'est pas une vie facile.”

En se partageant le travail et en se concentrant uniquement sur la vente directe de viande aux particuliers, ils arrivent à garder la tête hors de l'eau. “Ce n'est pas évident, mais ils ne se plaignent pas, assure la grand-mère. Ils ne me laisseraient pas parler de misère, ils ont aussi leur fierté.”

— Eline Huisman
Publié le 21 juin


LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

FALEO/CUBA

Courrier international



Quand on est
Indépendant,
on a besoin
d'une banque
qui comprend
notre statut.

Avec **Hello bank! Pro**, bénéficiez
de l'accompagnement de nos
conseillers spécialisés.

**Hello
bank!**
Pro

par BNP PARIBAS



afrique

RDC. Dans le vortex des groupes armés

Une force régionale est-africaine doit se déployer dans l'est du pays. Mais la participation de l'Ouganda et du Rwanda, soupçonnés d'y soutenir des groupes armés, inquiète.



—The New Humanitarian
Genève

La force est-africaine qui a récemment été déployée en République démocratique du Congo va monter des opérations contre le groupe armé M23 [un groupe rebelle qui agit essentiellement au Nord-Kivu, dans le nord-est du pays, depuis la fin formelle de la guerre du Kivu, 2004-2009] si celui-ci ne se retire pas des territoires qu'il occupe et ne cesse pas ses attaques. C'est ce qu'ont décidé les dirigeants africains qui se sont réunis en Angola [ce 23 novembre].

Cette force, qui projette de *“faire régner la paix”* dans l'est de la RDC, n'est cependant pas encore complètement déployée et certaines questions demeurent concernant son financement, la sécurité des civils et la coordination de ses actions avec les troupes de maintien de la paix de l'ONU.

De plus, elle inquiète les militants et les organisations de la société civile congolaise : ils se rappellent d'interventions passées où des milices soutenues par les pays voisins ont pillé les richesses minérales du pays et se sont livrées à des exactions à grande échelle.

“Ce n'est pas bon pour le Congo d'avoir beaucoup, beaucoup, beaucoup d'armées”, déclare Ghislain Muhiwa, un des fondateurs du mouvement citoyen Lucha [“Lutte pour le changement”. Fondé en 2012, ce mouvement est désormais un acteur de la vie politique et une école du militantisme pour la jeunesse]. *“C'est un gros risque, ça veut dire qu'elles vont venir voler nos minerais... et elles vont encore plus déstabiliser la situation.”*

Méfiance. Cette nouvelle force a vu le jour en avril, peu après l'adhésion de la RDC à la Communauté d'Afrique de l'Est [CAE], un bloc constitué de sept pays [Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie et République démocratique du Congo]. Un contingent burundais a été déployé en août et des centaines de soldats kényans sont arrivés dans la région ce mois-ci.

Après s'être reconstitué, le M23 a déraciné 280 000 personnes ces derniers mois et se rapproche de Goma, la plus grande ville de l'Est. La RDC accuse le Rwanda et

l'Ouganda de le soutenir même si le gouvernement rwandais dément et s'est joint aux appels au cessez-le-feu lancés lors du sommet anglais.

La déclaration publiée après cette réunion précise que les troupes de la CAE se déploieront dans les zones dont le M23 s'est retiré. Ce sera cependant délicat puisque le Rwanda et l'Ouganda sont membres de la CAE. Le M23 n'a pas participé au sommet et déclare ne pas être concerné par sa décision.

La RDC s'est opposée à ce que le Rwanda déploie des soldats en première ligne, mais Kigali contribuera à la collecte d'informations et ses soldats se tiendront prêts à intervenir le long de la frontière. En revanche, l'Ouganda jouera un rôle direct, ses troupes devraient arriver d'ici peu.

“Si le Rwanda et l'Ouganda participent à cette force, elle ne sera pas fiable.”

Jean-Pierre Kasereka
Maghetsi, MEMBRE DE LUCHA

Edgar Mateso, une personnalité de la société civile du Nord-Kivu, la province qui est l'épicentre du conflit, est sceptique quant à l'intervention de la CAE. *“Ce sont des bourreaux qui veulent se faire passer pour des sauveurs. Ils n'auront pas le soutien de la population”*, conclut-il. Jean-Pierre Kasereka Maghetsi, un membre de Lucha, ajoute : *“Si le Rwanda, qui nous attaque par le biais du M23, et l'Ouganda participent à cette force, elle ne sera pas fiable, elle ne sera d'aucune utilité.”*

On ne sait pas exactement comment la force de la CAE travaillera. Nous avons pu voir un projet de document exposant ses modalités de fonctionnement. Celui-ci précise qu'elle a pour objectif de *“contenir, vaincre et éradiquer”* les groupes armés.

Si le M23 a attiré l'attention récemment, l'est de la RDC compte actuellement plus de 120 groupes armés actifs et près de 6 millions de personnes déplacées.

D'après le document évoqué ci-dessus, la force de la CAE comportera entre 6 500 et 12 000 soldats, qui travailleront en coopération avec l'armée congolaise pour une durée de six mois renouvelables. Chaque pays membre financera son contingent et les opérations

L'impuissance de la Monusco

●●● C'est un constat sans appel que dresse le **Daily Maverick** à propos de la “crise” des missions onusiennes de maintien de la paix déployées dans les pays africains. Car, selon le quotidien sud-africain, cet *“outil de gestion des conflits”* est de plus en plus critiqué par les pays hôtes ou les acteurs politiques locaux. Ces derniers s'accordent sur l'inefficacité de ces missions, qui rencontrent sur le terrain une hostilité désormais affirmée des populations.

Le *Daily Maverick* observe ainsi que les attaques se sont répétées contre la Monusco, la mission de maintien de la paix de l'ONU en République démocratique du Congo (RDC). Ainsi, en juillet, dans le Nord-Kivu, au moins quinze personnes, dont trois Casques bleus, sont mortes au cours de manifestations contre les Nations unies, accusées de ne pas en faire assez pour arrêter les attaques meurtrières menées par des groupes armés.

se concentreront sur quatre provinces de l'Est et du Nord-Est.

Certains analystes se demandent si cette force effectuera vraiment des opérations militaires. D'autres craignent qu'elle ne permette aux pays participants de servir leurs intérêts économiques et politiques – comme ce fut souvent le cas lors des guerres régionales des années 1990 et 2000 [ces conflits ont impliqué jusqu'à neuf pays africains, dont l'Ouganda et le Rwanda, qui soutenaient des forces rebelles dans l'est du pays, riche en minerais].

“Ce que je crains, c'est que cette force serve à protéger des → 30

JE LÈGUE AU

GRET



Je confie mon dernier projet
à celles et ceux qui sauront

prendre soin du monde.

Depuis près de cinquante ans, les équipes du Gret agissent dans une trentaine de pays à travers le monde sur tous les terrains de la solidarité, pour lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités et préserver l'environnement. Les legs et assurances-vie sont des ressources formidables pour nous permettre de construire, avec et pour les personnes les plus vulnérables, des sociétés plus justes et plus durables.

admitas © Maya Palma

**POUR OBTENIR UNE BROCHURE GRATUITE,
CONFIDENTIELLE ET SANS AUCUN ENGAGEMENT :**

Renvoyez ce coupon à : Fonds d'appui du Gret, Service libéralités, Campus du jardin d'agronomie tropicale de Paris, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne cedex.

Mme M.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : | | | | | Ville :

**RÉFLÉCHIR À CE QU'IL ADVIENDRA DE SON
PATRIMOINE APRÈS SA DISPARITION EST UNE ÉTAPE
FONDAMENTALE DE LA VIE, qui demande du temps.**



N'hésitez pas à vous faire accompagner par un notaire pour vous assurer que vos volontés seront respectées. Je suis également là pour vous écouter et vous accompagner dans votre projet, en toute confidentialité."

AGATHE COUSIN, Responsable libéralités



legs@gret.org



01 70 91 92 23

Le fonds d'appui du Gret est exonéré des frais et droits de succession. En le désignant comme bénéficiaire d'un legs ou d'une assurance-vie, vous avez la garantie que 100 % de votre don sera utilisé pour les missions de solidarité du Gret. Mention légale RGPD : Les données recueillies vous concernant nous sont nécessaires pour assurer le suivi de votre demande et vous tenir au courant de nos activités. Vos données personnelles collectées resteront strictement confidentielles. Elles ne seront ni vendues, ni échangées. Conformément à la loi Informatique et libertés modifiée et au Règlement général sur la protection des données, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification, d'effacement et d'opposition, de limitation et de portabilité de vos données personnelles, en vous adressant à notre Délégué à la protection des données par courrier postal ou par email à dpo@gret.fr

GRETLEGS22CIAP1



Nathalie
Promotion 2022

© Ecole polytechnique, J.Barande

EXECUTIVE MASTER

Technologie • Management • Innovation

VOUS ÊTES CADRE DIRIGEANT ?

Rejoignez l'Executive Master de l'École polytechnique et vivez une expérience unique au cœur de l'innovation tout en continuant de travailler.



Découvrez
notre
formation

polytechnique.edu/executive-master

à la une

FAUT-IL LÉGALISER LA COCAÏNE ?

Déclarée il y a cinquante ans, c'est la plus longue guerre du monde contemporain, celle contre les drogues, et notamment la cocaïne. La preuve est faite que c'est un échec : les cartels continuent de faire régner la terreur. Gustavo Petro, le président de la Colombie, premier pays producteur de cocaïne, réclame une tout autre approche pour faire cesser les massacres. Faut-il aller jusqu'à dépénaliser cette drogue ? s'interroge la presse mondiale.



Pourquoi la Colombie veut lever un tabou

Des milliards dépensés et cinquante ans de guerre contre la cocaïne n'ont servi à rien, pointe Gustavo Petro, le président du pays, qui suggère d'en légaliser la consommation.

— **El País América** Mexico

De Bogota

Sur les comptoirs, la caisse enregistreuse a laissé la place à des balances. Dans une poignée de petits villages isolés de Colombie, au milieu de la forêt amazonienne, les gens paient leurs achats en pâte de coca – produit intermédiaire entre la feuille de coca et la cocaïne.

Les billets et les pièces y sont une rareté, on n'en voit qu'à la télévision. Combien coûte une bière? 1,4 gramme, 60 cents de dollar. Une livre de viande? Le double. Un téléphone portable? 194 grammes, soit un peu plus de 80 dollars.

Les habitants de ces zones éloignées dans lesquelles on produit de la coca et de la cocaïne en accumulent des kilos et des kilos. Ils finissent par les revendre à un intermédiaire, qui placera la marchandise dans des discothèques de New York, de Madrid ou de Rome après en avoir multiplié la valeur par cent. Dans ce petit univers rural où l'on met plusieurs jours à arriver par bateau, la drogue semble légalisée de facto. Le mouvement pourrait-il s'étendre au reste du pays? Et, de là, au reste du monde?

Le premier producteur mondial de cocaïne a ouvert le débat sur la question. "Si un pays doit en débattre, c'est bien la Colombie. Aucun autre ne va le faire!" assure Catalina Gil Pinzón, experte en politique des drogues au sein des Open Society Foundations, le réseau de fondations créé par George Soros.

Petro aimerait créer une industrie alimentaire par une grande réforme agraire pour détourner les agriculteurs du trafic de cocaïne.

Le moment s'avère propice. Le nouveau président colombien, Gustavo Petro, demande avec insistance que soit mis un terme à la guerre contre la drogue, lancée par le président Richard Nixon il y a plus de cinquante ans, en 1971.

De l'avis général, utiliser le budget de l'État pour poursuivre les gros trafiquants et éradiquer les champs de coca n'a pas fonctionné. Quand on épand du glyphosate sur la plantation d'une colline, elle réapparaît sur celle

d'en face. Résultat, les flux de cocaïne vers les États-Unis ont atteint un record en 2021, tandis que la Colombie en produisait plus que jamais. Washington a dilapidé 10 milliards de dollars au cours des vingt dernières années dans des politiques infructueuses.

Les premiers à comprendre tout l'intérêt de la légalisation sont les responsables des finances publiques. Le directeur du fisc et des douanes colombiennes, Luis Carlos Reyes, qui dépend du ministère des Finances, l'a affirmé sans détour: "Il faut légaliser et taxer la cocaïne."

Peu de temps auparavant, Gustavo Petro avait partagé avec enthousiasme sur les réseaux sociaux un éditorial de *The Economist* (lire p. 35) dans lequel Joe Biden était accusé d'être trop timide sur le chapitre des drogues.

Substitution à la peine. Le président des États-Unis venait de gracier 6 000 Américains condamnés pour possession d'une petite quantité de cannabis, mais le titre britannique le voyait mal faire de même avec des prisonniers arrêtés pour détention de cocaïne. Petro a eu cette idée.

Malgré son ardeur initiale, il n'a pas [encore] misé résolument sur la légalisation. L'ancien guérillero [du M-19, démobilisé en 1990] voudrait racheter massivement des terres improductives aux éleveurs pour les donner aux paysans – ce serait la première grande réforme agraire du pays –, et ainsi créer une industrie alimentaire qui dissuade les agriculteurs de participer au trafic de cocaïne. Son ministre de la Justice a nié catégoriquement que le gouvernement avait l'intention de s'engager dans la voie [de la légalisation]. Aucun président, pour l'instant, ne veut passer pour un ami des drogues.

Les politiques de substitution n'ont pas toujours été couronnées de succès par le passé. Catalina Gil Pinzón précise: "Cela ne pas fonctionnera pas tant qu'il y aura un grand marché mondial de la cocaïne. On ne peut pas freiner la consommation, quoi qu'on fasse. Les drogues ne conduisent pas toujours à une consommation problématique, à l'overdose ou à la mort."

Elle juge essentiel de ne plus stigmatiser la consommation. Si la cocaïne était en vente libre, les gens auraient le choix d'en consommer ou non, comme c'est le cas avec l'alcool et le tabac. Il existe, en outre, très peu d'études sur l'addiction que provoque cette drogue. → 34

À la une



"RESPIRER EN PAIX"

"En finir avec la guerre contre la drogue pour respirer en paix", titrait le quotidien de gauche **Publimetro**, le 21 septembre, le lendemain du discours du président colombien, Gustavo Petro, à l'ONU. Sous la photo du premier dirigeant de gauche du pays, le journal estime que la "guerre contre la drogue a échoué, et qu'il est inutile de la prolonger pour voir mourir davantage de personnes".

← Dessin de Mikel Casal Espagne.

Verbatim

"Avancer vers la régularisation"

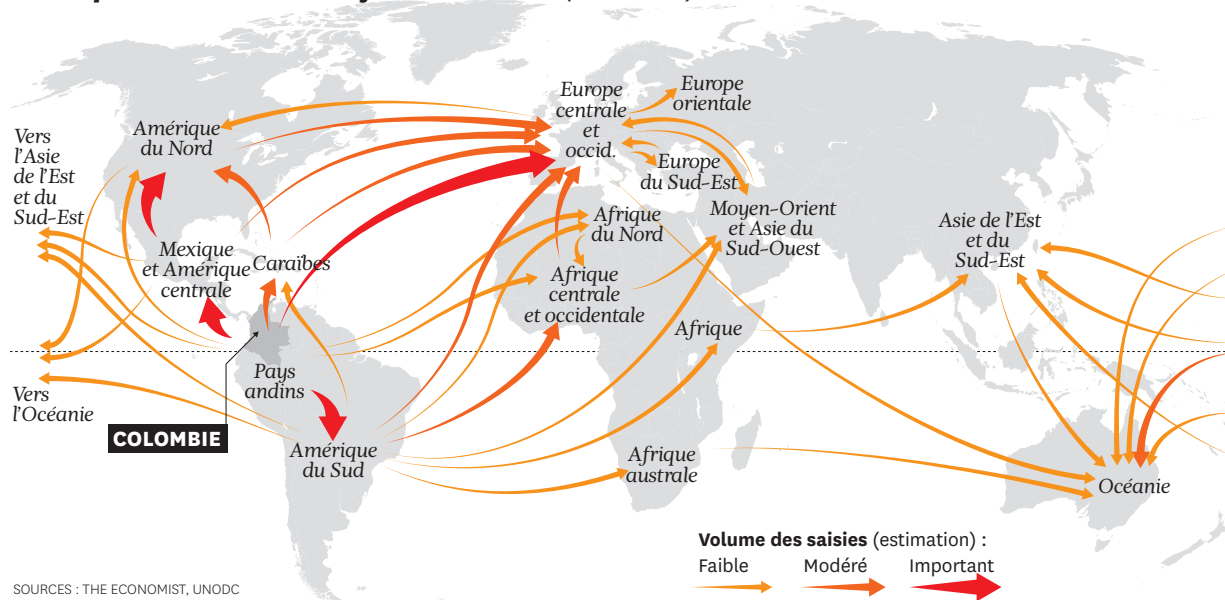
●●● C'est un discours qui fera date. Le 20 septembre, le premier président de gauche de Colombie, Gustavo Petro, a évoqué dans un discours à l'ONU l'échec de la guerre contre la drogue. Repris par le quotidien **El Tiempo**, le chef de l'État a lancé à la tribune: "La guerre contre la drogue a échoué. [...] Il y a eu une augmentation de la consommation de drogues mortelles; des drogues douces on est passé aux drogues dures; il y a eu un génocide sur mon continent, et dans mon pays des millions de personnes ont été condamnées à la prison." Petro a précisé sa pensée dans une interview accordée à la télévision **CM&**: "Avancer vers la régularisation, c'est le mot exact. [...] Ce n'est pas tant la libéralisation ou la légalisation totale, car beaucoup de substances sont absolument destructrices, mais une manière différente de traiter le problème, qui ne doit pas se faire avec des armes, comme s'il s'agissait d'une guerre. Il faut le prendre pour ce que c'est, une maladie."

Réactions

Un soutien régional

●●● La proposition de Gustavo Petro d'en finir avec la "guerre contre la drogue" a été plutôt bien accueillie par les principaux pays concernés, y compris les États-Unis. Lors d'une récente visite à Bogota pour rencontrer le président colombien, le secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, a déclaré: "Nous soutenons vivement l'approche globale du président Petro via la justice, le développement, la protection de l'environnement et la réduction de l'offre et de la demande." Le soutien le plus notable est venu du Mexique, du président de gauche Andrés Manuel López Obrador, dont le ministre des Affaires étrangères a critiqué, à l'instar de Petro, "la campagne lancée par le [président américain] Richard Nixon, qui avait déclaré la 'guerre contre les drogues'". "La seule chose à laquelle nous sommes parvenus, c'est que maintenant tout le monde est armé parmi ceux qui sont liés au trafic, tandis que la consommation ne baisse pas et ne va pas baisser." La Colombie et le Mexique se sont mis d'accord pour convoquer une conférence internationale des chefs d'États latino-américains pour "redéfinir la politique contre les drogues".

Principales routes du trafic de cocaïne (2016-2020)



33 ← Les sommes énormes consacrées à la guerre contre les cartels, estime la chercheuse, pourraient financer des recherches sur les effets de cette substance, des campagnes d'information et l'accès à des services de santé.

Le trafic de cette poudre blanche a engendré des organisations criminelles capables d'affronter l'armée à l'arme lourde, comme on l'a vu au Mexique et en Colombie. Des criminels de la trempe d'"El Chapo" Guzmán et de Pablo Escobar sont légendaires.

Démocraties déstabilisées. Les fonctionnaires et les politiques des régions productrices de cocaïne sont à la merci de ce pouvoir de l'ombre, qui constitue un État dans l'État. La légalisation pourrait affaiblir les cartels, lesquels perdraient leur principale source de revenus. *"Cela n'en viendrait pas à bout, mais leurs finances seraient durement mises à mal"*, ajoute Juan Carlos Garzón, enquêteur associé au sein de la Fundación Ideas Para la Paz [FIP, "Fondation Des idées pour la paix", groupe de réflexion colombien].

D'après lui, c'est à l'aune de la légalisation du cannabis à usage récréatif que l'on doit mesurer une éventuelle dépénalisation de la cocaïne : *"Il ne s'agit pas qu'elle soit vendue en supermarché. Il faudra une réglementation claire et ferme qui génère une richesse légalisée."*

La cocaïne est certainement la drogue pour laquelle la réglementation est la plus compliquée. Selon une étude de l'institut britannique Transform Drug Policy Foundation ["Fondation pour transformer la politique des drogues"], le défi est d'autant plus complexe qu'il existe toute une gamme de produits à base de coca, depuis la feuille non traitée jusqu'au crack fumable, en passant par la cocaïne en poudre.

Sa consommation est associée au plaisir des riches, alors qu'en réalité elle touche une frange bien plus large de la population. L'étude précise : *"À mesure qu'elle deviendra meilleur marché et plus accessible, il va falloir impérativement en réglementer*

l'usage. La politique de santé publique doit avoir pour objectif de réduire les méfaits de sa consommation."

Souvent, en Colombie, on dit que, si les États-Unis cultivaient la coca, le monde serait envahi d'établissements "McCocaine". Mais c'est l'inverse. Les pays producteurs et les États consommateurs perçoivent le problème sous un angle différent. Les États-Unis comptent leurs overdoses, l'Amérique latine compte ses morts liés à la violence et voit ses démocraties déstabilisées.

Il s'agit évidemment d'un problème international. Réglementer en Colombie n'aurait pas grand sens si l'on ne réglementait pas dans les pays consommateurs. Le marché colombien est très limité, et les organisations criminelles continueraient à gagner des millions en transportant la drogue clandestinement.

La dépénalisation n'est pas pour demain, mais le seul fait qu'on débattre de ce sujet jusqu'à présent tabou entrouvre une première porte. Le moment venu, on pourra dire que ces petits villages colombiens au milieu de nulle part auront été des pionniers.

—Juan Diego Quesada
Publié le 22 octobre

SOURCE

EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique

elpais.com/america

C'est depuis sa rédaction de Mexico que le plus grand quotidien espagnol, qui se veut "mondial", alimente ce site d'information consacré à l'actualité des Amériques. Il s'installe sur des correspondants installés dans la quasi-totalité des pays d'Amérique latine, mais aussi aux États-Unis.

Vu des États-Unis

LA DEA N'Y CROIT PAS

Le plan de Gustavo Petro pour mettre fin à la guerre contre la drogue et parvenir à une "paix totale" dans le pays "est-il trop beau pour être vrai?" s'interroge **Vice News**. Selon le site américain, qui a interrogé plusieurs sources, dont des agents de la DEA, l'agence antidroque américaine, nombre d'observateurs "sont sceptiques". Dont Sanho Tree, spécialiste de la politique antidroque à l'Institute for Policy Studies, think tank de Washington, qui compare le défi de Petro "aux efforts déployés pour mettre fin à la culture du pavot dans l'Afghanistan aux mains des talibans", souligne **Vice News**. Selon lui, sans un contrôle gouvernemental sur tout le territoire colombien, la coca proliférera toujours.

Contrepoint

Un danger populiste

Pour la droite colombienne, la proposition "populiste" de Gustavo Petro risque de l'isoler sur le plan international.

En Colombie, tout le monde n'est pas d'accord avec la proposition du président Gustavo Petro d'avancer vers une "régularisation" des drogues, en particulier la cocaïne, dont le pays sud-américain est de loin le principal producteur au monde. Son discours le 20 septembre à l'ONU, où il a lancé un appel à changer le modèle de la guerre contre la drogue entreprise dans les années 1970 par le président américain Richard Nixon, a fait bondir la droite colombienne.

Parmi les principales voix qui se sont élevées contre son discours se trouve celle de son prédécesseur Iván Duque qui a affirmé dans une interview au quotidien **El Tiempo** : "Si un seul pays décide de légaliser toutes les drogues, il deviendra un refuge pour les trafiquants de drogue."

Et alors que l'ex-président milite pour un allègement des restrictions sur l'usage de la marijuana, il s'insurge contre la proposition de dépénaliser la cocaïne, évoquée à demi-mot par Gustavo Petro et une partie de son administration : "Certaines drogues ne peuvent pas être légalisées. Elles détruisent l'être humain, le cerveau et peuvent représenter un plus grand préjudice pour la société." Chez d'autres détracteurs du président, on accuse de "populisme" le gouvernement, un terme repris notamment par l'ex-vice-président Francisco Santos sur le site **Infobae**, ou par l'ex-maire de Bogota Enrique Peñalosa sur Twitter : "Ce populisme lui a servi en campagne [électorale] en Colombie, mais au niveau international ce n'est pas sérieux." De même, le journaliste colombien John Mario González dans une tribune publiée dans le **Los Angeles Times** critique "les dangers du populisme dans la lutte contre la drogue". Selon ce chroniqueur, l'accord de paix signé avec la guérilla des Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) en 2016 a déjà démontré que la négociation avec les différents acteurs de la chaîne du narcotraffic aboutit à une augmentation des plantations de champs de coca. Car bon nombre d'entre eux "n'ont peu ou pas d'intérêt à réduire la culture de la coca". Et surtout, si une décision est prise sans un changement de cap de la communauté internationale, "ce qui risque de se passer en Colombie sera un échec retentissant qui se traduira par davantage de violence et des milliers de morts".

—Courrier international

IL EST TEMPS DE LÉGALISER

Pour cet hebdomadaire britannique, les gangs de la cocaïne resteront puissants tant que leur marchandise sera illégale dans les pays riches qui en consomment la plus grande partie.

—The Economist Londres

« *a ne rime à rien* », a déclaré Joe Biden, le 6 octobre, alors qu'il venait d'amnistier quelque 6 000 Américains reconnus coupables de possession d'une petite quantité de marijuana. Même si le cannabis est entièrement légal dans [21 États américains], à l'échelon fédéral il est encore jugé aussi dangereux que l'héroïne, et plus encore que le fentanyl, deux opioïdes dont la consommation a entraîné la mort de plus de 100 000 Américains par overdose l'année dernière. Mais l'aveu de Biden s'applique plus généralement à la lutte contre la drogue. La prohibition ne fonctionne pas – et c'est particulièrement vrai en ce qui concerne la cocaïne.

Depuis que Richard Nixon a lancé [en 1971] la « guerre contre la drogue », les flux de cocaïne vers les États-Unis sont montés en flèche. La production mondiale a atteint en 2020 un record de 1 982 tonnes, d'après les tout derniers chiffres, qui restent sans doute en dessous de la réalité. Et ce malgré des décennies de mesures acharnées et coûteuses pour réduire les approvisionnements. Entre 2000 et 2020,

La légalisation de la cocaïne limiterait la capacité des cartels à recruter, à acheter des armes haut de gamme et à corrompre les fonctionnaires.

les États-Unis ont investi 10 milliards de dollars en Colombie pour enrayer la production, payer l'armée colombienne pour qu'elle épande de l'herbicide [du glyphosate] sur les plantations ou qu'elle arrache les plants de coca à la main. En vain : quand la coca est éradiquée sur une colline, elle se déplace sur une autre.

Les pays les plus touchés sont ceux qui produisent et trafiquent, car les profits de la drogue y alimentent la violence. Le taux d'homicide est trois fois plus élevé en Colombie qu'aux États-Unis ; au Mexique, il l'est quatre fois plus. Dans certaines régions, les gangs de la drogue sont si riches et si bien armés qu'ils rivalisent avec l'État, donnant aux policiers et aux fonctionnaires le choix entre *plata* [« de l'argent »] et *plomo* [« du plomb »] : se laisser corrompre ou se faire assassiner.

Deux présidents, le Colombien Gustavo Petro et le Péruvien Pedro Castillo, réclament

le changement à cor et à cri. Petro appelle à ne plus mobiliser la police pour réprimer les producteurs de coca, en dépénalisant la production de feuilles de coca et en permettant aux Colombiens de consommer de la cocaïne en toute sécurité. Ce sont de bonnes idées, mais les gangs de la cocaïne resteront puissants tant que leur marchandise sera illégale dans les pays riches qui en consomment la plus grande partie, dont les États-Unis.

Pour un produit taxé et réglementé. Des demi-mesures, comme le fait de ne pas poursuivre les consommateurs de cocaïne, ne suffiront pas. Si la production reste illégale, ce sont les criminels qui s'en chargeront, et la dépénalisation de la consommation va sans doute accroître la demande et rendre leur activité encore plus rentable. La vraie solution passe par une légalisation totale, permettant aux non-criminels de fournir un produit strictement réglementé et lourdement taxé, comme le font les producteurs de whisky et de cigarettes. (Il faudrait toutefois interdire la publicité.)

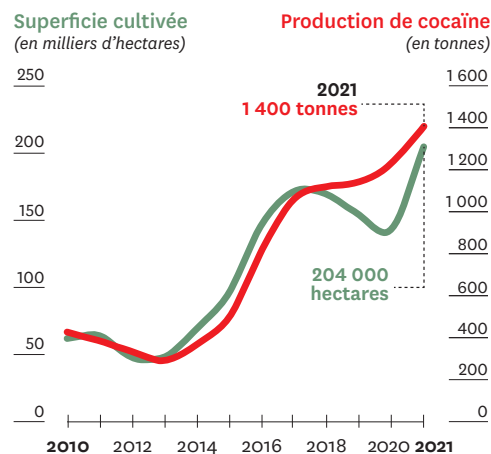
La cocaïne légale serait moins dangereuse. En effet, les producteurs ne la couperaient pas avec d'autres poudres blanches, et son dosage serait clairement indiqué sur l'étiquette, comme c'est le cas pour les bouteilles de whisky. Aux États-Unis, depuis 2010, les morts liées à la consommation de cocaïne ont été multipliées par cinq, principalement parce que les trafiquants la coupent avec du fentanyl, une substance meilleur marché et plus dangereuse.

La légalisation de la cocaïne limerait les crocs des cartels. Évidemment, certains se tourneraient vers d'autres activités, mais la perte de cette source de revenus limiterait leur capacité à recruter, à acheter des armes haut de gamme et à corrompre les fonctionnaires. Cela réduirait partout la violence liée au trafic de drogue, et ce surtout en Amérique latine, la région la plus touchée.

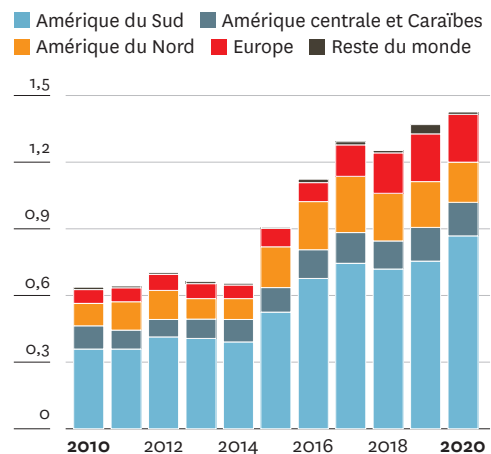
Si la cocaïne était en vente libre, d'avantage de gens en consommeraient. Pour certains, ce sera → 36

Une croissance exponentielle

Culture de coca et production de cocaïne en Colombie



Saisies de cocaïne dans le monde (en milliers de tonnes)



SOURCES : OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LES DROGUES ET LE CRIME, "THE ECONOMIST"

↓ Narcotrafic. Dessin d'Arcadio paru dans Prensa Libre, San José (Costa Rica).



CAGLE CARTOONS

35 ← un choix : sniffer une substance dont ils tirent du plaisir tout en sachant qu'elle est mauvaise pour la santé. La cocaïne crée pourtant une dépendance. Il n'existe pas beaucoup d'études permettant de comparer la cocaïne avec l'alcool ou le tabac dans ce domaine. Il faut en réaliser davantage et mener une action plus résolue pour ce qui est du traitement de la dépendance. Cela pourrait être largement financé grâce à l'argent qu'on économiserait en renonçant à la "guerre contre la drogue".

En privé, de nombreux responsables ont compris que la prohibition ne fonctionnait pas mieux que du temps d'Al Capone. Mais, pour l'heure, une légalisation semble politiquement impossible : la plupart des décideurs ne veulent pas passer pour laxistes vis-à-vis de la drogue. Mais les partisans d'une légalisation doivent poursuivre leur offensive. Les avantages – cocaïne moins dangereuse, rues plus sûres, plus grande stabilité politique en Amérique latine – l'emportent largement sur les coûts. —

Publié le 12 octobre

▷ Dessin de Darío paru dans *El Imparcial*, Mexico.



L'Équateur en passe de devenir un narco-État

La violence et les saisies de cocaïne augmentent fortement dans le pays andin, jusque-là épargné. Liés aux cartels mexicains, les gangs locaux cherchent à corrompre les forces de l'ordre et à infiltrer les institutions.

— **Ojo Público** (extraits) Lima

L'Équateur est désormais à son tour la cible d'organisations mafieuses liées au trafic de cocaïne. Les violents affrontements dans les prisons, qui, depuis le début de 2021, ont entraîné la mort de 419 détenus, ne sont que la partie émergée de l'iceberg.

L'attentat à la bombe dans une zone très peuplée de la ville côtière de Guayaquil, le quartier de Cristo del Consuelo, à la mi-août, a tué cinq personnes et fait presque une vingtaine de blessés. Il s'agirait de représailles à la suite d'une saisie record de drogue réalisée quelques jours auparavant dans le quartier.

Les analystes s'accordent à dire que l'Équateur est devenu un acteur incontournable du circuit de la cocaïne. Le colonel Mario Pazmiño, ancien directeur des services du renseignement militaire, soutient : *"Le pays est devenu un sanctuaire des réseaux mafieux internationaux."*

"La Colombie produit environ 1200 tonnes de drogue par an", affirme Gilberto

Giovanni Ponce, l'ex-chef de la lutte contre les stupéfiants. Environ 500 tonnes proviennent des départements de Nariño et Putumayo. La police équatorienne estime que la moitié de cette production se retrouve en territoire

équatorien pour être exportée. Les départements colombiens sont limitrophes des provinces équatoriennes d'Esmeraldas (qui donne sur le Pacifique), de Carchi (dans les Andes) et de Sucumbíos, en Amazonie.

Depuis la signature de l'accord de paix en Colombie avec les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie), en 2016, un groupe de militants armés refuse le processus de paix et continue le trafic de drogue.

À la suite de la dissolution des groupes locaux, le Front Oliver Sinisterra, intégré par des dissidents des Farc, s'est imposé, à cheval sur les deux pays. Son ancien dirigeant, Walter Patricio Arizala, surnommé "El Guacho", aujourd'hui décédé, est responsable de l'enlèvement et de l'assassinat de trois journalistes du quotidien équatorien *El Comercio* en 2018. L'enquête a montré que ce groupe utilisait des engins semi-submersibles pour convoyer la cocaïne par l'océan Pacifique.

Aujourd'hui, l'essor du narcotraffic est visible à travers l'augmentation de la violence dans les villes associées au trafic de drogue. En 2019, environ 82 tonnes de cocaïne avaient été saisies et le nombre de morts violentes en Équateur était de 7 pour 100 000 habitants.

Prisons de non-droit. L'année dernière, les saisies ont été multipliées par trois. Et de janvier à mai 2022, le volume de cocaïne confisqué a dépassé celui de toute l'année 2019, selon le rapport du chef de la police antidrogue, Gilberto Giovanni Ponce.

Parallèlement, le taux de morts violentes a doublé, la moyenne nationale a grimpé à 15 pour 100 000 habitants. Et dans les régions très exposées comme Esmeraldas, on enregistre 49 morts pour 100 000 habitants. À Guayaquil, la police locale estime, sans donner de chiffres officiels, que 75 % des faits de violence dans les rues sont en lien avec le trafic de drogue.

Les prisons équatoriennes sont devenues des zones de non-droit. Les activités criminelles s'organisent depuis leur enceinte, et c'est là que sont commandités les assassinats.

En février 2002, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a présenté son rapport sur la situation des personnes privées de liberté en Équateur. Celui-ci évoque des conflits "entre bandes criminelles pour le contrôle des prisons, une situation motivée principalement par des bénéfices économiques obtenus à travers des

trafics illégaux”. Et révèle que le manque de surveillance “facilite l’entrée de drogues et d’armes dans les établissements pénitentiaires”.

Le 3 octobre, dans la prison de Cotopaxi, une mutinerie a fait 16 morts et 43 blessés. Parmi les morts se trouvaient Leandro Norero, incarcéré pour trafic de drogue et blanchiment d’argent.

Le nom de Leandro Norero n’est pas inconnu au Pérou. Le 5 février 2020, il était mis en examen pour trafic de drogue aggravé. Ses avocats ont présenté un certificat de décès dû au Covid-19 et des photos du défunt. Les autorités judiciaires ont fermé le dossier. Tout était faux. Norero avait fait croire qu’il était mort pour échapper aux poursuites et s’était enfui en Équateur.

Il a fait la une des journaux quand il a été capturé fin mai 2022, à la suite d’une perquisition au cours de laquelle la police a confisqué 24 lingots d’or et plusieurs milliers de dollars en liquide. Il a été arrêté et transféré à la prison de Cotopaxi.

Norero est accusé d’avoir créé un conglomérat comprenant sept sociétés. Les profits finançaient les opérations des gangs Los Lobos et Chone Killers. Ces groupes s’occupaient de la partie logistique du trafic de drogue, en lien avec le cartel mexicain Jalisco Nueva Generación, selon des documents des services de renseignements. Ces deux gangs se disputent avec l’organisation criminelle Los Choneros – le bras logistique du cartel mexicain de Sinaloa – le contrôle total des routes du trafic de drogue en Équateur.

Cette rivalité est apparue à la fin de l’année 2020, lorsque le chef de ce groupe, Jorge Luis Zambrano, dit “Rasquiña”, a été assassiné après avoir été libéré de prison. Après sa mort, l’organisation s’est dissoute, et une vague de meurtres a commencé à l’intérieur et à l’extérieur des prisons.

D’après des rapports de renseignements de la police, Leandro Norero aurait tenté de se rapprocher de Los Choneros après la mort de Zambrano afin d’en prendre la direction, sans succès. Il a ensuite soutenu financièrement le gang Los Lobos, lié au cartel mexicain Jalisco Nueva Generación.

Les violentes émeutes de la prison de Cotopaxi ont laissé des séquelles. Deux jours plus tard, un autre massacre de prisonniers a eu lieu en

représailles, cette fois dans l’établissement pénitentiaire du Littoral de Guayaquil, faisant 13 morts.

L’arrestation de Norero a eu lieu au cœur d’un quartier chic de Guayaquil, dans une propriété évaluée à 2 millions de dollars. Le propriétaire est un autre Équatorien, Xavier Jordán, impliqué dans une affaire de corruption sous le gouvernement de Lenín Moreno (2017-2021). Selon l’enquête, Xavier Jordán se serait enrichi en touchant des pots-de-vin sur les marchés publics pendant la pandémie. Il est actuellement en fuite.

Institutions défailtantes. La relation entre Norero et Jordán met en évidence les liens entre le trafic de drogue et la corruption. Une photographie, publiée cette année, révèle l’existence d’un troisième comparse : Ronny Aleaga, député de l’Assemblée lors de la précédente législature (2017-2021), qui a été réélu jusqu’en 2024. Sur la photo, on peut voir Aleaga, 38 ans, avec son frère dans la piscine de la résidence de Xavier Jordán à Miami. Après la diffusion du cliché, Ronny Aleaga a affirmé que cette photo avait été prise dans un cadre privé et qu’elle n’apportait aucune preuve de son implication dans des affaires illégales.

L’influence des narcotrafiquants sur la politique équatorienne s’étendrait à d’autres institutions. À la mi-décembre 2021, l’ambassadeur américain Michael J. Fitzpatrick a annoncé que son pays avait décidé de retirer leurs visas aux “narcogénéralistes” et s’est inquiété de l’infiltration des trafiquants dans les forces de sécurité. Au moins cinq hauts gradés de la police ont été informés de l’annulation de leur visa d’entrée aux États-Unis. Parmi eux se trouvait un général, ex-responsable de l’unité antidrogue, Marco Villegas.

Gilberto Giovanni Ponce l’a remplacé. Pendant son mandat, entre janvier et mai 2022, 61 tonnes de drogue ont été saisies dans les ports. Les mafias du trafic de drogue en Équateur se disputent en effet le contrôle des axes routiers et des ports.

La réponse de l’État commence à porter ses fruits. Le directeur général adjoint des opérations du Service national des douanes de l’Équateur (Senae), Felipe Ochoa, a expliqué que l’installation de scanners, pour analyser ce que renferment les conteneurs, sera achevée d’ici à la fin de 2022. Depuis un centre de commandement, des agents spécialisés pourront contrôler au hasard les cargaisons, sans connaître ni le port de départ ni le conteneur spécifique qu’ils surveillent. Ce qui les met à l’abri d’éventuelles menaces.

En février 2023, des élections auront lieu en Équateur pour élire les autorités locales (municipalités, provinces...). Certains universitaires redoutent que le crime organisé ne cherche à s’implanter au sein même de l’État en plaçant des personnes à ces postes de pouvoir.

Pour Fernando Carrión, chercheur à la Faculté latino-américaine des sciences sociales, l’Équateur a un problème de fond : la défailtance des institutions, qui se traduit par un manque de stabilité au sein des autorités pénitentiaires et ministérielles.

— **María Belén Arroyo**
Publié le 16 octobre



ENQUÊTE



Contexte

La mafia albanaise s’implante

●●● Les gangs qui sévissent en Équateur n’ont pas seulement des liens avec les cartels mexicains mais aussi avec des groupes des Balkans. La preuve en est l’importante présence d’intermédiaires albanais dans le pays andin. “L’Albanie a été un pays pauvre, maintenant c’est un narco-État”, témoigne un journaliste albanais dans la revue équatorienne **Vistazo**. Et les narcos albanais vont directement à la source pour se fournir en cocaïne avant de la répandre en Europe. Le plus célèbre d’entre eux, Dritan Rexhepi, est surnommé le “capo incontestable” et le “tsar de la cocaïne”. Arrêté à Quito en 2014, condamné à treize ans de prison, il a été libéré en 2021. Assigné à résidence, il s’est envolé dans la nature. Les Albanais ne sont pas seulement présents en Équateur, mais aussi, souligne le site d’investigation **Insight Crime**, “en Colombie, au Mexique et au Pérou”.

Repères

EN 2014 DÉJÀ...

D’anciens présidents et de nombreuses personnalités internationales avaient signé en 2014 un rapport où ils prônaient un “changement radical” dans la façon d’aborder le sujet de la drogue. Parmi les recommandations alors remises à l’ONU, les signataires proposaient des politiques plus humaines et moins répressives. Des personnalités telles que l’ex-secrétaire des Nations unies Kofi Annan, les anciens présidents Fernando Henrique Cardoso (Brésil), Ernesto Zedillo (Mexique), César Gaviria (Colombie) et Jorge Sampaio (Portugal), le milliardaire britannique Richard Branson et l’écrivain Mario Vargas Llosa, entre autres, faisaient partie des signataires.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

La face cachée de la dépénalisation du cannabis

●●● Violence, ouvriers exploités, prolifération d’immenses plantations illégales... Six ans après la légalisation de l’usage récréatif de cannabis en Californie, le **Los Angeles Times** en révèle la part d’ombre. “Les centres de culture clandestins envahissent des villages éparpillés d’un bout à l’autre de l’État”, note le quotidien, qui ajoute : “Les habitants disent vivre dans la terreur au voisinage de camps armés jusqu’aux dents. Des organisations criminelles exercent en toute impunité, louant des terres sur lesquelles elles construisent jusqu’à une centaine de serres. La police, dépassée, ne parvient à détruire qu’une infime partie de ces exploitations, dont les activités sont relancées en quelques jours.” Une enquête exceptionnelle, traduite en exclusivité pour *Courrier international*, à retrouver sur notre site dès samedi 10 décembre.



LE MEXIQUE ACCUMULE LES ÉCHECS CONTRE LES CARTELS

En vingt ans, le pays est passé du tout-répressif à une approche plus préventive. Mais rien n'a fonctionné. La faute à la défaillance et au manque de volonté réelle des institutions, avance ce journaliste.

—El Universal (extraits) Mexico

Ces vingt dernières années, le Mexique a assisté à une hausse de la violence ainsi qu'à sa banalisation. Apparemment, aucune politique publique – que ce soit la "guerre contre le narcotrafic" du président Felipe Calderón [2006-2012] ou le programme "des accolades, pas des fusillades" ["abrazos, no balazos"] du président actuel, Andrés Manuel López Obrador, dit "Amlo" –, n'a réussi à restaurer la paix dans notre pays. Mais alors pourquoi les stratégies aussi bien répressives que préventives ont-elles échoué?

Le modèle offensif mis en place par Felipe Calderón promettait de ne laisser aucun crime et acte de violence impuni et d'employer la force pour traquer et punir les criminels. Cette politique de guerre frontale n'a pas vraiment été une réussite. L'État a commencé à mettre en place sa politique de tolérance zéro sans disposer d'éléments suffisants, sans préparation ni budget, il ne bénéficiait pas du soutien de la société civile et était aux prises avec un grave problème de corruption au sein même de ses institutions.

Il n'est donc pas étonnant que le taux d'homicide volontaire ait grimpé en flèche et soit passé de 10,89 pour 100 000 habitants en 2006 à 18,33

en 2012, avec un nombre incalculable de cas de violations des droits de l'homme rendus possibles par une application arbitraire et biaisée du droit.

Il faut cependant reconnaître que le bilan de Calderón n'a pas été complètement négatif. Cette politique répressive a quand même donné des résultats importants. Juste à la fin de son mandat, la criminalité était en baisse : des homicides volontaires (en 2011, le taux d'homicide était monté à 19,37) jusqu'aux disparitions de personnes, en passant par les extorsions de fonds, les enlèvements, les vols à main armée et autres délits. Il a également réussi à démanteler les plus grands groupes mafieux.

Impunité et corruption. L'autre approche de cette lutte contre la violence, la stratégie préventive, est davantage centrée sur les causes qui engendrent la violence, et elle est censée reconstruire le tissu social, grâce à des diagnostics et des approches différentes afin de tuer dans l'œuf la criminalité et la violence, mais aussi grâce à une application plus rapide de la loi.

Quatre ans après la mise en place de la politique préventive du gouvernement Amlo, le succès n'est pas vraiment au rendez-vous. Bien au contraire. S'il est vrai que l'indicateur pour mesurer la violence, le taux d'homicide, est en

baisse, nul ne peut nier que les disparitions, les extorsions de fonds, les violences de genre, les coups et blessures, le trafic d'êtres humains et d'autres délits ont atteint des records historiques.

Par ailleurs, le développement et la montée de puissance des groupes mafieux, leur participation à des activités légales et illégales ainsi que leur ingérence dans le processus électoral montrent bien que l'État est en train de perdre du terrain. Sans parler du fait que ce gouvernement cumule plus de violations des droits de l'homme que les deux derniers gouvernements réunis.

Faut-il se résigner et considérer le Mexique comme un État à la dérive? Sûrement pas.

← "Incroyable! On a là-dedans 3000 kilos de cocaïne pure à 100 %." "Prévenez le QG qu'on vient de saisir un camion avec 1500 kilos de drogue." "Bonjour capitaine, l'opération a été un succès total. On a confisqué 500 kilos." Dessin de Langer paru dans Mongolia, Barcelone.

Pourquoi cette politique des "accolades" a-t-elle échoué? Pourquoi l'impunité atteint-elle des seuils historiques, pourquoi, en quatre ans, des institutions comme les forces de l'ordre et la justice se sont-elles dégradées? Pourquoi la corruption a-t-elle augmenté? Pourquoi les moyens consacrés à ce programme sont-ils en baisse et pourquoi rien n'a-t-il été fait pour affaiblir la structure économique du crime organisé et son influence dans la société?

En résumé, la défaillance des institutions, le manque de stratégie à long terme de l'État, son manque d'implication et d'autocritique pour améliorer ce qui pouvait l'être, ont empêché ces deux politiques de porter leurs fruits. Leurs résultats sont insuffisants voire inexistantes.

Faut-il se résigner et considérer le Mexique comme un État à la dérive? Sûrement pas. Nous devons prendre le meilleur de ces deux approches et les adapter aux différentes réalités nationales, il faut démanteler les réseaux de corruption, contrecarrer l'influence économique et politique de ces criminels, ne pas hésiter à collaborer avec d'autres pays et affecter les ressources nécessaires pour garantir que nous puissions tous vivre en sécurité.

—Francisco Rivas
Publié le 22 novembre

Verbatim

"L'héritage que nous laisse la guerre contre les drogues est un héritage dévastateur. Cette politique a détruit des familles, littéralement. Elle a mis en pièces l'économie de nombreux pays dans le monde entier. Tout ça pour l'intérêt de quelques-uns et sans jamais mettre en avant les problèmes de santé. Et l'on ne peut pas dire non plus qu'il y a eu de grands succès en matière de sécurité... Les drogues ont été présentées comme des démons. L'argument principal est que les drogues sont mauvaises et qu'il faut les éliminer de la face de la Terre. Il n'y aurait aucune autre possibilité au-delà de ce schéma. C'est unidimensionnel."

Kassandra Frederique,
DIRECTRICE DE L'ONG AMÉRICAINE DRUG POLICY ALLIANCE,
dans un entretien avec El País, le 13 novembre.

Anvers et Rotterdam intoxiqués

Les autorités sont dépassées face à la croissance rapide du marché de la cocaïne et aux violences qu'il engendre.



Incendies criminels, cocktails Molotov, fusillades, enlèvements, grenades, liquidations : la **Gazet van Antwerpen**, le quotidien d'Anvers, a recensé un à un les épisodes de violence liés au trafic de drogue survenus ces dernières années dans la ville portuaire et ses environs. Et "la liste est interminable". On approche des 200, en sept ans.

L'été dernier, en particulier, le compteur s'est affolé. "Chaque jour ou presque, les médias ont rapporté des incidents en rapport avec le crime organisé", relate **De Morgen**, à qui la criminologue Charlotte Colman (université de Gand) explique que les motivations derrière ces événements sont généralement les mêmes : "De l'intimidation, des avertissements ou des représailles" entre groupes rivaux.

C'est que les quantités de drogue, et les sommes en jeu, se sont multipliées ces dernières années. En 2013, le volume de cocaïne saisi au port d'Anvers tournait encore autour des 4 tonnes; cette année, les autorités s'attendent à passer la barre symbolique des 100 tonnes. La ville belge est désormais la principale porte d'entrée du trafic de cocaïne en Europe, devant Rotterdam. "Une médaille d'or dont notre pays se serait bien passé", commente le journal flamand.

"Le port d'Anvers est immense, et seule une petite partie des millions de conteneurs qui y pénètrent peut être contrôlée", explique **De Volkskrant**. La plupart du temps, la marchandise arrive d'Amérique latine, dissimulée dans des cargaisons de fruits, et part "presque intégralement pour les Pays-Bas", juste de l'autre côté de la frontière. "Il y a

bien quelques familles résidant à Anvers qui gèrent leur propre transport, poursuit le quotidien néerlandais. Mais les gros cartels sont aux Pays-Bas, d'où ils distribuent la drogue vers toute l'Europe."

"Aux Pays-Bas, les règlements de comptes dans le milieu de la drogue sont pratiquement monnaie courante", commente **Het Nieuwsblad**, et les meurtres liés au trafic de drogue au nombre de 15 à 30 par an. Cela n'a pas empêché l'assassinat de l'avocat Derk Wiersum (en 2019) et celui du journaliste Peter Rudolf de Vries (en 2021) de provoquer une onde de choc, souligne le quotidien populaire, car les deux hommes "n'appartenaient pas à cet univers souterrain, ils n'étaient pas impliqués dans des crimes".

"Comparée au voisin néerlandais, la situation est [donc] plutôt calme en Belgique, observe **De Volkskrant**. Mais on y craint que les choses ne soient en train de changer." Car les autorités sont dépassées par l'ampleur du phénomène. La police, la justice et la douane déplorent un manque de moyens humains et financiers.

Après la vague de violences de cet été, les réactions ont été nombreuses dans la presse belge. Pour certains, comme l'avocat anversoïse Walter Damen qui s'exprimait dans **De Standaard**, il faut agir sur la demande et faire comprendre aux consommateurs, qui sont de plus en plus nombreux, qu'ils ont "du sang sur les mains".

À moins, suggérait le rédacteur en chef du même journal, qu'on ne prenne le problème dans l'autre sens. Un coup d'œil aux analyses des eaux usées d'Anvers suffit pour se rendre compte que "l'esprit du temps" a changé, observait-il :



À la une



AUX PAYS-BAS, "DU FROMAGE, DE LA COKE ET DES TUEURS"

Der Spiegel s'était intéressé, dans l'édition du 16 octobre 2021, à l'influence des narcotrafiants aux Pays-Bas. "L'État, qui se veut si libéral, est privé de liberté par les barons de la drogue, assurait-il. Même le Premier ministre aurait été pris pour cible par la mafia."

↑ Dessin d'Adrià Fruitós paru dans **The Nation**, New York.

Contexte

Une montagne de poudre

●●● "Il y a quarante ans, en raison de la surproduction de lait, l'Europe croulait sous une montagne de beurre. Désormais, c'est à Anvers que l'on croule sous une montagne de cocaïne", grince la **Gazet van Antwerpen**. Entre autres problèmes, cet afflux pose un fameux défi logistique : la Belgique saisit tellement de drogue qu'elle n'arrive pas à s'en débarrasser assez vite. En principe, la marchandise saisie est brûlée, mais compte tenu des contraintes techniques et des normes écologiques, les incinérateurs n'arrivent pas à suivre la cadence, prévient le journal. Il va falloir en installer de nouveaux. En attendant, la drogue est stockée, et cette accumulation "commence à prendre des proportions hallucinantes. Actuellement, des dizaines de tonnes de cocaïne attendent d'être détruites dans les hangars de la douane." Or, au vu de leur valeur marchande, les autorités craignent que des groupes criminels ne cherchent à s'en emparer.

en cinq ans, les traces de cocaïne y ont doublé. L'usage de cette drogue est tellement répandu qu'on peut douter de ce que la "guerre contre la drogue", déjà largement inefficace, jouisse d'un soutien suffisant de la population pour conserver un sens. Sans plaider directement pour une légalisation, il estime que le moment est venu de nous demander, collectivement, "si nous considérons toujours la consommation de cocaïne comme quelque chose de grave".

C'est ce même constat d'échec de la guerre contre la drogue et d'impuissance des autorités face à la violence liée aux trafics qui conduit la bourgmestre d'Amsterdam à demander une "dépenalisation de la cocaïne" et une "régulation du marché", comme le rapporte **De Telegraaf**. À l'inverse, celui d'Anvers appelle plutôt à un renforcement des moyens de la police et de la justice.

Le média public flamand **VRT** a sondé plusieurs experts sur la question d'une légalisation ou d'une dépenalisation. Ils y voient généralement une manière de contrôler le marché et la composition de la substance en circulation. Et, à moyen terme, de couper l'herbe sous le pied aux trafiquants. Mais l'idée de légaliser les drogues dures ne convainc pas tout le monde, souligne la **VRT**, à qui un toxicologue martèle : "En cas d'overdose, vous n'avez pas de seconde chance."

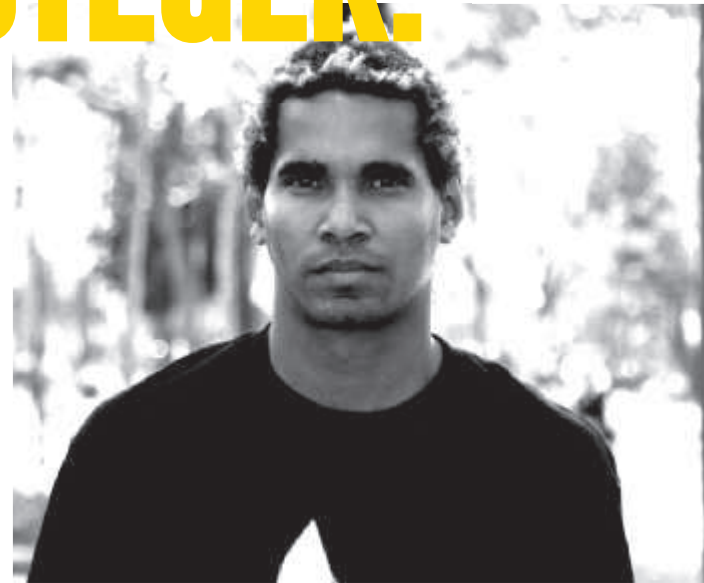
Quoi qu'il en soit, précise la criminologue Charlotte Colman, une telle mesure n'aurait de sens que si elle était mise en place au moins au niveau européen. "Il ne faudrait pas créer d'appel d'air, comme ça a été le cas à l'époque avec les coffee shops néerlandais."

— **Courrier international**



Leurs droits sont menacés.

VOUS AVEZ LE POUVOIR DE LES PROTÉGER.



À partir
du 2 décembre,
agissez sur amnesty.fr

ON SE BAT ENSEMBLE, ON GAGNE ENSEMBLE.



trans- versales.



sciences

Traiter les symptômes de la ménopause, une affaire de choix

Santé. Des données viennent éclairer d'un nouveau jour les traitements hormonaux de substitution (THS) pour la ménopause. Ce qui permettra peut-être à chacune de prendre une décision avertie.

—New Scientist Londres

J'arrivais encore à gérer les sautes d'humeur. Et même les sueurs nocturnes, les règles irrégulières et les fluctuations de ma libido, tantôt émus-tillée comme à l'adolescence, tantôt en berne comme une vieille fille. Mais lorsque la ménopause s'en est prise à mes fonctions cérébrales, la coupe était pleine. Si vieillir "naturellement" m'obligeait à renoncer au travail que j'aime parce que je n'arrivais plus à réfléchir, j'étais fichue. Il était temps de passer au traitement hormonal de substitution (THS).

En quelques semaines, j'ai retrouvé des réserves d'énergie que je ne croyais plus posséder. Cette envie irrépressible de retourner sous la couette en milieu de matinée a disparu pour faire place à un esprit clair et à un regain de joie de vivre. La transformation était spectaculaire. À tel point que, forte de mon acuité mentale retrouvée, l'une de mes premières initiatives a été de me plonger dans la littérature scientifique pour tenter de comprendre ce qui m'arrivait. Étais-je victime d'une baisse hormonale liée à l'âge, que j'avais eu l'intelligence de tuer dans l'œuf? Et surtout, en prenant un THS, allais-je préserver ma santé sur le long terme ou la compromettre?

Autant de questions auxquelles les chercheurs tentent de répondre depuis

plus de quatre-vingts ans, depuis que l'Agence américaine du médicament (FDA) a approuvé le premier THS. Le Premarin, composé d'œstrogènes issus d'urine de juments gravides, a été breveté au début des années 1940 pour traiter les bouffées de chaleur et les sueurs nocturnes, les symptômes les plus courants de la ménopause. Il y en a bien d'autres, des palpitations cardiaques aux douleurs articulaires, en passant par le brouillard mental, l'anxiété et la dépression.

La ménopause a des répercussions bien au-delà de la fonction reproductive.

Les THS peuvent parfaitement soulager ces symptômes. Pourtant, leur utilisation est contestée depuis qu'en 2002 une vaste étude contrôlée et randomisée des THS a été interrompue, car les premiers résultats semblaient indiquer que le traitement associant œstrogènes et progestérone pouvait être lié à un risque accru de cancer du sein, d'infarctus ou d'AVC. La "Million Women Study", publiée l'année suivante, concluait que les THS étaient responsables d'un surcroît de 20000 cancers du sein en une décennie.

La tempête médiatique qui a suivi a convaincu des millions de personnes

ménopausées de déchirer leur ordonnance et a dissuadé les médecins d'en délivrer de nouvelles. Au cours des cinq années suivantes, la prise de THS a dégringolé de moitié dans le monde entier et reste aujourd'hui faible. Alors que l'on estime que 75 % des femmes en période de ménopause présentent des symptômes, au Royaume-Uni seules 14 % suivent une hormonothérapie, explique Louise Newson, médecin généraliste et spécialiste de la ménopause au centre Newson Health de Stratford-upon-Avon.

Cette réticence pourrait se comprendre si les articles alarmistes étaient fondés, mais depuis la publication de ces deux études, leurs méthodologies ont été remises en question et de nouvelles recherches ont réévalué les risques en prenant en compte d'autres facteurs d'hygiène de vie, tels que la consommation d'alcool et l'obésité. Mais la question de savoir s'il faut ou non recourir à un traitement hormonal ne tient pas uniquement aux statistiques. Elle s'inscrit dans des débats sociaux plus généraux concernant la sur- ou la sous-médicalisation des "problèmes féminins", où, comme le dit la chercheuse en gynécologie Martha Hickey, de l'université de Melbourne en Australie, "tout le monde brandit l'argument féministe". Rien d'étonnant, donc, à ce que nous n'y comprenions plus rien.

La confusion vient en partie du fait que si la ménopause marque la fin de la période de fertilité chez les femmes, la chute du taux d'œstrogènes qu'elle induit a des répercussions bien au-delà de la fonction reproductive. Lors de la période précédant l'installation de la ménopause naturelle, confirmée un an après l'arrêt définitif des règles, l'organisme traverse une phase de fluctuations hormonales, car les ovaires voient diminuer leur stock de follicules qui sécrètent les œstrogènes, et réagissent moins bien aux autres hormones qui stimulent l'ovulation. C'est ce que l'on appelle la périménopause. C'est à ce stade, alors que les cycles menstruels peuvent se poursuivre, que les sujets affectés commencent à ressentir une déconcertante série de symptômes. Chez les personnes qui ont subi l'ablation des ovaires et passent directement au stade de la ménopause, ces symptômes peuvent se manifester du jour au lendemain.

Variable. Tout le monde ne présente pas de symptômes graves de la ménopause liée à l'âge, et certaines personnes n'en ont aucun. Selon la British Menopause Society, 25 % des femmes affectées se plaignent de manifestations sévères. Selon Martha Hickey, cela ne vaut pas partout : en Afrique et en Asie, on constate une grande variabilité des sensations dont les femmes font état.





← Dessin de **Maria Corte** paru dans **Nature**, Londres.

L'hypothalamus ; les noyaux suprachiasmatiques [toujours dans l'hypothalamus] régulent le sommeil ; les changements d'humeur et de mémoire sont largement liés au cerveau. Les recherches de Roberta Brinton montrent que les œstrogènes contribuent à réguler le métabolisme du glucose dans le cerveau, dont toutes les régions possèdent des récepteurs de cette hormone, de celles qui contrôlent la mémoire jusqu'aux zones associées à la régulation des émotions. Chez les souris, un déficit d'œstrogènes réduit considérablement la capacité du cerveau à produire de l'énergie, ce qui se traduit par une baisse de 15 % à 25 % de l'activité chimique cérébrale.

Ce phénomène pourrait-il être à l'origine du brouillard mental et de la fatigue qui m'ont poussée à consulter un médecin ? À en croire Roberta Brinton, ce n'est pas exclu. Les symptômes cognitifs pourraient provenir d'un cerveau qui peine à fonctionner.

Graisses. Ses recherches suggèrent que, lorsque le stock d'œstrogène n'est plus renouvelé, le cerveau finit par s'adapter, mais au prix fort : dans la mesure où il métabolise moins bien le glucose, il va chercher son énergie dans les graisses, dont l'une des sources les plus immédiates est la substance blanche, dans les gaines de myéline qui entourent les neurones et accélèrent la transmission de l'information dans le cerveau. À la suite d'une étude conjointe, Roberta Brinton et Lisa Mosconi, de l'université Cornell à Ithaca (État de New York), pensent que cela pourrait contribuer à certaines pathologies constatées dans la maladie d'Alzheimer.

Faut-il en conclure que toute personne présentant des symptômes cognitifs devrait prendre un traitement hormonal pour empêcher une détérioration à long terme des fonctions cérébrales ? C'est une question de choix personnel, répond Roberta Brinton, mais nous n'avons pas forcément intérêt à en passer par là.

Tout cela semble inquiétant, mais tous les chercheurs n'ont pas la même interprétation de ce qu'induisent réellement ces perturbations du métabolisme cérébral. En fin de compte, toutes les personnes non traitées pour la ménopause ne sont pas atteintes de démence.

Roberta Brinton et son équipe ont récemment publié des résultats qui indiquent en revanche que les THS aident bel et bien le cerveau à court-circuiter ce changement métabolique pour réduire les risques de pathologies neurologiques. Le suivi sur cinq ans de plus de 350 000 femmes sous traitement hormonal substitutif leur a permis d'établir que les THS réduisaient les risques de maladies d'Alzheimer, de Parkinson,

de sclérose en plaques et de maladie du neurone moteur (dont la forme la plus fréquente est la sclérose amyotrophique latérale [ou maladie de Charcot]).

Mais une autre étude réalisée sur le même nombre de sujets issus de la cohorte UK Biobank suggère que si les pics d'œstrogènes survenant à l'âge adulte (du fait de facteurs tels que la prise de pilule contraceptive ou une grossesse) protégeaient bel et bien contre la maladie d'Alzheimer, l'ajout d'une THS soit ne faisait aucune différence, soit augmentait légèrement le risque global de démence.

Sur ce plan, rien n'est beaucoup plus clair. Qu'en est-il du risque accru de cancer du sein ? Depuis qu'il a été établi, dans les années 1980, qu'une supplémentation constituée uniquement d'œstrogènes accroissait le risque de cancer de l'endomètre, toutes les femmes qui prennent un THS se voient aussi prescrire de la progestérone pour compenser l'épaississement de la muqueuse utérine. Mais ce traitement semble légèrement accroître le risque de cancer du sein.

Pour s'y retrouver dans ce dédale, considérons le risque de base de développer un cancer du sein. Selon la British Menopause Society, entre 50 et 55 ans, en l'absence de THS, il est d'environ 13 pour 1 000 femmes. Des analyses plus récentes estiment qu'en ajoutant à l'équation un THS combinant œstrogènes et progestérone, il aug-

“Pour une personne asymptomatique, le traitement hormonal n'a aucun avantage.”

John Stevenson,
ENDOCRINOLOGUE

mente de 3 à 7 cas pour 1 000 sur cinq ans. Avec uniquement des œstrogènes, le risque est soit réduit de 2 cas pour 1 000, soit accru de 3 pour 1 000, en fonction des études. John Stevenson, endocrinologue consultant au Royal Brompton Hospital de Londres, souligne qu'avec ou sans THS les chances d'éviter le cancer du sein sont importantes.

En un mot, le THS accroît légèrement le risque de survenance d'un cancer du sein. Ce risque est “très faible, mais il existe et on ne peut l'ignorer”, précise John Stevenson. Il faudrait toutefois tenir compte d'autres facteurs qui ont une incidence sur le risque de cancer du sein. Par exemple, sur cinq ans, la consommation de 4 à 6 unités [40 à 60 grammes] d'alcool par jour est responsable de 8 à 11 cas supplémentaires pour 1 000, tandis que l'obésité provoque un surcroît de 10 cas pour 1 000.

De plus, l'analyse des données de suivi de l'étude controversée de 2002 a montré que si le risque de cancer augmente, aucun risque accru de mortalité, toutes → 44

Repères

Tabou au travail

●●● “Aucune femme ne devrait avoir à limiter ses ambitions professionnelles parce qu'elle a [des symptômes liés à] sa ménopause ou parce qu'elle est enceinte”, martèle dans **Quartz** Neel Shah, médecin-chef à la clinique Maven, spécialisée dans la télé-médecine pour la santé des femmes. Pourtant, un rapport de 2021 de la Fawcett Society, une organisation de défense de l'égalité des sexes à Londres, révèle que plus de la moitié des femmes et des hommes transgenres en période de ménopause déclarent que leurs symptômes les ont rendus moins enclins à postuler pour une promotion. Pis, certaines personnes vont jusqu'à quitter leur emploi. C'est ce que montre une enquête publiée l'année dernière par la Japan Broadcasting Corporation (NHK), dans laquelle près d'un cinquième des Japonaises interrogées disent avoir démissionné ou envisagé de le faire en raison des symptômes de la ménopause, entraînant “une perte de 420 milliards de yens [près de 3 milliards d'euros] pour l'économie”, rapporte la revue scientifique **Nature**. “Sans soutien, les femmes partent au sommet de leur expérience”, déplore dans **Bloomberg** Rachel Suff, du Chartered Institute of Personnel and Development (CIPD), qui réunit des professionnels de la gestion des ressources humaines. C'est pourquoi de plus en plus de femmes souhaitent que la ménopause ne soit plus considérée comme un tabou, en particulier dans le monde du travail. Au Royaume-Uni, de nombreux employeurs ont mis en place des politiques spécifiques. Le 22 novembre, le NHS England (le service de santé) a publié son premier guide en matière de ressources humaines pour soutenir les collègues pendant la ménopause, notamment en leur permettant un travail flexible. Cela dit, conclut **Nature**, “les symptômes de la ménopause ne durent qu'un temps. Chez beaucoup, les années qui suivent cette étape font partie des plus productives et des plus gratifiantes de leur carrière.”

Si la raison de ces différences de ressenti n'est pas claire, il ne fait aucun doute que la ménopause peut avoir des effets invalidants. Aujourd'hui de plus en plus de chercheurs et de militants exigent que l'on reconsidère la façon de la gérer.

Certains voient dans les symptômes de la ménopause une sorte d'appel biologique à l'aide. Cela s'expliquerait par la carence en œstrogènes qui, outre leur rôle dans la reproduction, interviennent dans des processus organiques importants, de la régénération de la structure des os et de la peau jusqu'à la régulation des taux de cholestérol et de glucose dans le sang. Ils contribuent également à l'élasticité des vaisseaux sanguins, au renouvellement et à l'entretien des connexions cérébrales et au métabolisme du glucose dans le cerveau. C'est cette dernière fonction qui intéresse le plus Roberta Brinton, chercheuse à l'université d'Arizona à Tucson.

En fait, souligne-t-elle, la plupart des symptômes de la périménopause sont d'origine neurologique : les bouffées de chaleur sont dues à des perturbations du centre de régulation thermique, situé dans

Les bouffées de chaleur sont dues à des perturbations du centre de régulation thermique.

Contexte

Parole libérée, débat lancé

●●● Au Royaume-Uni, les documentaires de Davina McCall, *Sex, Myths and the Menopause* et *Sex, Mind and the Menopause*, respectivement diffusés sur Channel 4 en mars 2021 et en mai 2022, ont contribué à libérer la parole des femmes sur cette étape taboue de leur vie : la ménopause et les symptômes invalidants qui l'accompagnent parfois. Certains estiment même que ces diffusions télévisées ont contribué à une flambée de la demande de traitements hormonaux de substitution (THS), vantés par l'ex-présentatrice de *Big Brother*. "Le nombre de prescriptions de THS a doublé en cinq ans et a atteint 500 000 ordonnances par mois. Les années précédentes, les pénuries étaient attribuées à des problèmes de production et d'approvisionnement,

mais ces derniers temps, le secteur a avancé que davantage de femmes sollicitaient ces traitements", relève **The Guardian**.

Cette ruée sur les médicaments a suscité un vif débat. -Martha Hickey, professeure d'obstétrique et de gynécologie à l'université de Melbourne, en Australie, et trois collègues, ont appelé dans les colonnes du **BMJ** (*British Medical Journal*) à ne pas systématiquement médicaliser la ménopause. "[Elles] font valoir que des traitements efficaces comme les THS sont essentiels pour celles qui souffrent de symptômes pénibles, mais que 'la médicalisation risque d'accentuer l'appréhension et l'angoisse des femmes au sujet de cette étape naturelle de la vie'", rapporte **CNN**.

43 ← causes confondues, n'est apparu durant les dix-huit années ayant suivi la fin de l'étude.

D'autres recherches étayent ces résultats, et une analyse des THS indique qu'ils pourraient même prévenir les maladies cardiovasculaires, notamment pour les sujets qui ont débuté le traitement avant 60 ans. De plus, sachant que la chute des taux d'œstrogènes augmente le risque d'ostéoporose, il a été démontré que les THS limitaient les fractures osseuses chez les femmes ménopausées. Est-ce à dire que toutes les personnes ménopausées auraient intérêt à prendre un THS, qu'elles aient ou non des symptômes ?

Non, répond John Stevenson. "Pour une personne asymptomatique et ne présentant pas de risque accru d'ostéoporose ou de maladie cardiovasculaire, le traitement hormonal n'a aucun avantage et ne présente que des risques."

Quiconque cherche à se renseigner sur les THS doit avoir accès à des informations non biaisées et actualisées.

Louise Newson n'est pas de cet avis : "Si on annonçait qu'on dispose d'un médicament qui limite la mortalité liée aux maladies cardiovasculaires, à l'ostéoporose et à la dépression clinique, et qu'en plus il ne coûte pas cher, tout le monde se demanderait pourquoi il n'est pas prescrit à toutes les femmes."

Il est néanmoins une chose sur laquelle tout le monde est d'accord : quiconque cherche à se renseigner sur les THS doit avoir accès à des informations non biaisées et actualisées. Cela paraît simple, mais il n'est pas évident de faire comprendre toutes ces subtilités. En Angleterre, les premières directives officielles à l'intention des médecins généralistes n'ont été publiées qu'en 2015. Aujourd'hui encore, déplore Louise Newson, de nombreuses patientes désirant suivre un traitement hormonal voient leur demande refusée par les médecins.

Les recherches à venir permettront de préciser le rapport bénéfices-risques. L'un des principaux reproches fait à nombre d'études servant actuellement à évaluer les risques est qu'elles portent sur des sujets déjà ménopausés. Des travaux plus récents montrent que commencer un traitement hormonal à partir du milieu de la quarantaine pourrait être plus avantageux, notamment concernant les maladies cardiovasculaires. Roberta Brinton a obtenu des résultats préliminaires indiquant qu'un THS précoce pourrait aussi avoir des effets positifs sur le cerveau.

On pourrait également développer à l'avenir des thérapies ciblées, hormonales et non hormonales, conçues pour

contourner certains récepteurs d'œstrogènes présents dans le sein, tout en ciblant ceux d'autres organes. Roberta Brinton pense que les THS sont appelés à évoluer vers une médecine personnalisée tenant compte des facteurs de risque du sujet et s'attaquant directement à ses symptômes.

"Nous devons vraiment proposer aux femmes une médecine de précision, de sorte qu'elles ne soient plus limitées à un choix binaire mais puissent accéder à ce qui marche le mieux."

Pour l'instant, le meilleur conseil pour toutes les personnes au seuil de la ménopause semble être de peser le pour et le contre d'un traitement hormonal – éventuellement, avant même la survenance des symptômes – avec leur médecin et de choisir la solution qui leur fait le moins peur. Pour moi, rien n'est plus terrifiant que l'idée de me retrouver dans un état tel que je n'aurais même plus l'énergie d'y réfléchir. Pour moi, les risques du THS en valent largement la chandelle.

Consultez votre médecin avant d'engager tout traitement. La version en ligne de cet article contient des liens renvoyant aux études citées.

— **Caroline Williams**

Publié le 31 août



NEW SCIENTIST

Londres, Royaume-Uni

Hebdomadaire, 84 215 ex. (2020)

newscientist.com

Deux doigts d'une main tenant une petite pilule forment la partie haute d'un sablier. Sur la couverture en rouge et rose de l'édition datée du 3 septembre du très sérieux *New Scientist* s'affichent l'idée du temps qui s'écoule et la possibilité de prendre des médicaments. Si le mot "ménopause" n'est pas présent, c'est bien de cela qu'il s'agit. L'article que nous vous proposons ici, traduit en français, est issu de ce numéro. Créé en 1956, cet hebdomadaire britannique est l'un des meilleurs magazines d'information scientifique du monde. En proposant des dossiers complets sur des thèmes déjà abordés dans les journaux généralistes, il permet de s'informer plus "scientifiquement" sur de nombreux sujets comme le climat, le clonage, la pollution, la drogue, etc.



Simplifions votre arrivée au Canada

À la Banque Nationale du Canada, nous croyons en l'importance de chacun et que chaque geste posé a de la valeur. C'est pourquoi nous créons et entretenons une relation de confiance à long terme avec chaque client par des conseils et des services personnalisés soutenant la réalisation de ses objectifs de vie.

À ce titre, nous sommes heureux de proposer aux nouveaux arrivants au Canada une offre bancaire adaptée à leurs besoins.

Profitez d'une offre sans frais mensuels fixes jusqu'à 3 ans et d'un service d'accompagnement téléphonique gratuit pendant un an. Avec plus de 400 succursales, Banque Nationale du Canada est là pour vous guider et vous offrir tous les services bancaires indispensables. Vous êtes établi au Canada depuis moins de cinq ans ou sur le point de vous installer? Découvrez les détails de l'offre aux nouveaux arrivants à bnc.ca/immigrer.

Vous êtes prêt à profiter de l'offre pour les nouveaux arrivants? Ouvrez un compte en ligne en faisant la demande d'ouverture de compte en ligne depuis votre pays ou à votre arrivée au Canada et recevez un courriel de confirmation pour planifier un rendez-vous en succursale à votre arrivée au Canada. Vous pourrez y activer votre compte, récupérer votre carte de débit et en profiter pour adhérer à nos autres produits et services pour les nouveaux arrivants.

Certaines conditions s'appliquent. Pour plus d'informations, visitez bnc.ca/immigrer. Banque Nationale du Canada n'est pas une banque agréée en France.

À propos de Banque Nationale du Canada

Forte d'un actif de 344 milliards de dollars au 31 janvier 2021, la Banque Nationale du Canada, avec ses filiales, est l'un des plus importants groupes financiers intégrés canadiens. Elle compte plus de 26 000 employés dans des fonctions à contenu élevé de savoir, et a été maintes fois primée pour ses qualités d'employeur et son engagement à l'égard de la diversité.

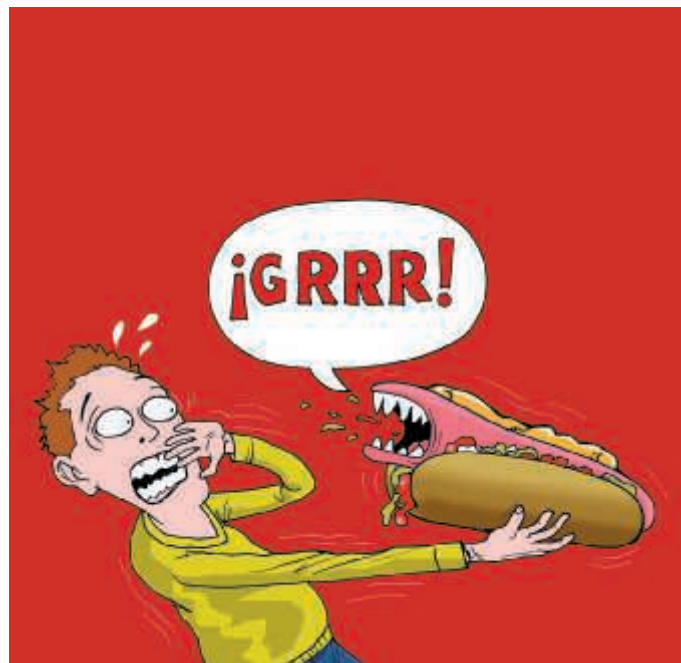
Ses titres sont cotés à la Bourse de Toronto (TSX : NA).

ÉCONOMIE



La déconfiture de la fausse viande

Consommation. La start-up américaine Beyond Meat a perdu plus de 90 % de sa valeur en Bourse. Serait-ce la fin de l'engouement pour les viandes végétales ?



—Süddeutsche Zeitung
Munich

L'ampleur d'une déchéance se mesure à l'aune de l'ascension fulgurante qui l'a précédée. Ainsi, en juillet 2019, [quelques mois après son introduction en Bourse] Beyond Meat, fabricant [américain] d'alternatives végétales à la viande, était valorisée 14,6 milliards de dollars [14,2 milliards d'euros]. L'entreprise faisait à l'époque figure de "licorne" [start-up valorisée plus de 1 milliard de dollars], elle connaissait un succès retentissant, et rien ne laissait présager que cette dynamique pût un jour s'inverser.

Les produits Beyond Meat étaient très appréciés, en particulier des jeunes. Et grâce à une stratégie de commercialisation intelligemment conçue, les mentalités semblaient en pleine évolution. La société paraissait prête à renoncer au régime carné, à l'élevage intensif

— sa maltraitance animale et ses émissions de CO₂ — pour se tourner vers des solutions de remplacement végétales. Les ersatz de viande ne se cantonnaient pas aux restaurants végétariens et aux rayons végans des supermarchés. On les retrouvait aussi dans les burgers des soirées barbecues,

McDonald's a mis fin à la coopération, car les burgers végétaux ne se vendaient pas.

sur les pizzas en remplacement du salami et dans les hot-dogs aux buvettes des stades. Beyond Meat travaillait même à l'élaboration de produits végétaux pour remplacer les nuggets de poulet et la viande hachée des tacos ou des quesadillas.

Ces substituts offraient aux consommateurs la promesse d'un choix plus sain et plus respectueux du climat, tout en imitant le goût de la viande. Le concept

semblait trop beau pour être vrai, et il l'est en effet : l'action Beyond Meat, qui culminait à 234,90 dollars [en juillet 2019], est passée sous la barre des 12 dollars [le 9 novembre]. Aujourd'hui, l'entreprise ne vaut plus que 752 millions de dollars [846 millions de dollars le 23 novembre]. La licorne a perdu sa corne.

Cette dégringolade est aussi due aux très mauvais résultats annoncés par la société, encore plus alarmants que les prédictions des spécialistes : au trimestre dernier, le chiffre d'affaires de Beyond Meat s'est effondré de 22,5 %, pour s'établir à 82,5 millions de dollars, quand les analystes tablaient sur 98 millions. L'entreprise a tenté de relancer la demande en cassant ses prix, mais cela n'a pas empêché les ventes de chuter de 13 %. Ethan Brown, le PDG, a qualifié ces chiffres de "décevants", un euphémisme quand on sait que l'entreprise accuse une perte de 101,7 millions de dollars.

Produits de niche. Certains diront que Beyond Meat n'a pas supporté son ascension fulgurante et mettront en cause les difficultés internes de l'entreprise, notamment l'arrestation de son directeur des opérations, Doug Ramsey [remercié depuis], pour avoir mordu quelqu'un au nez lors d'une altercation dans un parking. Ajoutez à cela plusieurs décisions un peu trop optimistes, notamment la conclusion de partenariats avec McDonald's, qui devait intégrer les produits Beyond Meat dans ses menus, et avec Pepsi, pour développer des en-cas et des boissons à base de protéines végétales. McDonald's a mis fin à la coopération, car les burgers végétaux ne se vendaient pas — et c'est là le premier problème auquel est confronté Beyond Meat.

Les ersatz de viande sont des produits de niche, qui ne s'adressent pas particulièrement aux végétariens ni aux végans — ces derniers ont développé d'autres produits plus innovants et goûtés —, mais plutôt aux consommateurs qui recherchent des alternatives au régime carné sans toutefois vouloir renoncer à leurs habitudes (les garnitures riches en protéines sur les nachos, une saucisse à glisser

dans un petit pain à la buvette du stade, des burgers pour les soirées barbecues). Quand Beyond Meat a débarqué sur le marché, ils ont absolument voulu goûter ses produits. "Moi le premier", se souvient Jim Chanos [qui dirige un fonds d'investissement américain], l'un des vendeurs à découvert les plus connus sur les actions Beyond Meat — il mise sur la baisse des titres pour gagner de l'argent. "La curiosité a fait exploser la demande", dit-il.

L'entreprise devrait licencier 200 employés, soit 20 % de sa main-d'œuvre.

Mais la curiosité des consommateurs ne suffit pas à assurer un succès durable, et Beyond Meat, tout comme ses concurrents, a conservé une clientèle de niche. Le marché ne s'est pas développé car, en croire diverses études, de nombreux acheteurs ont préféré se tourner vers d'autres produits après leur premier essai — soit vers d'autres aliments végans, soit de nouveau vers la viande. Aux États-Unis, les ventes des substituts de viande d'origine végétale ont baissé de plus de 10 % au cours des douze derniers mois, après un an de stagnation. La consommation de viande, elle, n'a pas évolué, d'après une étude publiée dans *Nature*.

La deuxième difficulté de Beyond Meat relève de ce que les Américains appellent l'"effet margarine". Dans les années 1970, beaucoup de gens vantaient les mérites de cette alternative au beurre, prétendument plus saine... jusqu'à ce que l'on se rende compte qu'elle ne l'était pas. Les ersatz de viande suivent aujourd'hui un parcours similaire. "Ce ne sont pas les burgers végétaux à base de haricots et de plantes que cuisinaient vos mères", résume l'ONG de contrôle de l'alimentation Food and Water Watch. Mais plutôt des produits industriels transformés — qui, au sommet de leur gloire, coûtaient plus de 60 % plus cher que les originaux à base de viande.

Ce qui nous amène au troisième problème : les enjeux financiers sonnent bien souvent

le glas des bonnes résolutions, même chez ceux qui veulent prendre soin de leur santé et agir contre le changement climatique et la maltraitance animale. Or les produits alimentaires sont particulièrement frappés par l'inflation. Aux États-Unis, les prix du secteur ont augmenté de 13 %. "Nous ressentons une certaine pression, car les consommateurs sont à la recherche de produits protéinés bon marché, y compris d'origine animale", explique Ethan Brown, le PDG de Beyond Meat.

[En octobre], l'entreprise a annoncé son intention de licencier 200 employés, soit 20 % de sa main-d'œuvre. "Nous devons ajuster la taille de nos équipes pour surmonter la crise économique qui frappe le monde entier", s'est justifié Ethan Brown. Comprenez aussi : fini les expérimentations, l'entreprise va se recentrer sur les produits les plus rentables — et limiter ses partenariats avec les chaînes de restauration rapide.

Cela ne résoudra pas le véritable problème du secteur. Il existe de merveilleuses sources de protéines végétales, comme les pois, les haricots et les lentilles. L'engouement suscité par les ersatz de viande n'était peut-être pas justifié, et les produits développés sans doute pas aussi appréciés que ne le laissait supposer leur succès initial. Le soufflé semble bel et bien être retombé.

—Jürgen Schmieder
Publié le 10 novembre

SOURCE



SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Munich, Allemagne
Quotidien, 317 200 ex.
sueddeutsche.de

Créé en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens suprarégionaux de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'État de droit. Il emploie ou a employé les meilleures plumes du pays. Sa page 3, qui publie grands reportages et articles de fond, est une institution. Le quotidien se distingue aussi par l'importance qu'il accorde à la culture.

✍ Dessin d'Arcadio
paru dans *Prensa Libre*,
San José (Costa Rica).

CITEO
présente :

LA BOUCLE DU RECYCLAGE DES PAPIERS

20 kg : c'est le poids moyen des papiers triés par habitant et par an. Cahiers, papiers brouillon, catalogues, enveloppes, magazines... tous les papiers se recyclent. Pour leur donner une nouvelle vie, il suffit de bien les trier. Découvrez les grandes étapes de la boucle de recyclage des papiers.

1. LE TRI

À la maison, au bureau, en vacances, nous déposons tous nos papiers dans le bac ou le point de collecte le plus proche. Pas besoin de les froisser, de les déchirer, ni d'enlever les agrafes ou les spirales.



2. LA COLLECTE

Les papiers et les emballages recyclables sont collectés par les ripeurs et transportés jusqu'au centre de tri le plus proche.



Près de 3 millions de tonnes de papiers graphiques sont commercialisées en France, fabriquées à partir de pâte à papier vierge ou de papiers recyclés.



Si vous triez vos papiers dans un bac séparé et dédié, ils seront directement acheminés vers l'usine papetière et ne transiteront pas par le centre de tri.

5. L'IMPRIMERIE

Le papier recyclé est utilisé notamment pour fabriquer de nouveaux supports : journaux, livres, cahiers...



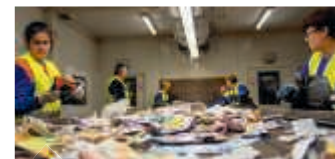
4. L'USINE PAPETIÈRE

En les mélangeant à de l'eau, les papiers deviennent de la pâte à papier. Nettoyée, étalée puis séchée, cette pâte est transformée en feuille géante de papier recyclé et enroulée en bobine.



3. LE CENTRE DE TRI

Les papiers sont séparés des emballages recyclables manuellement et à l'aide de machines qui détectent les différents matériaux.



Les papiers sont ensuite compactés en balles pour être transportés plus facilement.



La pâte à papier peut aussi servir à fabriquer de l'essuie-tout, des boîtes d'œufs ou de l'isolant pour les habitations.

Le rendez-vous des Echos dédié à l'économie des start-up.

Chaque jour sur lesechos.fr, suivez l'actualité :

Innovations • Levées de fonds • Portraits exclusifs

• Tendances et évolution du monde des start-up



Pour ne rien manquer de cette actualité,
inscrivez-vous aussi à la newsletter quotidienne Start-up.

newsletters.lesechos.fr



Les Echos
Prenez un temps d'avance

Carnet

Spécial cadeaux

UN NOËL PLUS DURABLE

À CETTE PÉRIODE DE L'ANNÉE OÙ 650 KILOS DE CO₂ SUPPLÉMENTAIRES SONT GÉNÉRÉS PAR PERSONNE, CHOISIR DES CADEAUX ET DES DÉCORATIONS DE NOËL PLUS RESPONSABLES N'EST PLUS UNE OPTION. TUNNEL POUR HÉRISSEON, PAPIER ENSEMENCÉ OU ENCORE SAPIN EN POT, LE CHOIX NE MANQUE PAS.

EN ESPAGNE, LES HABITANTS DE SAINT-SÉBASTIEN PÉDALENT POUR ILLUMINER LES DÉCORATIONS DE NOËL

Cette année, la ville de Saint-Sébastien a été nommée capitale européenne de Noël. Afin de promouvoir une énergie plus propre, la mairie propose aux habitants de pédaler pour illuminer les décorations de Noël.

Sur le parvis de la mairie de Saint-Sébastien, quinze vélos sont à disposition pour fournir de l'électricité et illuminer une partie des décorations de Noël. Les habitants qui décident d'enfourcher l'un de ces vélos allument un sapin de neuf mètres de haut et des décorations de Noël d'un simple coup de pédale. Cette activité vise à promouvoir l'utilisation d'énergie propre et a également un but social, puisque les économies d'énergie réalisées auront un équivalent en euros, et ce montant sera employé pour le programme de prise en charge d'enfants vivant dans la rue à Mexico par l'association Caritas Gipuzcoa et pour la campagne de l'Unicef en faveur de la survie et le développement de l'enfant.

Objectif 50 000 kilomètres

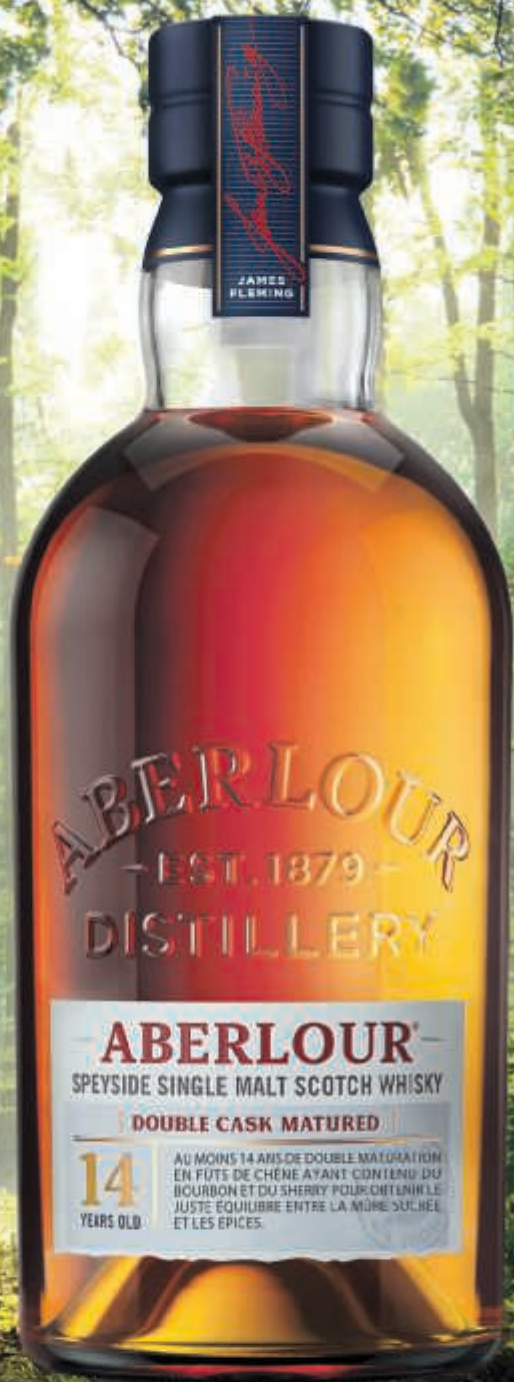
Dix de ces vélos sont équipés d'alternateurs qui fournissent du courant électrique à une série de batteries où l'énergie est stockée et utilisée pour les ampoules LED à faible consommation qui illuminent le sapin. Les cinq autres vélos sont équipés de dynamos qui génèrent l'électricité nécessaire pour allumer simultanément le reste des éléments décoratifs. Les responsables de la mairie attendent des citoyens qu'ils produisent au moins 12 000 euros, 50 000 kilomètres et 277 kilowatts d'ici au 7 janvier prochain, date de fin des illuminations de Noël.



© ANDREW STOBART/UNSPASH.JPG

Choisir un sapin de Noël durablement

- ❶ Si vous pouvez stocker votre sapin et le réutiliser pendant au moins une dizaine d'années, choisissez-le en plastique. Attention à vérifier où et comment il est produit.
- ❷ Si ce n'est pas le cas, achetez un sapin cultivé localement avec la certification "plante bleue" et ne le faites pas emballer dans un filet en plastique.
- ❸ Renseignez-vous auprès de votre mairie sur les possibilités de recyclage. Si vous pouvez le faire vous-même, coupez le bois et utilisez-le comme paillis, ou construisez des nids pour les abeilles.
- ❹ Achetez un sapin cultivé en pot que vous pourrez conserver plusieurs années.
- ❺ Si vous n'êtes pas trop attaché à l'aspect traditionnel du sapin, pensez à des alternatives en bois que vous pouvez acheter ou fabriquer vous-même.



SANS ÉTUI, ON AGIT

**En supprimant progressivement
les étuis non recyclables d'Aberlour,**

nous économiserons plus
de 1,4 million de litres d'eau
par an, faisant un pas de plus
dans l'engagement d'Aberlour
en faveur de la nature.

Cette démarche s'inscrit dans
la continuité des actions menées
avec Aberlour pour contribuer
à la préservation des eaux
du Speyside et de leur biodiversité.

Car c'est à ces eaux, qui entrent
dans l'élaboration de nos whiskies,
et à ce terroir écossais que nous
devons le caractère généreux
des single malts Aberlour.

**Pour en savoir plus
sur nos engagements**



ABERLOUR®
- EST.  1879 -
DISTILLERY

**ABERLOUR, DE NATURE GÉNÉREUSE
DEPUIS 1879**

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

SEPT IDÉES CADEAUX POUR UN NOËL PLUS RESPONSABLE

Des tunnels pour hérisson au vin qui finance la conservation des océans, ces cadeaux durables ont tous un impact positif sur l'environnement.

Autre option : acheter un produit local ou fabriquer soi-même un objet avec des matériaux recyclés.

DES BASKETS FABRIQUÉS À PARTIR DE DÉCHETS DE CAFÉ

En se décomposant dans les décharges, le marc de café produit du méthane, un gaz à effet de serre 25 fois plus puissant que le CO₂. Rens transforme le marc de café et les vieilles bouteilles en plastique en baskets légères et imperméables.

📞 87 € ; rensooriginal.eu



DU VIN QUI FINANCE LA CONSERVATION DES OCÉANS

Chaque bouteille de rosé de Provence primée et respectueuse de l'environnement de Sea Change aide à financer des projets de conservation des océans et est expédiée dans un emballage à faible taux de déchets.

📞 19,50 € ; seachangewine.com



UNE TASSE À CAFÉ FABRIQUÉE À PARTIR DE RIZ

La marque Huski Home propose des gobelets de voyage fabriqués à partir de balle de riz recyclée. Avec un couvercle rabattable étanche et une base antidérapante, ils gardent le café au chaud pendant 90 minutes.

📞 12,50 € ; huskihome.com



UN PUZZLE QUI FINANCE LE REBOISEMENT

Tous les puzzles de Cloudberries sont fabriqués à partir de papier et de carton recyclés et sont imprimés avec des encres végétales, ce qui en fait des cadeaux durables. De plus, il s'agit de la seule entreprise de puzzles à planter un arbre pour chaque produit vendu.

📞 19,50 € ; cloudberries.co.uk



UN TUNNEL POUR HÉRISSON

La création de tunnels est l'un des moyens les plus simples pour aider les hérissons à survivre. Ce tunnel est fabriqué à partir de plastique recyclé et transforme une clôture de jardin en une autoroute pour hérissons.

📞 15 € ; ethiquesuperstore.com



UN KIT À BULLES QUI AIDE LES RÉFUGIÉS

Dr Zigs est une entreprise spécialisée dans les kits à bulles écologiques à faible teneur en plastique et sans huile de palme. La marque travaille avec des camps de réfugiés et des orphelinats du monde entier dans le cadre de son projet Bubbles not Bombs.

📞 19,50 € ; drzigs.com



DEUX VERRES À PORTO RECYCLÉS

Ces deux verres à pied soufflés à la bouche avec du verre 100 % recyclé sont idéals pour le Porto Cruz, le vin ou l'eau. Ils contiennent un volume de 175 ml.

📞 18 € ; closetandbotts.com



Par quoi remplacer le papier cadeau jetable

- 📌 Du papier ensemencé à planter dans le jardin
- 📌 Un carré de tissu
- 📌 Une boîte en carton
- 📌 Un film alimentaire réutilisable Bee Wrap
- 📌 Un bocal en verre
- 📌 Un vieux journal

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



Nous **semons des graines de soja** naturellement riches en protéines végétales pour vous proposer **des produits aussi gourmands que sains au quotidien.**

Depuis **20 ans**

**NOUS POUVONS COMPTER SUR L'EXPERTISE
DES PRODUCTEURS DE NOTRE FILIÈRE
BIOLOGIQUE 100 % FRANÇAISE.**



Produits à retrouver exclusivement en magasins BIO
Retrouvez nos engagements sur www.sojade.eu



360



MAGAZINE

- Scènes de la vie tchécoslovaque • Plein écran... 58
 La sauce de poisson a tout bon • Gastronomie... 60
 Mexique, récit de la révolution • Histoire... 62

À la recherche de la "petite Corée" du Mexique



Mon voyage me conduit à l'extrême périphérie de Monterrey, à Pesquería, une municipalité censée abriter une importante communauté coréenne. Je me sens un peu en vacances, car j'ai hâte de découvrir un peuple dont la bande-son doit être un remix K-pop des Cadetes de Linares [un célèbre duo musical du Nord mexicain des années 1970-1980]. Par ailleurs, un reportage sur le site de *BBC Mundo* de décembre 2021 ("Pescorea" : l'arrivée massive de Coréens qui a transformé une ville du nord du Mexique) semble confirmer l'existence de ce miracle, si bien que je meurs d'envie de le voir de mes propres yeux.

Mais l'importance de Pesquería va bien au-delà. Monterrey [la deuxième zone métropolitaine du Mexique] a grandi dans tous les sens, sans contrôle. En 1996, quand la ville a fêté les quatre siècles depuis sa fondation, des universitaires ont cherché à prédire jusqu'où irait la croissance de la "Sultane du Nord" [le surnom de la ville]. Ils estimaient qu'elle finirait par couvrir 70 000 hectares, ce qui était très en dessous de la réalité : en 2021, cette tache urbaine atteignait 177 000 hectares.

Cette expansion violente s'est accompagnée d'une forte augmentation de la population. Des communes de la périphérie comme El Carmen, García et Pesquería ont commencé à se remplir d'habitants. Cette dernière est celle qui a connu la plus forte croissance démographique de tout le pays au cours des dix dernières années : elle est passée de 20843 à 147624 habitants, selon le recensement de 2020. Il n'est jamais facile de grandir, c'est souvent douloureux ; une telle explosion démographique laisse nécessairement des traces.

Quand on arrive à Pesquería, on voit apparaître deux écriteaux, en espagnol et en coréen, au bord de la route : celui d'un restaurant et celui d'un étal d'ail noir. Je suis enthousiaste à l'idée qu'il puisse y en avoir encore d'autres.

J'arrive dans le centre. On se croirait dans l'une des nombreuses petites villes du nord-est du Mexique : un plan en damier, des habitations sur un seul niveau, avec pour toutes ouvertures une ou deux fenêtres et la porte. Ce qui m'impressionne le plus, peut-être, avec ces villes du nord du Mexique, c'est qu'il n'y a pratiquement pas d'arbres, malgré un soleil de plomb. La chanson *Noreste caliente* parle de 45 °C et de bière qui coule à flots – Pesquería ne fait pas exception.

Autour du square central de la ville, il n'y a strictement rien. Non seulement il n'y a pas de Coréens, mais d'une façon générale l'ambiance correspond plus à celle d'un village fantôme. Sur la place, l'église principale, l'hôtel de ville et quelques commerces modestes, glaciers et pharmacies. Très peu de gens marchent dans ces rues, et je voudrais croire que c'est parce qu'aujourd'hui le soleil est insupportable, et non parce que ce que je cherche est introuvable.

Où est "Pescorea" [un autre surnom de la ville, mêlant son nom original et Corea, "Corée" en espagnol] ? Où vivent ces dizaines de milliers de Coréens qui sont venus transformer cette localité ? Le meilleur endroit pour chercher la diaspora coréenne est celui qui l'a attirée ici : l'usine Kia Motors.

En 2014, [le gouverneur de l'État] Rodrigo Medina a annoncé qu'il était en pourparlers avec Toyota et Kia pour qu'ils investissent dans le Nuevo León [l'État mexicain dont Monterrey est la capitale]. Sous son gouvernement, la corruption et l'insécurité avaient libre → 56

SOURCE



GATOPARDO

Mexico, Mexique
 Mensuel, 60 000 ex.
 gatopardo.com
 Fondé en 2000, "Guépard" est diffusé dans toute l'Amérique latine. Spécialisé

dans la publication de reportages et de chroniques au long cours, le mensuel qui "aime raconter des histoires" a reçu de nombreux prix, dont celui de la meilleure revue généraliste latino-américaine en 2014.

→ Dessins de Manuel Vargas parus dans Gatopardo, Mexico.



En 2015, le constructeur automobile sud-coréen Kia a ouvert une usine à Pesquería, dans la banlieue de Monterrey. Des travailleurs coréens ont afflué. Comment ont-ils transformé la ville? Un journaliste mexicain s'est rendu sur place. —Gatopardo [extraits] Mexico

54 ← cours. Quitter son poste en favorisant le développement économique pouvait être une bonne idée pour que son parti, le PRI [Parti révolutionnaire institutionnel], conserve l'État.

Finalement, seul le constructeur Kia est resté en lice, mais son arrivée a été marquée par des irrégularités. Le gouvernement de l'État lui a proposé des incitations, lui offrant notamment un terrain de 700 hectares, ainsi qu'un financement des travaux de terrassement et une remise d'impôts locaux pendant vingt ans. Par-dessus le marché, ce gouvernement a exercé des pressions sur la municipalité pour qu'elle fasse la même chose pour la taxe foncière et les permis de construire. Le bouquet d'incitations dépassait 28 % de l'investissement total. Résultat, d'autres constructeurs qui avaient des projets d'investissement ont demandé à bénéficier d'avantages du même ordre.

Quant au conseil municipal, il a menacé de faire un procès au maire PRI José Gloria pour avoir accordé une remise d'impôts à Kia. "Nous ne sommes pas d'accord, parce qu'il y a beaucoup de carences au niveau de la municipalité : pas de rondes de police, pas d'ambulances, l'éclairage public est insuffisant", s'est indignée la conseillère municipale Hortensia Dimas Aguilar.

À l'époque, Pesquería comptait déjà environ 80 000 habitants et, outre les insuffisances dénoncées, il y avait des difficultés à gérer des services publics aussi élémentaires que le ramassage des ordures.

Malgré l'accélération des travaux, l'usine n'a pas ouvert ses portes avant le 25 juillet 2015. Mais en dépit de ses origines chaotiques et opaques, elle a ouvert une ère nouvelle pour la municipalité.

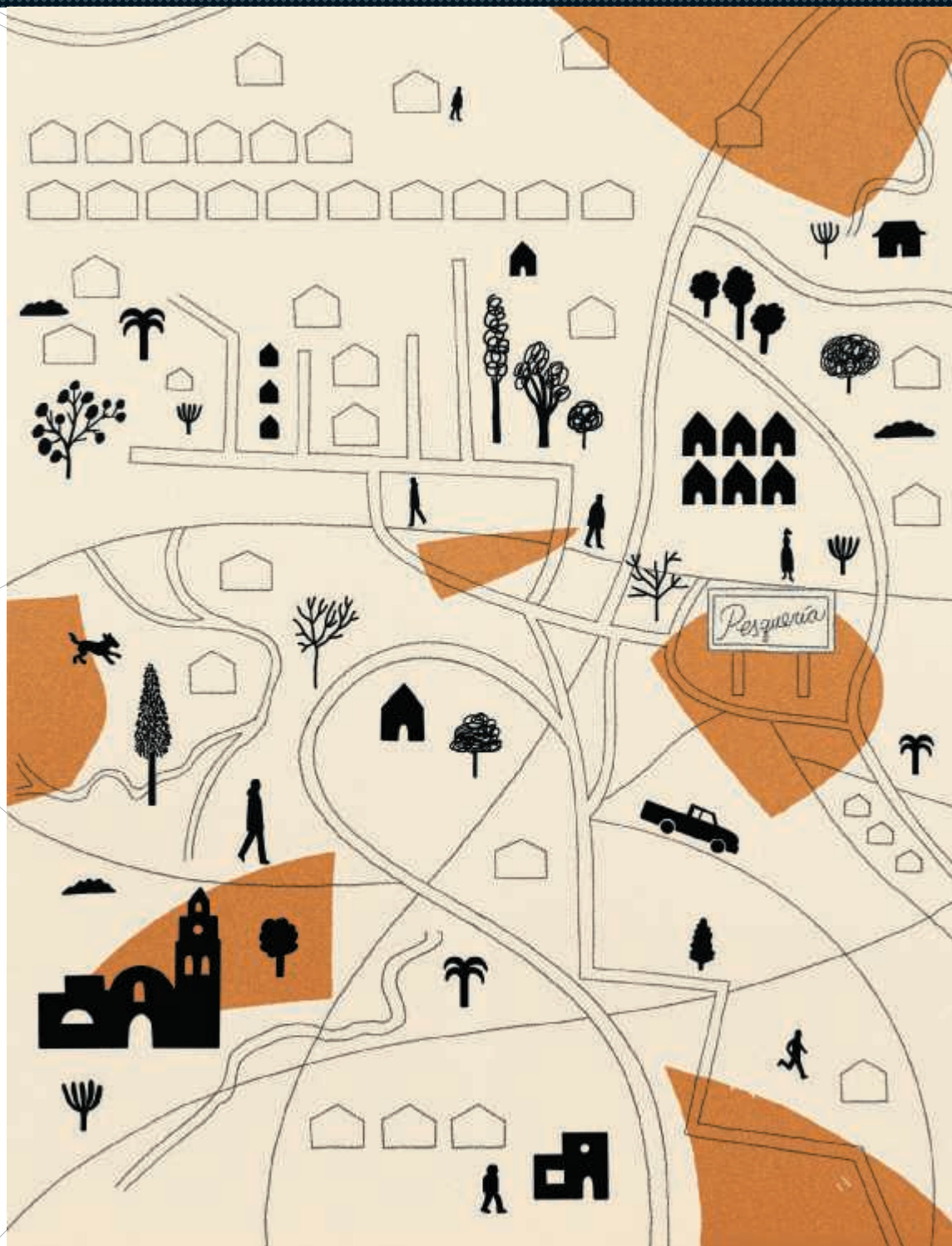
Le Ciesa Asia Pacific Park, nom du complexe industriel où se trouve l'entreprise, est situé à l'extrême est de Pesquería. Pour y arriver, il faut prendre une route au milieu de nulle part. Des plants de sorgho, une céréale dont la culture était la plus importante source de revenus jusqu'à l'arrivée de l'entreprise coréenne, apparaissent le long de la route. Il souffle un vent violent. Les chênes et les cassiers résistent vaillamment.

Ce complexe a été créé pour que tous les fournisseurs dont l'entreprise a besoin soient installés à l'endroit même où les voitures sont fabriquées. Face à cette zone industrielle, on trouve [l'une des usines de] Ternium, la plus grande entreprise sidérurgique d'Amérique latine, l'un des fournisseurs de Kia Motors. Selon Víctor Alemán, l'attaché de presse du constructeur, qui m'accompagne dans la visite de l'usine, l'entreprise coréenne génère à elle seule 2 400 emplois directs. Un chiffre multiplié par trois si l'on inclut toutes les entreprises de l'Asia Pacific Park.

Pour entrer dans l'usine, on franchit des contrôles de sécurité dignes d'un aéroport : il faut remplir un questionnaire détaillé, passer sous un portique, et même masquer les objectifs photographiques de son téléphone avec de l'adhésif afin d'éviter toute forme d'espionnage industriel.

Alemán m'emmène à l'intérieur de l'installation. Il y a là une maquette du complexe, quelques écrans éteints et un employé coréen – le premier de ma visite –, bien habillé et parlant au téléphone à voix basse, ce qui contraste avec les vociférations et le débit heurté des habitants de Monterrey.

Alemán explique que 67 % des salariés de l'usine sont de Pesquería, ce qui n'a pas toujours été le cas. Dans un premier temps, de nombreux Coréens sont venus aider à construire l'usine et à la mettre en service, puis la plupart d'entre eux sont rentrés en Corée du Sud. Beaucoup de postes ont alors commencé à être occupés par des Mexicains qui avaient bénéficié d'une formation.



Je ne résiste pas à la tentation d'interroger Alemán sur la polémique autour de Kia et du gouverneur Medina, mais j'ai droit à une réponse en béton armé : "La philosophie du groupe est toujours de respecter la législation ou les exigences de chaque pays."

Daniel Lee – son vrai nom est Jae Hoon Lee, mais il a changé de prénom pour faciliter la communication avec les Mexicains – est président de l'Association coréenne du Mexique et occupe le poste honorifique (non rémunéré) de directeur des relations internationales entre Pesquería et la Corée du Sud. D'après Lee, en 2015, avant la construction de l'usine, le territoire mexicain ne comptait que 150 familles coréennes. Puis ce nombre est passé à 3 000 ou 4 000. Si bien qu'en 2017 il a commencé à y avoir des vols réguliers entre Monterrey et Séoul.

Actuellement, la population coréenne fluctue. Entre 2 500 et 3 500 Coréens sont répartis entre Pesquería, Apodaca, Monterrey et San Pedro Garza García. Au cours des sept

dernières années, on a vu apparaître des restaurants et des pensions de famille destinés aux Coréens et gérés par des compatriotes. Daniel Lee ne nie pas qu'il soit intéressant de connaître la cuisine mexicaine, mais dans le fond, et pour des séjours de presque un an, ce que recherchaient les Coréens était quelque chose de plus proche de leur vie normale. Si bien qu'ils résidaient plus volontiers dans les pensions coréennes que dans les hôtels locaux.

Comment Daniel Lee en est-il venu à être aussi bien informé sur les affaires coréennes au Nuevo León ? Son parcours l'y avait préparé. Il a passé son enfance à Buenos Aires, où il a été rebaptisé Daniel. Une fois adulte, il a travaillé pour le gouvernement de la Corée du Sud et dans des entreprises de ce pays. Grâce à sa maîtrise de la langue et à sa connaissance de la région, il a pu se spécialiser dans les relations avec l'Amérique latine. Aujourd'hui, il gagne sa vie en proposant des informations à des investisseurs souhaitant faire des affaires au Mexique.

Pendant l'interview, il raconte qu'en Corée du Sud les enfants circulent seuls dans la ville dès leur plus jeune âge, ils vont à l'école à pied ou en transports en commun, mais qu'à Monterrey ce n'est pas possible, qu'il faut forcément une voiture. Cela a même été un problème pour de nombreuses mères coréennes, car elles ne savaient pas conduire, ou si elles savaient le faire, elles ne pouvaient pas décrocher facilement le permis de conduire mexicain faute de parler la langue. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que les Coréens venus fabriquer des voitures à Monterrey se retrouvent à subir les inconvénients d'une ville conçue pour ces véhicules.

Même si les couvertures des magazines et les reportages tournent autour des Coréens, le présent et l'avenir de cette ville ne passent pas que par eux. Il y a une multitude méconnue, des dizaines de milliers de gens qui subissent quotidiennement les ravages de cette explosion démographique sans planification urbaine, et on en a eu le premier témoignage peu après l'ouverture de l'usine sud-coréenne.

Pour bien comprendre la situation, il faut revenir à la période 2012-2015. On dénombrait alors 13549 électeurs sur les listes électorales. En 2021, on était passé à 70795 électeurs. Résultat, la ville ressemble à un archipel de quartiers flottants, séparés par des terres incultes, des arbustes, ou encore des terrains occupés par des entrepôts. Le centre de Pesquería abrite à peine 16000 habitants. Le reste est constitué d'énormes quartiers résultant de la répétition de petits immeubles à vocation sociale, qui avec le temps ont rompu leur monotonie grâce à la créativité de leurs propriétaires.

Contrairement à la vieille ville de Pesquería, les rues y dessinent des chemins courbes, certaines avec des terre-pleins centraux : un paysage identique à celui de n'importe quelle banlieue [mexicaine]. Colinas del Aeropuerto, à l'extrême ouest, héberge près de 38000 habitants. Au sud, Lomas de San Martín et Valle de Santa María en comptent respectivement 31000 et 39000. Ce à quoi viennent s'ajouter de petites communes, intégrées à Pesquería depuis plusieurs décennies, en particulier Dulces Nombres et Francisco Villa.

Daniel Celaya est un jeune qui vit à Colinas del Aeropuerto. Il s'y est installé pour son travail. Je le connais parce qu'il est chargé des relations entre la commune de Pesquería et l'école technique Roberto Rocca, financée par Ternium. Cela m'amuse de l'entendre évoquer la présence de superettes comme Oxxo avant de penser à mentionner écoles et pharmacies. *"Il y a des étudiants qui n'ont pas le tout-à-l'égoût chez eux, surtout dans les ejidos [terres attribuées aux paysans dans le cadre de la réforme agraire]"*, explique-t-il. *"Ceux-là vont venir s'installer en ville. Mais nous qui vivons dans les nouveaux lotissements, nous n'avons vraiment rien à faire à Pesquería. Moi, par exemple, tout ce dont j'ai besoin se trouve en dehors de la commune"*, poursuit-il.

Il souligne également que cette distribution par pôles, celui du centre de Pesquería et celui des nouveaux lotissements, fait que l'intégration n'est pas très facile. *"Certains regrettent la Pesquería d'avant"*, note-t-il. Et il raconte qu'il a des amis qui ont vécu dans la commune pendant plusieurs générations et qui se plaignent qu'autrefois on pouvait sortir dans le centre, le soir, prendre le frais dans une chaise à bascule, et que ce n'est plus le cas aujourd'hui. *"Cette croissance n'a pas apporté que de bons éléments, fait-il valoir. Certains donnent une mauvaise image des nouveaux venus, les gens se méfient."*

On sent filtrer comme une culpabilité dans ses propos, liée au fait d'être différent dans le Nuevo León. Selon la dernière enquête "Cómo Vamos, Nuevo León"

[*"Comment ça va, le Nuevo León ?"*], menée par l'Observatoire citoyen [une organisation de la société civile], 85% des personnes interrogées pensent qu'il y a de la discrimination liée au moins à un motif : la deuxième cause la plus fréquente de discrimination est le fait d'être migrant.

Je demande à Celaya qu'il précise sa pensée sur les *"mauvais éléments"*, et il m'explique que beaucoup d'immeubles sont occupés par des squatteurs, qui parfois mènent des activités illicites, braquages ou enlèvements. *"Regardez les actualités de Pesquería, commente-t-il. Dans les deux dernières semaines, il y a eu deux assassinats."* Et en effet, la presse locale rapporte le récent assassinat en pleine rue de deux personnes (à des moments différents), dans les quartiers les plus peuplés, et l'arrestation d'un policier municipal impliqué dans un triple homicide. Selon des chiffres de l'Observatoire de la sécurité de la justice du Consejo Nuevo León [présidé par le gouverneur], Pesquería a enregistré en 2021 une moyenne de 23,28 homicides volontaires pour 100 000 habitants.

Entre 2012 et 2014, les taux d'homicide à Pesquería ont été trois fois plus élevés qu'à l'échelle nationale (49,7 % contre 15,53 %), et entre 2018 et aujourd'hui, ils ont été légèrement supérieurs (24 % contre 23 %). Curieusement, l'insécurité à Pesquería s'est *"calmée"* pendant la période des négociations avec Kia et de l'ouverture de l'usine.

Daniel Celaya me propose de visiter l'école technique Roberto Rocca. Ce n'est pas une école comme les autres : un vigile filtre les entrées de cette oasis qui ressemble à une petite université privée, au milieu de nulle part. Sa structure en demi-cercle ouvre sur le complexe de quatre bâtiments : piliers, baies vitrées, murs en béton poli. On se croirait dans les bureaux d'une grande entreprise. Après nous avoir faits parcourir les installations et les laboratoires de mécatronique et de robotique (les spécialités techniques de l'école depuis 2016), Celaya me présente le directeur de l'établissement, Efrén Castillo.

Ce dernier affirme que les problèmes des jeunes de Pesquería sont liés à la violence familiale, aux familles dysfonctionnelles et aux grossesses précoces. *"Notre tâche la plus importante a été de travailler avec les pères, nous faisons une réunion mensuelle, ou tous les mois et demi, pour discuter avec eux et les soutenir"*, explique-t-il en évoquant les jeunes qui sont pères de famille : ils ont environ 30 ans. L'école a formé trois générations de diplômés, soit 364 étudiants. Castillo espère qu'il y en aura bien davantage.

Bien que l'établissement soit privé, les élèves règlent 5 % seulement des frais de scolarité. *"J'ai toujours dit que cette école était plus publique que n'importe quelle école publique"*, note Efrén Castillo. Le coût moyen par semestre est de 3500 pesos [175 euros environ], moitié moins que la première année à l'Université autonome du Nuevo León, et en outre les élèves bénéficient de la cantine et reçoivent des uniformes. Je comprends que Ternium, principale source de financement, y trouve doublement son compte : d'une part, il s'assure la reconnaissance de la collectivité – en ce qui concerne Kia, les initiatives en matière de responsabilité sociale se sont limitées à la mise en œuvre d'une bibliothèque itinérante et de programmes de reboisement –, d'autre part il permet de former les jeunes qui vont entrer aussi bien dans les aciéries que dans les autres entreprises de la région, ce qui contribuera à accroître la production locale.

L'école Roberto Rocca fait la fierté des habitants de Pesquería. Au laboratoire de robotique, je rencontre

un groupe d'étudiants qui participent à une séance de travaux dirigés. Assis à des tables dans une salle bien éclairée, 20 jeunes ayant entre 17 et 18 ans construisent de petits robots et discutent de programmation. Je profite d'un moment de silence pour leur expliquer que j'écris un article sur Pesquería. Ils sont contents qu'il y ait des débouchés ici, me disent-ils, mais qu'est-ce que cela veut dire quand on a 16 ans ?

Je me suis rendu compte que la plupart de mes camarades n'ont pas fait d'études et sont déjà entrés dans la vie active, et on va dire qu'ils ont déjà fondé un foyer", raconte Karen. Les autres jeunes veulent avoir des enfants, mais par pour l'instant. *"En ce moment, ce ne serait pas le plus indiqué pour moi"*, dit Jacqueline. *"Mon principal objectif est de terminer mon cursus, de continuer à étudier, de travailler et de pouvoir subvenir à mes besoins et à ceux de mes parents."*

"Moi, j'aimerais vivre ici, mais surtout pour travailler dans l'industrie, ajoute Raúl. J'aimerais beaucoup faire carrière dans une entreprise, et c'est vrai aussi que je me suis pas mal attaché à la ville." Tadeo veut étudier à l'université, mais en utilisant les transports en commun depuis Pesquería il mettrait deux heures et demie, donc il songe à s'en aller pendant un certain temps. Quant à Alexandra, une autre étudiante, elle aimerait vraiment avoir une maison ici, car il y a beaucoup de verdure et elle n'aimerait pas habiter dans une petite maison sans jardin.

Ces ambitions sont celles de toutes les Pesquería : celle qui veut être un pôle industriel, celle qui est vouée au travail saisonnier, celle qui regrette le temps des payans et des rocking-chairs.

Je me dirige vers le Cho Won Korean Restaurant. On y sert, m'a-t-on dit, une cuisine inégalable. Je pousse la porte vers 15 heures [les Mexicains déjeunent à partir de 14 heures], je remarque que l'établissement est vide. Une femme asiatique s'approche prestement de moi et me fait comprendre, par signes, que le restant de la nourriture est pour le personnel. Je n'ai pas d'autre solution que de rentrer à Monterrey.

Pesquería, la commune mexicaine à la plus forte croissance, est-elle un bon indicateur de l'avenir du pays ? La physiologie de la ville est très liée à l'évolution du capitalisme. Des travailleurs qui migrent par milliers depuis les États de Veracruz, Guerrero et Oaxaca pour obtenir un meilleur emploi et doivent coexister avec des habitants qui n'ont pas très envie de se mélanger. Des quartiers entiers qui se peuplent et dont les habitations voient se multiplier les chambres et les cloisons. Des jeunes qui, comme ceux de l'école Roberto Rocca, rêvent d'un avenir meilleur et aspirent à devenir ingénieurs ou techniciens en robotique au sein d'une entreprise. Une banlieue qui en même temps doit faire face à une qualité de l'air dégradée, l'une des pires du pays, et où d'année en année la saison sèche devient plus longue et plus aride. Une chose est sûre, une ville qui ne grandit que pour fournir des emplois aura du mal à affronter un avenir de sécheresse liée au changement climatique.

Quand on arrive dans l'énorme ville de Monterrey, on recommence à distinguer les monts à l'horizon. Une énorme colonne de fumée monte dans le ciel déjà ocre. Je cherche une explication en écoutant la radio : un incendie embrase une fabrique de planches. On commence à s'habituer aux récits de catastrophes.

— Luis Mendoza Ovando
Publié le 9 août

plein écran.

↓ Une scène du premier épisode de la série tchèque *Chronique de l'orgasme*, consacré au plaisir féminin. © iVysilani



—Respekt Prague

Pourquoi donc les femmes ont-elles des orgasmes? Comment mettre au monde des enfants et continuer à travailler? Comment vivre librement sa sexualité? Intitulée *Chronique de l'orgasme* [et inédite en français], une émission de la télévision publique tchèque propose des réponses à toutes ces questions, et à d'autres encore. Huit épisodes d'environ un quart d'heure sont disponibles sur son site [depuis la fin octobre].

Les autrices de la série [la réalisatrice Katerina Korinkova Sobotkova et sa scénariste Adéla Klingohrova] abordent ces sujets dans la perspective historique de la Tchécoslovaquie socialiste [de 1945 à 1989, avant la chute du régime communiste et la partition de la Tchéquie et de la Slovaquie]. On aurait plutôt tendance à imaginer la société de l'époque comme une société pudibonde dans laquelle, en raison de l'idéologie, des réunions et assemblées à répétition, il n'y avait ni temps ni place pour le sexe.

Point culminant. Sauf que c'est tout le contraire : les communistes s'intéressaient, par exemple, énormément à l'orgasme féminin, et les chercheurs socialistes étaient souvent étonnamment progressistes en matière de sexualité.

En même temps, le titre, *Chronique de l'orgasme*, est intentionnellement trompeur. La série ne se limite pas, tant s'en faut, au seul point culminant de l'excitation. Chaque épisode traite un sujet différent :

Scènes de la vie tchécoslovaque

Une série documentaire de la télévision publique tchèque décortique la vie intime des Tchécoslovaques sous le communisme. Saluée par la critique, elle est riche en découvertes.

l'homosexualité, la prostitution, l'avortement, la contraception... La vie intime et la sexualité des habitants sont analysées au regard de la politique menée par l'État tchécoslovaque, de la société, du niveau d'avancement de la recherche de l'époque, de l'influence croissante des experts et de thèmes plus larges comme l'émancipation et le féminisme.

Bien que la série se situe presque exclusivement dans le passé et le contexte du socialisme d'État, elle n'en est pas moins d'actualité à bien des égards. Et ce dans une mesure que même les réalisatrices n'auraient pu prévoir. Par exemple, l'épisode "L'homosexualité peut-elle être soignée?", avec le sous-titre "La République socialiste tchécoslovaque, un paradis pour les LGBT+?", prend une

dimension tristement actuelle après le récent double meurtre homophobe en Slovaquie [le 12 octobre, deux hommes ont été tués par balles devant un bar gay de Bratislava, la capitale].

La série s'appuie principalement sur le livre de Katerina Liskova, *Sexual Liberation, Socialist Style : Communist Czechoslovakia and the Science of Desire, 1945-1989* ["La Libération sexuelle à la mode socialiste : la Tchécoslovaquie communiste et la science du désir, 1945-1989"], publié en 2018 et non traduit en français], dans lequel la sociologue [tchèque] a retracé ce que le sexe et la sexualité révèlent sur l'organisation de l'État et de la société durant la seconde moitié du xx^e siècle. Elle montre que la libération dans ce domaine précis a suivi un rythme

différent en Tchécoslovaquie et à l'Ouest, où elle est principalement associée aux années 1960.

En Tchécoslovaquie, cette libération a commencé une décennie plus tôt, lorsque la sexualité est devenue un sujet qui intéresse les scientifiques. L'avortement a été légalisé, l'homosexualité dépenalisée en 1961. Des instituts spécialisés et des équipes de chercheurs ont été créés. Les sexologues tchécoslovaques ont collaboré avec leurs collègues occidentaux ou se sont inspirés de leurs travaux. Par exemple, Stanislav Kratochvil, qui a mis en place un service de sexothérapie à l'hôpital psychiatrique de Kromeriz [une petite ville du sud-est de l'actuelle République tchèque], a été influencé par les recherches et les conclusions de ses célèbres confrères américains William Masters et Virginia Johnson, qui ont été des pionniers en matière de sexologie.

Décontraction. Katerina Liskova (connue par ailleurs pour le stand-up dans lequel, en duo avec une collègue et sur le ton de l'humour, elle vulgarise leurs recherches dans le domaine du genre) est aussi l'un des principaux experts qui s'expriment devant la caméra. Son point de vue est complété par ceux de sexologues, sociologues, psychiatres et par d'autres femmes de terrain, tandis que la photographe Libuse Jarcovjakova, désormais de renommée mondiale, fait partager son expérience personnelle dans les clubs de Prague, elle qui a capturé la scène gay de l'époque et l'a dépeinte comme libre et sans complexes.

Elle se rappelle comment chaque weekend, dans les années 1980, des homosexuels guidés par leur soif de liberté se rendaient en voyage organisé depuis leur province dans les clubs de Prague, pour pouvoir être eux-mêmes le temps de quelques heures. Un homme transgenre, qui a réalisé sa transition en 1978, raconte aussi, avec des mots justes, son histoire personnelle, forte en émotions et en enseignements. L'épisode "Comment faire d'un homme une femme et inversement?" réfute ainsi l'objection selon laquelle la transidentité serait "une invention moderne et n'existait pas au bon vieux temps".

Une place est aussi accordée à d'autres points de vue. Sur des images d'époque, on entend l'écrivain Josef Skvorecky [1924-2012], exilé au Canada [en 1969], tirer à boulets rouges sur le "féminisme ridicule des lesbiennes américaines", ou le psychiatre Miroslav Plzak [1925-2010], reconnu comme un grand expert, donner des conseils conjugaux. Comme le souligne Katerina Liskova, Plzak ne disposait pas de données dignes de ce nom pour argumenter son propos, ce qui ne l'empêchait cependant pas de toujours avoir une opinion tranchée, étayée par la sagesse populaire. À ses yeux, le mariage était ainsi une institution dont la seule raison d'être était d'élever des enfants.

DOCUMENTAIRE

Les analyses et commentaires sont complétés par des documents d'archives hauts en couleur, des graphiques ou des extraits de films qui illustrent le thème traité. Le résultat de tout cela, ce sont huit "leçons" éclairantes et légères, qui regorgent d'informations. Leur force est aussi leur ton : les autrices oscillent entre vulgarisation scientifique érudite et détachement. Ce faisant, elles montrent une façon possible d'éclairer le public sur des sujets sensibles, tout en captivant son attention.

Rien ici n'est tabou, mais le sensationnel est aussi évité. Tout devient un sujet tout à fait normal et, au troisième épisode, le téléspectateur ne se souvient même plus qu'il a pu éprouver de la honte au début. La voix du narrateur ou les quelques moments d'humour noir contribuent également à cette décontraction croissante.

Mais le motif clé est avant tout l'acceptation, qui traverse les épisodes et fonctionne comme un instrument de lutte douce contre les préjugés. Que ceux-ci visent les homosexuels, les personnes transgenres ou les travailleurs du sexe. L'homme trans évoqué précédemment, par exemple, confie que c'est sa grand-mère qui a pris le premier rendez-vous chez le médecin afin de programmer une opération de réassignation, ou comment il parlait ouvertement de son identité avec ses partenaires sexuels.

Jarcovjakova se souvient de mères qui avaient accepté l'orientation homosexuelle de leur fils. Des médecins expliquent qu'ils refusent de parler des homosexuels comme d'un groupe à risque pour les maladies sexuellement transmissibles parce que ce sont souvent les hétérosexuels qui adoptent les comportements les plus à risque. Et ailleurs, une médecin souligne combien le fait de contraindre les femmes à rester au foyer gaspille le potentiel dont dispose une société.

Deux pas en arrière. Dans son ton positif, la série fait aussi passer un message triste et dérangeant. Dès lors qu'il s'agit de sexualité, d'identité sexuelle et des questions qui s'y rapportent, c'est comme si chaque pas en avant devait toujours être suivi de deux pas en arrière. L'émancipation féminine ou les droits des personnes LGBT+ en sont des exemples. En Tchécoslovaquie, les femmes ont obtenu le droit de vote dès 1920. De grandes femmes politiques en avance sur leur époque, comme Milada Horakova [exécutée en 1950 au terme d'un procès emblématique de la répression stalinienne en Tchécoslovaquie], ont lutté avec un certain succès pour l'égalité des sexes. Dans les années 1950, cette égalité figurait au programme de la politique d'État.

Toutefois, pendant la normalisation [la période qui a suivi l'écrasement du "printemps de Prague", en 1968, et a duré jusqu'en 1989], les choses sont revenues "à la normale" avec une répartition très

En bref

Plaisir féminin

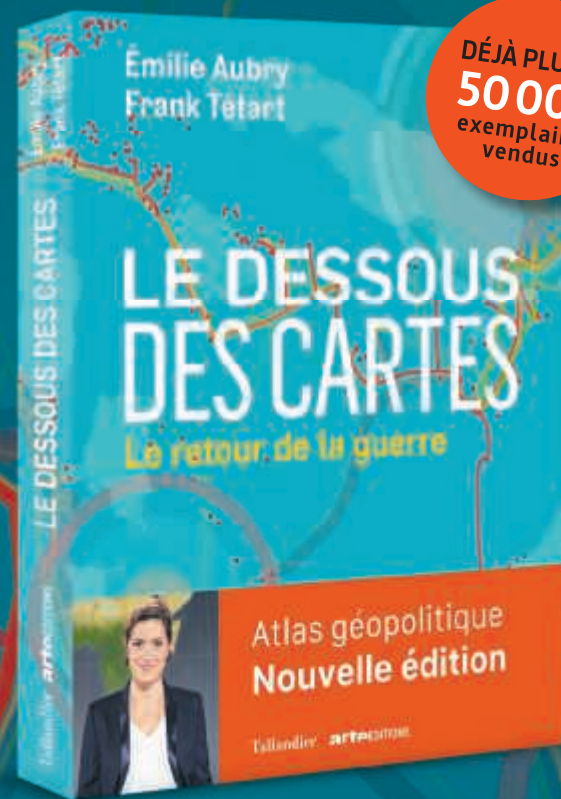
Kronika orgasmu ["Chronique de l'orgasme"] parlant moins de la vie sexuelle des Tchécoslovaques que des chassés-croisés entre vie privée et vie politique, son titre semble "trompeur" à Alarm. Interrogée par le site d'information de Prague, la réalisatrice Katerina Korinkova Sobotkova se justifie : "Je conçois ici l'orgasme comme une métaphore d'une vie heureuse. Dans les travaux sur l'émancipation féminine, on constate qu'être satisfait dans la vie de tous les jours, sur le plan professionnel et privé, est la base d'une vie sexuelle épanouie. Et même si ce n'est pas toujours le cas, l'orgasme confirme cet épanouissement." Seul le premier épisode est consacré à l'orgasme féminin. "On y apprend des choses plutôt choquantes, écrit Alarm, comme le fait que le clitoris n'a été complètement décrit que très récemment ou qu'on ne trouve toujours pas, encore aujourd'hui, mention du vagin dans les manuels d'anatomie des élèves de cinquième." Pour le mensuel tchèque *Heroine*, la série documentaire a le mérite d'aller au-delà de l'image d'Épinal "très déssexualisée de la femme sur un tracteur", héritée de l'URSS des années 1950. Elle montre que, "si l'absence de libertés imprégnait la vie personnelle des gens, certaines idées ont réussi à s'imposer, qui étaient progressistes à l'époque et le sont encore de nos jours". Ainsi de celle qu'"une femme a le droit à certaines choses". Dont le plaisir sexuel.

rigide des rôles entre hommes et femmes, dont les répercussions se font toujours ressentir aujourd'hui : l'inégalité salariale en République tchèque reste une des plus élevées en Europe et encore peu de femmes occupent des fonctions dirigeantes.

Le partenariat enregistré [qui permet aux couples homosexuels de vivre officiellement ensemble] est certes possible en République tchèque depuis 2006, mais le mariage pour tous reste une perspective incertaine. Il est ainsi devenu un terrain émotionnellement miné où, le plus souvent, prospère une démagogie politiquement motivée.

— **Jindriska Blahova**
Publié le 1^{er} novembre

AVOIR LES BONNES CARTES, ÇA CHANGE LA DONNE.



Le dessous des cartes,
présenté par Emilie Aubry
À l'antenne du lundi au jeudi à 20h50
et le samedi à 19h30
Également sur arte.tv et YouTube

arte

gastronomie.



La sauce de poisson a tout bon

Courant dans la cuisine asiatique, ce condiment est un génial exhausteur de goût. Les Romains de l'Antiquité l'utilisaient déjà. Des chefs européens le redécouvrent aujourd'hui.

—**Süddeutsche Zeitung** (extraits)
Munich

Un lac peut-il être heureux ? Si l'auteur japonais Masaru Emoto [1943-2014], adepte des pseudosciences, prétendait l'eau capable de véhiculer des émotions, plusieurs chercheurs dignes de ce nom ont démontré il y a longtemps déjà qu'il s'agissait là de simples foutaises ésotériques. En tout cas, l'idée que l'eau puisse apporter du bonheur aux hommes semble plus plausible que le scénario inverse. La raison pour laquelle le lac Traunsee [en Autriche] était surnommé *lacus felix*, le "lac heureux", par les Romains, est tout aussi mystérieuse. Aucune source écrite de l'époque n'atteste cette appellation, contrairement à ce qu'affirme l'office de tourisme local.

Quand on découvre ce lac niché au cœur de montagnes escarpées, on devine néanmoins aisément pourquoi il rendrait heureux. Ses eaux, qui atteignent jusqu'à 191 mètres de profondeur, sont limpides et fraîches. Le lac regorge par ailleurs de poissons de toutes sortes : corégones, truites, ombles, lottes, chabots, vairons, gardons, ablettes, tanches, perches, brochets et sandres barbotent dans cette mare de 12 kilomètres de long.

Pour Lukas Nagl, chef du restaurant Bootshaus, à Traunkirchen [sur les berges du Traunsee], le lac est une aubaine. Le jeune chef, qui est principalement connu pour ses spécialités de poisson, a d'ailleurs trouvé une solution pour fusionner l'héritage romain, ce lac bienheureux et une cuisine régionale et créative : une sauce de poisson maison.

Son restaurant gastronomique se fournit auprès de pêcheurs locaux des lacs de Traunsee, Mondsee et Attersee. Et il ne se limite pas aux poissons les plus nobles comme les corégones ou les ombles : les petites prises, qui n'ont généralement pas droit aux honneurs des cuisines raffinées, ont également leur place chez Lukas Nagl. Et si les déchets de poisson sont habituellement jetés aux chats, le jeune chef, lui, ne jette rien : ni les arêtes, ni les nageoires, ni la tête, ni les entrailles.

Toutes les parties qui ne sont pas servies directement sous forme de filets sont placées dans du sel et conservées dans des bocaux en verre – et de nombreux mois plus tard, on obtient, grâce à la fermentation, une sauce très parfumée. Cette sauce n'a pas un goût prononcé de poisson, elle exhale plutôt des arômes de beurre noisette, de sauce soja foncée, de thym et de noix de coco. Quelques gouttes de ce

mélange suffisent à rehausser puissamment le goût de légumes verts, d'une salade de chou ou d'un poisson. "C'est magique tout ce que la nature peut nous offrir !" s'émerveille Lukas Nagl.

Laisser moisir des restes de poisson jusqu'à obtenir une sorte de bouillon brunâtre et salé, voilà qui n'a rien de très appétissant. Pourtant, la sauce de poisson était déjà l'un des condiments préférés des Romains. Le bouillon Maggi de l'Antiquité s'appelait *garum* et venait relever les soupes, les légumes, la viande et le poisson.

Elle exhale des arômes de beurre noisette, de sauce soja foncée, de thym et de noix de coco.

La sauce de poisson est également un incontournable de la cuisine asiatique : on la retrouve traditionnellement dans la salade de papaye thaïlandaise, le *kimchi* coréen, de nombreux currys, et en accompagnement des rouleaux de printemps vietnamiens – au grand dam des végans et des allergiques au poisson. Comme la sauce soja, la sauce de poisson apporte une note d'umami, le cinquième goût, que l'on pourrait décrire comme délicieusement relevé.

Le pouvoir de la sauce de poisson réside dans une réaction chimique découverte il y a déjà plusieurs milliers d'années, sans doute par hasard. L'immersion de poissons non éviscérés dans un mélange d'eau et de sel provoque, au bout de quelque temps, le déclenchement de l'autolyse [destruction des tissus]. Les enzymes contenus dans l'appareil digestif du poisson transforment les protéines en acides aminés et les graisses en acides gras. Pendant ce temps-là, le sel freine le développement des bactéries et permet de faire rendre son eau au poisson. C'est grâce à cette réaction que les Romains préparaient leur *garum*, que les Vietnamiens fabriquent leur *nuoc-mâm* et les Thaïlandais leur *nam pla*. À Nice, le pissalat, sauce à base de poisson fermenté sans doute inspirée du *garum* antique, reste aujourd'hui encore un ingrédient incontournable de la cuisine locale.

À quelques exceptions près, la sauce de poisson a bien souvent disparu de la cuisine européenne. Mais depuis quelque temps, plusieurs grands chefs s'essaient à la fermentation, aux têtes de poisson, aux entrailles et au *koji* [un ferment obtenu en ensemencant des céréales avec un champignon spécifique]. René Redzepi, le chef du Noma, établissement ultraréputé de Copenhague [3 étoiles Michelin], et son équipe ont notamment créé un *garum* végan de champignons fumés, que les clients peuvent commander pour une utilisation à domicile – une première. À Berlin, Vadim Otto Ursus sert dans

☞ De ces poissons en saumure naîtra un délicieux élixir.

Photo Alexander Mychko/Alamy/Photo 12

son restaurant, Otto, de l'omble grillé accompagné d'un *garum* d'omble maison. Marco Müller, le chef du trois-étoiles berlinois Rutz, associe quant à lui le *garum* aux tomates cœur-de-bœuf.

Pourquoi ce condiment millénaire est-il soudain devenu si tendance ? Une mixture faite maison à partir d'ingrédients locaux, qui permet d'utiliser toutes les parties d'un animal... La sauce de poisson coche toutes les cases de la cuisine durable, très en vogue en ce moment. Le *garum* associe avec brio une cuisine régionale, bio et antigaspi au principe de la fermentation et, souvent, à des influences asiatiques.

Si Lukas Nagl s'intéressait déjà à la fermentation lorsqu'il travaillait au sein du prestigieux Steirereck, à Vienne, l'idée de réaliser sa propre sauce de poisson lui est venue par des voies détournées, lors de sa rencontre avec la chef coréenne Sohyi Kim, à Zanzibar. C'est elle qui lui a montré comment alterner les couches de poisson et de sel dans un pot spécial, qu'on laisse ensuite macérer à la chaleur. De retour chez lui, en Autriche, Lukas Nagl a professionnalisé sa technique en créant avec deux ingénieurs agroalimentaires, Viktor Gruber et Christine Brameshuber, une entreprise qui produit du "*garum de Traunsee*" en laboratoire.

Cette entreprise, baptisée Luvifermente, fabrique aussi des sauces soja, du miso [pâte de soja fermentée], des sauces piquantes et diverses sauces de poisson, le tout fait à partir de produits locaux. Même le Noma, à Copenhague, utilise du *koji* provenant du laboratoire autrichien. Mais l'élixir de poissons bienheureux du lac de Traunsee trouvera aussi sa place chez tous les cuisiniers amateurs. "Chez moi, on utilise souvent cette sauce en accompagnement de rouleaux de printemps maison, confie Lukas Nagl. Ça amuse beaucoup les enfants, et tout le monde adore."

—Titus Arnu

Publié le 21 octobre



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Le Courrier des recettes

Chaque samedi, sur notre site Internet et dans notre **Réveil Courrier**, découvrez une recette de cuisine, sélectionnée dans la presse étrangère, ainsi que son histoire. Le 10 décembre : la salade de chou aux inspirations asiatiques du chef autrichien Lukas Nagl. Elle accompagnait, dans la **Süddeutsche Zeitung**, l'article que nous vous proposons ci-contre.



神韻晚會 2023 SHEN YUN

LA CHINE AVANT LE COMMUNISME



« Une expérience extraordinaire... d'une beauté exquise ! »

—Cate Blanchett, actrice oscarisée

*Quand avez-vous vu,
pour la dernière fois,
une chose si belle qu'elle a
changé votre vie ?*

SHEN YUN EST UN SPECTACLE À LA FOIS RÉJOUISSANT, ÉMOUVANT ET INSPIRANT. Ses prouesses, à couper le souffle, sont uniques. *Son secret* ? Un art qui puise son inspiration dans une esthétique classique et des valeurs intemporelles, transcendant les tendances et les modes actuelles. Partez avec Shen Yun dans un monde méconnu, celui de la culture traditionnelle chinoise authentique. Vous y découvrirez la beauté de nouveaux royaumes et d'un art inspiré par le divin.

TOURNÉE EN FRANCE DU 4 FÉVRIER AU 6 MAI
Lyon • Tours • Paris • Nantes • Aix-en-Provence • Montpellier

ShenYun.com/FR

01 84 80 07 27

0892 050 050 (0,35 € TTC/min), palaisdescongresdeparis.com

Magasins Fnac - Carrefour - U - Géant - Intermarché
Autres points de vente : Cultura - E.Leclerc - Auchan

TOUT NOUVEAU SPECTACLE
AVEC ORCHESTRE LIVE



ticketmaster®

histoire. 

La première révolution du XX^e siècle

1910-1920 – Mexique

Les révolutionnaires, qui se battent aussi bien pour la démocratie que pour un système agraire plus juste, mettent fin à la présidence de Porfirio Díaz. Cela marque le début de plus de dix ans de conflit armé.



— **El País México** (extraits) Mexico

En 1910, le Mexique est à la veille d'élections. Peu de temps auparavant, le pays a subi de plein fouet la crise économique de 1907 et connu un conflit diplomatique avec les grandes puissances autour du pétrole. En février 1908, Porfirio Díaz donne une interview au journaliste américain James Creelman, dans laquelle il assure qu'il ne se présentera plus aux élections et ne gouvernera plus le pays; en outre, il se dit favorable à la création de nouveaux partis politiques. C'est pourtant lui qui va être réélu.

Ces élections voient s'affronter des candidats comme Bernardo Reyes, Benito Juárez Maza (fils de Benito Juárez, ancien président mexicain), Francisco I. Madero et même, depuis les États-Unis, les frères Magón, des anarchistes. Díaz empoisonne la campagne (et la vie) des autres candidats; il fera même emprisonner Francisco I. Madero pendant toute la durée des élections. Après avoir dénoncé la fraude électorale, Madero s'enfuit à San Luis, puis vers le Texas. Il y demeure jusqu'au 5 octobre, date à laquelle il publie le Plan [manifeste] de San Luis Potosí, dans lequel il appelle à prendre les armes le 20 novembre 1910.

Même si ses camarades du parti anti-réélection ne le suivent pas, il obtient le soutien des mouvements ruraux et populaires, qui comptent des dirigeants qui sont prêts à la lutte armée. Parmi eux, Pascual Orozco, Francisco [dit Pancho] Villa et Emiliano Zapata. Contrairement à ce qu'on croit souvent, la révolution mexicaine ne se termine pas par le renversement de Porfirio Díaz. En réalité, ce dernier disparaît de la scène politique seulement six mois après le début du conflit.

Avec les accords de Ciudad Juárez, la démission de Porfirio Díaz et de son vice-président, Ramón Corral, est décidée le 21 mai 1911. Dans la nuit du 25 mai, Díaz, sa famille et huit malles d'archives sont transportés à la gare de San Lázaro. Le 20 juin, Díaz arrive en France, où il finit ses jours.

Avec les accords de Ciudad Juárez, plus de 60000 rebelles sont démobilisés. Mais les forces de Pascual Orozco ne se satisfont pas des accords et décident de poursuivre la lutte. Même chose pour les zapatistes, qui veulent récupérer leurs terres.

Madero est élu à la présidence en octobre et entame son mandat en novembre. Selon l'historienne Yolia Tortolero Cervantes, le spiritisme du président [adepte du spiritisme d'Allan Kardec] influe sur ses idéaux et sa manière de gouverner. Les coïncidences entre ses croyances et ses propositions politiques sont particulièrement frappantes dans une lettre qu'il envoie à son frère Raúl. Madero assure que, *“par l'éducation, une énergie inébranlable et une aspiration ardente au progrès, les grands hommes et les libérateurs peuvent sauver l'humanité et devenir ses guides spirituels”*.

Issu d'une famille de riches propriétaires terriens [dans le coton], il est favorable à la propriété privée et propose le découpage et la vente des terrains nationaux à travers des crédits agricoles. Les paysans et les ouvriers ne sont pas d'accord avec ces mesures, qu'ils jugent peu équitables. Cette même année, les zapatistes proclament donc le Plan d'Ayala, appel à poursuivre la lutte armée.

Contrairement à ce que l'on croit, la révolution mexicaine ne se termine pas par le renversement de Díaz.

De son côté, la milice de Pascual Orozco se soulève aussi en mars 1912. Déçus par les faibles résultats obtenus dans la lutte contre Porfirio Díaz et jugeant les réformes sociales de Madero insuffisantes, trop lentes, les orozquistes se battent farouchement. Madero, pour défendre son gouvernement, place à la tête de l'armée Victoriano Huerta, qui bat les orozquistes, puis le président lui-même, lors de l'épisode connu

sous le nom de *“décade tragique”* [dix jours d'affrontement sanglants entre les forces loyales à Madero et des militaires insurgés]. Huerta s'associe à Félix Díaz (neveu de l'ancien président) et avec l'ambassadeur des États-Unis Henry Lane Wilson, et Madero et Pino Suárez sont assassinés le 22 février 1913.

Huerta prend le pouvoir pendant la période d'intérim aux États-Unis : le nouveau président des États-Unis, Woodrow Wilson, est favorable aux gouvernements démocratiques et condamne ce coup d'État.

Dans le nord du Mexique, un mouvement de mécontentement généralisé commence à apparaître. Ses chefs, Pancho Villa, dans le Chihuahua, et Venustiano Carranza, dans les autres États du Nord, sont prêts à affronter Huerta.

Au Coahuila, un décret réprovoque le gouvernement de Huerta, et en 1913 le Plan de Guadalupe appelle à renverser le président et à rétablir l'État de droit. À cette fin, Carranza prend la tête du mouvement constitutionnaliste et se proclame *“primer jefe”* de la révolution dans le nord du pays.

Le gouvernement est démoralisé, insolvable et endetté vis-à-vis des États-Unis. La marine américaine empêche le débarquement des armes que Huerta attend d'Europe. Le président augmente les impôts, endette encore plus le pays et oblige les propriétaires terriens à participer aux dépenses de l'armée.

En 1914, avec la prise de Mexico par les armées de Villa et de Carranza, le gouvernement et l'armée sont vaincus. Après la signature des accords de Teoloyucan, Carranza forme son gouvernement et peut enfin rédiger la nouvelle Constitution, qui vise une réorganisation complète du pays.

La lutte armée va se poursuivre jusqu'en 1920. Toutefois, la promulgation de la Constitution et la présidence de Carranza marquent la fin de la révolution mexicaine.

— **Julietta Sanguino**
Publié le 17 novembre

➤ **Emiliano Zapata**
(avec le sombrero).

À sa gauche,
sur le fauteuil
du président,

Pancho Villa.

Tout à gauche,
Tómas Urbina,

et à droite,

Otilio Montaño.

Photo Ullstein Bild/

Getty Images

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**

**La nuit, une trottinette peut
ressembler à une rue déserte.**

La Caisse d'Épargne, engagée pour la sécurité
de tous, offre* des équipements réfléchissants
aux clients assurés. Rendez-vous en agence.



**CAISSE
D'ÉPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

Communication à caractère publicitaire.

*Offre limitée aux clients titulaires d'un ou plusieurs contrats d'assurance distribués par le réseau des Caisses d'Épargne et dans la limite des stocks disponibles en agence.

BPCE : Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros - Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13 - RCS Paris n°493 455 042 - BPCE, intermédiaire en assurance inscrit à l'ORIAS sous le n° 08 045 100 (www.oriass.fr). ALTMANN + PACREAU - Crédit Photo : Ronan Mérot.